



Le dialogue israélo-arabe va s'engager

Enfin !

ENTRE les hommes, aucune guerre n'est éternelle. Encore leur faut-il, pour faire la paix, consentir à se parler. Ainsi, au Proche-Orient, l'impensable hier bientôt se produira : les vieux ennemis s'apprêtent à dialoguer. Quarante-quatre ans après le début du drame, dix ans après le mort d'Anwar el Sadat - qui le premier osa défer les haïnes - Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens vont s'asseoir à la même table pour imaginer enfin comment vivre ensemble.

Cinq guerres, tant et tant de morts, la douleur de l'exil, l'humiliation et la colère, le cycle sans fin des vengeances : les peuples de cette région sont recrus d'avoir payé une si forte rançon au destin qui leur impose de cohabiter sur la même terre. Mais la fatigue ne pouvait suffire à leur inspirer la sagesse. Incapables, seuls, de se réconcilier, il leur fallait se voir contraints d'obéir à des parrains pressants et pressés d'en finir avec ce combat sans fin devenu si anachronique dans le monde nouveau de l'après-guerre froide.

La détente confirmée entre Moscou et Washington grâce à l'apaisement diplomatique gorbatchévien, la guerre du Golfe et ses renversements d'alliances, l'écroulement du système communiste, ont créé peu à peu les circonstances historiques dont l'indispensable secrétaire d'Etat américain James Baker vient de tirer profit, à force de patience et d'inspiration. Rien sans doute n'eût été possible - du moins si tôt - sans la convergence d'intérêts entre Moscou et Washington, que consacrent, le même jour, le coparrainage américano-soviétique du processus de paix et la réconciliation entre l'URSS et l'Etat juif.

Mais les principaux intéressés ont, eux aussi, évolué au fil des ans. Depuis plusieurs années déjà, la majorité des Palestiniens se sont faits à l'idée qu'Israël survivrait. Sans toujours le reconnaître dans leur discours, les dirigeants arabes se sont résolus à envisager l'avenir au côté de cette « entité sioniste » dont le nom même leur écorchait la gorge. La Syrie a renoncé au vieux projet d'une partition stratégique avec Israël qui lui eût permis d'espérer reconquérir par la force le Golan, perdu en 1967. Et l'on a cru rêver vendredi en attendant l'intratable Itzhak Shamir admettre pour la première fois - fût-ce du bout des lèvres - que l'« OLP existe quelque part dans le monde » et qu'on ne peut le nier.

Si les adversaires en présence se sont décidés, après d'utiles marchandages et moyennant plusieurs astuces diplomatiques, à envisager de s'asseoir à la même table, c'est aussi parce qu'ils n'avaient pas de véritable autre choix. Redoutant par-dessus tout le statu quo - car le temps travaille contre elle, l'OLP ne pouvait s'offrir le luxe de pratiquer la politique de la chaise vide. Ayant besoin d'argent américain pour réamorcer l'intégration des juifs soviétiques, Israël ne pouvait, quant à lui, entrer en révolte ouverte contre les Etats-Unis.

Dans dix jours, une partie décisive s'ouvrira à Madrid. Elle sera longue et difficile, tant sont éloignées les positions de départ. Mais, aujourd'hui, seule compte la perspective de ce face-à-face historique si longtemps attendu.

M0146 - 1021 0 - 6.00 F



Pour la première fois depuis 1947, l'Etat juif, ses voisins arabes et les Palestiniens ouvriront, le 30 octobre à Madrid, des négociations de paix, en présence de MM. Bush et Gorbatchev

Pour la première fois depuis 1947, Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens vont engager un dialogue direct : le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé vendredi 18 octobre, au cours d'une conférence de presse

conjointe, à Jérusalem, avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, une conférence de paix sur le Proche-Orient. Celle-ci s'ouvrira le 30 octobre à Madrid en présence des présidents Bush et Gorbatchev. Les

Palestiniens participeront à cette conférence au sein d'une délégation jordanienne. Israël devait donner formellement sa réponse définitive dimanche. D'autre part, Israël et l'URSS ont rétabli leurs relations diplomatiques.

« L'OLP existe quelque part... »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les invitations sont lancées. Amman a déjà accepté, l'OLP a donné son feu vert aux Palestiniens de l'intérieur. Et « Israël participera », a affirmé, vendredi soir 18 octobre, M. Itzhak Shamir. Le 30 octobre 1991, à Madrid, et pour la première fois depuis le partage manqué de la Palestine il y a quarante-quatre ans, des représentants de l'Etat juif et des dirigeants de trois pays arabes officiellement en guerre avec lui - Syrie, Liban, Jordanie - devraient donc se retrouver, d'abord tous ensemble, pour une grande cérémonie d'ouverture, présidée par MM. Georges Bush et Mikhaïl Gorbatchev, ensuite en tête-à-tête, pour des négociations bilatérales qui seront sans doute - tout le monde est d'accord sur ce point - à commencer par M. Shamir - « longues et difficiles », mais qui permettront, peut-être, de faire la paix au Proche-Orient. Dans un

troisième temps, soit deux semaines après l'ouverture de la conférence de Madrid, des discussions multilatérales devraient réunir Israël et tous les pays arabes qui le souhaitent.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 4



Le pari gagné de M. Baker

WASHINGTON

de notre correspondant

Quand, au mois de mars, M. James Addison Baker prit, pour la première fois de sa vie, la route du Proche-Orient, les spécialistes de la région joutèrent les

sceptiques. On voulait bien reconnaître au secrétaire d'Etat d'inhabituels talents de négociateur : il en avait largement fait preuve dans les pourparlers sur le désarmement avec les Soviétiques. On savait que cet ami personnel de M. George Bush, depuis trente ans était un tacticien hors pair : une longue carrière en témoignait qui l'a mené d'un cabinet d'avocat d'affaires de Houston au département d'Etat, en passant par le secrétariat général de la Maison Blanche (sous M. Ronald Reagan) et le département du Trésor. Mais du Proche-Orient, « Jim » Baker ne savait rien, sinon que nombre de ses prédécesseurs, de M. Cyrus Vance à M. George Shultz, n'y avaient gagné que des bosses. A priori, ce patricien, héritier d'une des plus vieilles fortunes du Texas, n'éprouvait aucune sensibilité particulière pour la région.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

Etre Serbe en Croatie

Le rétablissement du dialogue entre les deux communautés semble de plus en plus difficile, même aux yeux des plus pacifiques

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Etre Serbe aujourd'hui à Zagreb - la capitale de la Croatie - nécessite des nerfs solides face à une situation où l'irrationalité est omniprésente. C'est particulièrement patent chez ceux qui, opposés à la « politique de conquête » menée par les dirigeants de Serbie, veulent vivre dans une République indépendante de Croatie et tentent, con-

tre vents et marées, de concilier des points de vue plus souvent dictés par la peur de l'autre et les réminiscences du passé que par la raison.

« Tout Serbe [ici] se sent menacé par tout le monde, par les extrémistes serbes comme croates », explique G., une Serbe de Croatie qui refuse d'être identifiée, ne serait-ce que par son prénom. La Croatie compte près de 12 % de Serbes, dont quelque 100 000 vivent à Zagreb. Intel-

lectuelle issue d'un couple mixte, elle-même a épousé un Croate. Elle a vu son univers familial bouleversé à mesure que la crise s'est envenimée, son mari glisser vers le chauvinisme croate et « se retourner » contre elle, tandis qu'elle sentait ses enfants s'éloigner.

JEAN-YVES HELLER
Lire la suite et l'article
d'ALAIN DEBOVE
et CHRISTIAN CHARTIER
page 5

Sang et scandale

Parviendra-t-on à faire la lumière sur les affaires liées à la transfusion sanguine ?

par Jean-Yves Nau
et Franck Nouchi

Jusqu'où faudra-t-il aller pour mesurer avec exactitude l'ampleur du scandale de la transfusion sanguine française ? Combien faudra-t-il encore attendre avant de pouvoir situer précisément les responsabilités politiques, médicales et administratives ? Jour après jour, une

révélation suivant l'autre, tout cela prend les dimensions d'une affaire d'Etat, l'immobilisme de l'actuel gouvernement ne faisant que précipiter le cours des choses.

La première erreur politique fut sans doute ici de sous-estimer - d'ignorer - le drame vécu par les hémophiles contaminés par le virus du sida à partir des produits sanguins infectés. Lire la suite page 13

Mode fin de siècle

Pour la semaine du prêt-à-porter, créateurs et couturiers fixent les images de l'époque

Deux mille cinq cents projecteurs, quinze kilomètres de câbles, deux cents miroirs... La semaine des collections de prêt-à-porter féminin des créateurs et couturiers (16-23 octobre) a commencé sous le signe de la foule et du ralliement. Deux mille journalistes et photographes de quarante-deux pays retrouvent, cette saison, la cour carrée du Louvre, « lieu provisoire » concédé par Jack Lang à la Chambre syndicale en 1981. Dix ans plus tard, Paris s'affiche comme une vitrine internationale : après les Japonais, les Italiens (Romeo Gigli, Valentino), l'Américain Oscar de la Renta, les Anglais (Galliano, Westwood, Hammet) : ce sont plus de cent maisons qui organisent des défilés à Paris, en comptant de nouveaux venus comme les Belges, moins médiatiques, donc plus dispersés.

C'est en mars 1993 qu'un nouveau lieu dédié à la mode et aux métiers d'art sera inauguré. 7 500 m² en sous-sol entre l'Arc de Triomphe du Carrousel et la Seine. Le projet, financé par la SARI, est ambitieux : salles de projection, laboratoires photo et vidéo et même soixante boutiques de luxe autour des salles, prestige oblige. Mais l'abondance (près de quatre-vingt-dix défilés aux quatre coins de Paris) et l'opulence officielle cachent un changement de ton : plus radical, plus jusqu'au-boutiste dans la manière de déchirer et de fixer les images de l'époque. La misère chic, les haillons fin de siècle ont naturellement fait leur apparition sur les podiums de l'été 1992.

LAURENCE BENAÏM
Lire la présentation
des collections page 15

BURKINA FASO

LA DEMOCRATIE TRANQUILLE

BLAISE COMPAORE
REALISME ET INTEGRITE

DE JEAN R. GUION
PREFACE DE STEPHANE HESSEL

De sa rencontre avec
BLAISE COMPAORE,
en 1976, l'auteur écrit :
« Comment ne pas se souvenir
de cet africain de 25 ans,
lecteur de Lénine
et de De Gaulle qui parlait,
15 ans avant la chute du
mur de Berlin et le Sommet
de la Baie, de la faillite
des régimes de l'Est
et de la démocratie
comme remède aux
maux de l'Afrique ».



Mondos en devenir - LIV
DOCUMENTS ET ESSAIS - 14
Bourgois-Lacoste International

HEURES LOCALES

Anvergne :
les vertus de l'antiroute

Continuant son tour de France des régions, le Monde présente aujourd'hui l'Anvergne et ses quatre départements. La démission de M. Roger Guilleud, maire de Clermont-Ferrand, a, ces jours derniers, attiré l'attention sur cette région isolée et d'un accès difficile. Ses responsables ont donc donné la priorité à son désenclavement. Elle retrouve avec l'ouverture de l'autoroute de nouvelles chances, mais doit imaginer les moyens de relayer des industries traditionnelles délaissées et une agriculture bien souvent inadaptée. La tâche est ardue. Lire pages 10 et 11 l'enquête de Gilles Paris

Egalement au sommaire
« Notre dossier sur le projet de statut des élus locaux » Les départements souillent aux Japonais. Pages 9 et 12

« Le grand jury RTL-le Monde »
M. Edouard Balladur, invité
dimanche à 18 h 30.

هكزاس الثمن

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 206.906 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugot-Devail, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc : MONDIPUB 634 123 F
Téléc : 46-62-72-73, Société civile
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA
Imprimerie
du « Monde »
112, r. M.-Cromboul
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Représentants des publications en
indus du Monde au (1) 40-85-25-33

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS du monde
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	880 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 680 F	2 065 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP, Paris 75 111 MOH 03

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Prupnat
directeur de la rédaction
Jacques Bally
directeur de la gestion
Manuel Laboret
secrétaire général
Rédacteurs en chef
Jacques Amélie
Jean-Marie Colomant
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Thomas Forenaci
Philippe Herremans
Jacques-François Stron
Daniel Vermet
généraliste
(des relations internationales)
André directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1980)
Jacques Fauriol (1980-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a trente ans

La répression de la manifestation algérienne à Paris

L 17 octobre 1961, cent, deux cents, peut-être trois cents Algériens sont tués à Paris ; et noyés dans la Seine. Ils ont simplement voulu manifester. Dans six mois, leur pays sera indépendant. Trente ans plus tard, Aïcha, Abdelkader et Mohamed vivent toujours en France. Ils ont gagné la guerre, ils ont pu tourner la page : le passé, qu'ils n'oublient pas, ne les hante pas non plus.

« Les journaux de l'époque ont dit que le FLN nous avait forcés à manifester », Aïcha éprouve encore aujourd'hui le besoin de démentir. Elle se revoit s'atteler de joie en entendant la consigne de manifestation. Elle a alors quinze ans et n'a jamais vu cette capitale à 4 kilomètres de laquelle elle vit depuis sa petite enfance. Le bidonville de Nanterre est comme une enclave, un monde à part : aucun Français n'y vient jamais, pas même les médecins. Le 17, à la même heure, dans la commune voisine de Bezons, Abdelkader enfle son costume du dimanche. Ses fils lui demandent encore une fois de l'accompagner ; Abdelkader rit sans refus, sans explication : comment leur dire qu'ils ont, eux, toute la vie pour se sacrifier. Comme la plupart des quatre cents mille Algériens immigrés en France, Abdelkader passe désormais sa vie à se faufiler entre les rails. La police arrête n'importe où, et n'importe quel Algérien peut se retrouver aux mains des harkis.

Tous les Algériens de la banlieue nord-ouest ont rendez-vous au rond-point de la Défense, d'où ils doivent descendre ensemble vers Paris par le pont de Neuilly. Mohamed, responsable du FLN, attend les manifestants ; il essuie une dernière fois la boue qui macule toujours les chaussures au sortir du bidonville. « Être digne et pacifique, murmure-t-il, ne provoquer aucune violence » : telles sont les consignes données par la direction de la fédération, qui est réfugiée en Allemagne. Mohamed ne doute pas que cette manifestation, qui est la première depuis le début de l'insurrection, en 1954, sera massive. Il songe à celle de décembre 1960 à Alger, dévalant vers le centre-ville aux cris de « Vive l'indépendance ! ». Les habitants des faubourgs avaient bousculé l'opinion de la métropole. La fédération France, à la veille de la reprise des négociations, veut rééditer le coup. Mohamed sait aussi que la direction en attend un renforcement de son poids politique par rapport au reste du FLN. Le préfet de police de Paris fournit le prétexte de la manifestation en conseillant « aux Français musulmans de ne plus sortir après 20 h 30, et de fermer leurs bars à 19 heures. Cette consigne — qui ne peut être officielle puisque discriminatoire — instaure de facto un couvre-feu raciste. Le 17 octobre, aucune organisation française ne l'a encore dénoncée, les Français musulmans vont donc la braver.

Climat de terreur

Claude Toulouse a passé sa vie au sein de la police. En 1961, il était brigadier. Trente ans plus tard, il est l'un des rares à accepter d'évoquer cette période. Ses collègues restent muets, comme si la guerre qu'ils ont faite n'était toujours pas achevée et qu'il fallait encore la tenir secrète. Le 17 au soir, Claude Toulouse quitte son service dans une ambulance électrique. Depuis midi, la préfecture sait que le FLN a prévu plusieurs manifestations en soirée qui seront suivies, le 20, par des rassemblements de femmes devant les prisons. Toutes les portes de Paris sont gardées, des bus réquisitionnés stationnent déjà à côté des cars de police, la brigade du soir est tout excitée à l'idée de « casser du raton ». Claude Toulouse frissonne ; il pense que, si la guerre continue, la police sera brisée comme l'armée. A la tête de la préfecture de police parisienne depuis mars 1958, Maurice Papon applique à Paris les méthodes de l'armée en Algérie. Il a instauré dans les banlieues des régimes des SAS, ces unités militaires prétendument chargées de protéger les populations. Il a installé les harkis dans la capitale. Débarqués d'Algérie, ces « volontaires » interpellent et torturent pour le compte de la police française.



17 octobre 1961, dans la station de métro Concorde : des manifestants algériens attendant d'être embarqués par les policiers. La plupart ont été roués de coups.

A ce climat de terreur, le FLN a répondu en lançant avec les attentats contre des policiers. D'août à octobre 1961, seize d'entre eux ont été tués. Pour et soif de vengeance se ressentent dans tous les commissariats. Le couvre-feu les rassure à peine. Maurice Papon, devant des policiers réunis pour les obstacles d'un de leurs camarades, déclare alors : « Pour un coup, vous pourrez en rendre dix. » De leur côté, les dirigeants de l'OAS constituent des réseaux au sein de la police. Certes, le général de Gaulle négocie mais souhaite, comme il l'a dit juste avant l'ouverture des discussions d'Evian, un FLN à genoux. Claude soupire : tous les coups sont désormais permis. Le premier choc se produit entre 19 h 30 et 20 heures. Une première vague de manifestants descend vers le pont de Neuilly. Aïcha aperçoit soudain le cordon de policiers, de harkis et de CRS, et comprend qu'elle n'entrera pas dans Paris. Autour d'elle, le cortège esquive un mouvement de recul. Un homme, au contraire, fait un pas en avant. Il n'est pas militant mais, ce soir, il semble vouloir entraîner la petite foule. Un coup de feu part. Lamar Achemoune tombe : il sera l'une des deux seules victimes que le bilan officiel comptabilisera. Aïcha s'enfuit au milieu des bruits et des cris : « Autour de moi, des hommes renversés des voitures pour nous protéger. » Une deuxième vague de manifestants heurte la première qui refuse. La police charge de nouveau violemment. Juste

avant d'être arrêté, Abdelkader aperçoit le cadavre d'un enfant. Sur la place de l'Etoile, Josette, qui appartenait à un réseau de solidarité avec le FLN, tourne en rond, hagarde, sous la pluie. Depuis une heure, elle assiste à la même scène : des Algériens débouchent du métro les mains en l'air, des policiers les matraquent, les bousculent, les renversent avant de les embarquer dans des cars de police. Il lui semble qu'elle devient folle ou invisible : aucun policier ne prête attention à sa présence. La nasse policière filtre les seuls Algériens, la police opère sans se soucier du regard des Parisiens, qui, dans leur majorité, passent de toute façon indifférents.

« Ce soir, au moins, nous avons du spectacle »

Au Quartier latin, Marthe, elle aussi membre des réseaux de solidarité, note le même insupportable silence. Assis aux terrasses abritées des cafés, des Parisiens assistent à la traque. Elle agrippe au passage la phrase : « Eh bien ! ce soir, au moins, nous avons du spectacle. » Plus loin, sur la place Saint-Germain, un conducteur d'autobus ferme les portes de son véhicule au nez des manifestants qui le supplient de les laisser monter. Plus tard, on retrouvera deux blessés par balles, rue Gay-Lussac et devant le Sénat. Les Algériens, finalement, ne réussissent à former un cortège que sur les Grands

Boulevards. Une heure durant, ils parviennent à défilé entre les restaurants et les cinémas. Mais, là aussi, des tirs dispersent la manifestation. Vers 22 heures, à hauteur du théâtre du Gymnase, sur le boulevard Bonne-Nouvelle, sept corps gisent déjà sur le trottoir. Le boulevard et les rues adjacentes sont bouclés et minés. Deux heures plus tard, un médecin, le docteur Carpentier, passe devant le cinéma Rex ; il se fige : des corps inanimés ont été entassés à côté de prisonniers. Les policiers n'osent pas l'empêcher de s'approcher : il relève un homme âgé qui respire encore.

A minuit, le communiqué de la préfecture tombe : trois personnes ont trouvé la mort — deux Algériens et un citoyen français ont été tués par balles. Sur 30 000 manifestants, 11 538 ont été arrêtés. La préfecture a réquisitionné le Palais des sports et le stade Pierre-de-Coubertin, où sont regroupés respectivement 7 000 et 2 000 personnes.

Le lendemain, en reprenant son travail, Claude Toulouse comprend que la rafle s'est accompagnée d'un déchaînement de violence sans précédent. Affecté à la surveillance du stade Pierre-de-Coubertin, il découvre des centaines d'Algériens blessés restés sans soins. Goguenards, ses collègues lui expliquent qu'ils ont dressé des « comités d'accueil » au sortir des cars et roué de coups les prisonniers qui en descendent. Il apprend aussi qu'aux ponts de Neuilly et d'Asnières des corps ont été jetés dans la Seine. Quelques jours plus tard, un tract signé par un mystérieux groupe de policiers républicains décrit et dénonce quelques-uns de ces faits. M. Monate, secrétaire général du Syndicat général de la police, dément ce texte qu'aujourd'hui il estime vrai à 100 %. Des élus — Claude Bourdet au Conseil municipal, Gaston Defferre au Sénat — réclament en vain une commission d'enquête. Ils sont soutenus par le groupe communiste et des personnalités isolées comme Eugène Claudius-Petit. Après bien des manœuvres, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, réussit à enterrer la proposition. L'émotion soulevée ne suffit pas à obliger le gouvernement à rendre des comptes. Certes, toutes les autorités religieuses et morales du pays, les syndicats et le Parti communiste s'indignent sur le papier. Mais seules une poignée d'étudiants et d'intellectuels à Paris et une poignée d'ouvriers en banlieue osent exprimer cette émotion dans la rue.

L'écho de ces indignations ne parvient pas jusqu'au bidonville d'Aïcha et de sa sœur Fatima. Plusieurs de leurs voisins manquent à l'appel sans qu'elles sachent s'ils sont morts, retenus ou encore expulsés vers les camps de regroupement en Algérie. Le FLN finit par recenser trois cent vingt-sept plaintes pour mort ou disparition. Plus tard, des suites de l'inspection générale de la police tendront à prouver que celle-ci reconnaît cent quarante morts.

Aïcha et Fatima, en 1962, témoignent devant un réalisateur de cinéma, Jacques Panigel : le film *Octobre à Paris* sera interdit de commercialisation douze ans durant. La censure, cependant, n'est pas la seule entrave à la mémoire. Entre novembre 1961 et février 1962, l'OAS commet plus de quatre cent cinquante attentats. De plus en plus de Français se sentent menacés par cette guerre jusque-là reléguée en Algérie ou dans les faubourgs des villes. Les manifestations contre l'OAS voient grossir leurs rangs. Quand en février, au métro Charonne, la police charge l'un de ces cortèges et que huit manifestants sont tués, près d'un demi-million de personnes ripostent dans la rue. Le cesse-le-feu intervient un mois plus tard en Algérie.

Aujourd'hui, Aïcha et Fatima vivent toujours en marge de Paris, dans ces cités qui ont remplacé les bidonvilles. Elles ont oublié Charonne. La plupart des Français ignorent octobre 1961.

ANNE TRISTAN
Auteur du Silence du fleuve.
Ed. Au nom de la mémoire
(BP 82, 95873 Bezons Cedex), 150 F.

"GRAND JURY" RTL - **Le Monde**

dimanche 18h30

EDOUARD BALLADUR

animé par **Henri MARQUE**

avec André PASSERON
et Érik ISRAËLEWICZ (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct sur **RTL**

هكذا في النمل

ETRANGER

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et Israël

La fin d'une longue brouille

Israël et l'Union soviétique ont décidé, vendredi 18 octobre, de rétablir leurs relations diplomatiques, qui avaient été rompues par Moscou en 1967, lors de la guerre des Six jours.

L'histoire des relations israélo-soviétiques suit un mouvement descendant, avec beaucoup plus de bas que de hauts. Dès deux fois rompues par le passé, voilà les liens diplomatiques renoués au plus haut niveau parce que l'URSS a jugé que tel était, de nouveau, son intérêt. Le geste est conforme au comportement observé par l'URSS depuis novembre 1947, date du plan de partage de l'ONU donnant naissance à Israël : c'est toujours Moscou qui décide de l'opportunité d'entretenir ou non des relations avec l'Etat juif et qui en établit le niveau et la qualité.

dès les premiers jours, le jeune Etat israélien peut se prévaloir du patronage du bloc soviétique.

A vrai dire, Staline ne nourrit aucun sympathie pour le sionisme et pas seulement par antisémitisme virulent. « Pour des raisons de politique intérieure et extérieure », explique l'orientaliste britannique Bernard Lewis, Moscou a toujours combattu les mouvements basés à l'étranger susceptibles d'entraîner à leur tour des mouvements de citoyens soviétiques. Ainsi, les autorités soviétiques ont-elles dénoncé, condamné, réprimé le panislamisme, le panarabisme et le panarabisme afin d'éviter que les communautés musulmanes, les populations turcophones et turcomanes d'URSS, séduites par ces mouvements, ne

viennent ainsi en 1953, en pleine répression anti-juive à Moscou, c'est l'affaire du « complot des blancs » où des médecins juifs sont fusillés accusés de conjuration contre les maîtres du régime.

Moscou choisit le prétexte d'une bombinette lancée contre l'ambassade d'URSS à Tel-Aviv pour rompre. Les relations ne seront renouées qu'après la mort de Staline mais resteront peu chaleureuses et peu développées. Aucun premier ministre d'Israël ne fut jamais invité à se rendre à Moscou; toutes les rencontres ministérielles eurent lieu en terrain « neutre ». Dès le milieu des années 50, le Kremlin avait forgé des alliances privilégiées avec des hommes comme Nasser dans la perspective de constituer une zone

Syrie), dont plusieurs clauses secrètes traitent de la coopération militaire. En 1974, l'URSS reconnaît l'OLP et invite M. Yasser Arafat à Moscou, où se succèdent, plus tard, les dirigeants des groupes les plus radicaux de la centrale palestinienne.

Cela ne veut pas dire que tous les ponts sont rompus avec Israël. On ne compte plus les rencontres prétextées « secrètes » qui ont lieu entre les deux pays : à Vienne, à Washington, à l'ONU à New-York, le dialogue se poursuit, quelquefois au niveau le plus élevé. En 1975, deux hauts fonctionnaires soviétiques, MM. Primakov et Kotov, se rendent même en Israël pour y rencontrer le premier ministre Itzhak Rabin; ils y resteront deux ans plus tard pour discuter cette fois avec Menachem Begin, nouveau chef du gouvernement, qui propose, en vain, de se rendre à Moscou. Les résultats sont maigres mais les contacts n'étaient guère plus développés lorsque les deux pays entretenaient des relations diplomatiques.

perspective d'un règlement politique et abandonner son vieux rêve - jusqu'à présent par Moscou, ou presque - d'atteindre la parité stratégique avec son voisin israélien.

L'évolution n'est pas seulement rhétorique. Les échanges touristiques, culturels, scientifiques s'intensifient avec Israël; en juin 1987, une mission consulaire soviétique s'installe à Tel-Aviv et les Israéliens font de même à Moscou un an plus tard. L'émigration des juifs soviétiques reprend largement. Retrouvant leur pleine souveraineté, les pays d'Europe centrale renouent les relations diplomatiques avec Israël à partir de 1989.

titude extrêmement prudente de l'URSS durant le conflit du Golfe en a témoigné. L'échec du coup d'Etat militaire cet été et l'affaiblissement consécutif du pouvoir du « centre » à Moscou n'ont fait que confirmer l'évolution en cours depuis le milieu des années 80 : l'URSS - la Russie, notamment - estime toujours avoir des intérêts stratégiques au Proche-Orient mais n'en fait plus une affaire de rivalité avec les Etats-Unis. Cela modifie la nature des relations qu'elle entend entretenir avec les pays arabes comme avec Israël.

ALAIN FRACHON

(1) In Bernard Lewis, *Sionisme et antisémitisme*, p. 322, Fayard 1987.

Le communiqué commun soviéto-israélien

Les deux pays souhaitent « l'établissement d'une paix durable »

Voici le texte du communiqué commun annonçant, vendredi 18 octobre, le rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et l'Union soviétique. Le texte a été diffusé en russe, en hébreu et en anglais.

« Désirant favoriser la coopération et la compréhension mutuelle dans l'intérêt des deux nations, l'Union des républiques socialistes soviétiques et l'Etat d'Israël ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques au jour de la publication de ce communiqué commun et ont décidé d'échanger des représentants diplomatiques au niveau des ambassadeurs ».

« Les deux parties affirment qu'elles sont prêtes à maintenir des relations bilatérales dans le cadre de la Charte des Nations unies, des règles du droit international et sur la base de l'égalité, du respect mutuel de leur souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires internes de chacun. Les deux parties croient fermement que le rétablissement de relations diplomatiques complètes entre l'URSS et l'Etat d'Israël sert complètement les intérêts d'un règlement global au Proche-Orient, l'établissement d'une paix durable et la stabilité dans la région ainsi que les développements à venir de la coopération internationale. » - (AP)

Un bilan décevant

Pour le Kremlin, le bilan reste décevant. Sa politique arabe n'a pas porté tous les fruits escomptés - il s'en faut. Dès 1971, le président égyptien Anwar el Sadate avait défilé les liens tissés du temps de Nasser et renvoyé chez eux des milliers de conseillers militaires soviétiques détestés par la population pour s'être comportés en pays conquis. Les alliances conclues avec les radicaux, pour étroites qu'elles fussent, n'ont jamais permis à l'URSS d'obtenir un début de front arabe uni et c'est même, au contraire, chez ses protégés que les rivalités sont les plus fortes : Irak contre Syrie, Syrie contre OLP, etc. Souvent, les soviétiques parurent réduits au rôle de fournisseurs d'armes... pas toujours payés. C'est malgré pour une diplomatie qui cherche à être partie prenante à tout règlement au Proche-Orient et pour un pays qui a un intérêt stratégique évident dans la région après tout, les ministres d'Israël peuvent atteindre le sud de l'URSS. Mais l'absence de relations diplomatiques avec Israël empêche les Soviétiques de parler aux deux camps - comme le font les Etats-Unis - et de se présenter en puissance médiatrice. C'est contre l'URSS que se fait un début de paix arabo-israélienne de Camp David; le Kremlin pousse son alignement sur les thèses les plus radicales jusqu'à dénoncer l'éphémère accord conclu à Amman en 1986 entre le roi Hussein de Jordanie et M. Arafat (aux termes duquel l'OLP devait reconnaître les résolutions de l'ONU sur un règlement pacifique du conflit avec Israël).

Deux interruptions en quarante-quatre ans

- | | |
|---|---|
| 1947
27 novembre. - A l'ONU, l'URSS soutient le plan de partage de la Palestine prévoyant la création de l'Etat d'Israël. | 1975
Avril. - Deux émissaires soviétiques rencontrent à Jérusalem le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui refuse d'abandonner les territoires occupés en échange du rétablissement des relations diplomatiques et de la garantie des frontières. |
| 1948
17 mai. - L'Union soviétique reconnaît l'Etat hébreu et les deux pays procèdent à un échange des missions diplomatiques le 10 août. | 1986
18 août. - A Helsinki, les premières consultations officielles israélo-soviétiques depuis 1967 achoppent sur la question des juifs d'URSS, dont l'émigration a nettement décliné depuis 1980. |
| 1953
12 février. - Après les accusations portées contre des médecins juifs soviétiques (« Complot des blancs »), Staline utilise le prétexte de l'explosion d'une bombe à la légation d'URSS à Tel-Aviv pour interrompre les relations avec Israël. | 1987
13 juillet. - Une mission consulaire soviétique s'établit à Tel-Aviv et l'émigration des juifs soviétiques reprend. |
| 1967
10 juin. - Moscou jours met fin à toutes ses relations avec l'Etat hébreu au moment de la guerre de six jours. | 1988
28 juillet. - Les Israéliens envoient à leur tour une délégation consulaire à Moscou. |
| 1971
Décembre. - Les Soviétiques accordent plus facilement des visas d'émigration à quelques milliers de juifs. Les départs seront à nouveau limités à la fin de 1973 puis reprendront irrégulièrement pour atteindre un chiffre maximum de 51 300 personnes en 1979. | 1989
22 février. - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, rencontre au Caire son homologue israélien, M. Moshe Arens. |
| 1973
6 octobre. - L'URSS soutient militairement les pays arabes impliqués dans la guerre du Kippour et menace d'intervenir. | 1990
4 juin. - M. Gorbatchev menace de suspendre l'émigration pour protester contre l'installation d'immigrants soviétiques dans les territoires occupés. A la fin de l'année, ils sont 200 000 à s'être établis en Israël. |
| 1974
4 août. - Lors d'une visite de M. Yasser Arafat, le Kremlin reconnaît officiellement l'OLP qui ouvre un bureau à Moscou. | 1991
3 janvier. - Le consulat d'Israël est rouvert à Moscou.
10 mai. - Le nouveau chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, rend une visite « historique » aux dirigeants israéliens à Jérusalem pour s'entretenir du règlement du conflit israélo-arabe.
18 octobre. - Israël et l'URSS rétablissent leurs relations diplomatiques. |

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : après le vote favorable de la commission du renseignement

La nomination de M. Gates à la tête de la CIA est pratiquement assurée

WASHINGTON
correspondance

Par onze voix contre quatre, la commission sénatoriale spécialisée dans les affaires de renseignement a approuvé la nomination de M. Robert Gates comme directeur de la Central Intelligence Agency (CIA). La décision finale appartient au Sénat qui, la semaine prochaine, sera saisi des recommandations de la commission. Le vote favorable à M. Gates, intervenant après plusieurs semaines de débats difficiles (voir le Monde du 9 octobre), était assuré dès l'annonce que le sénateur démocrate Boren, président de la commission, avait annoncé qu'il n'aurait le camp des sept sénateurs républicains (sur quinze membres de la commission) acquis à M. Gates. M. Boren a justifié son vote en soulignant que la recherche d'un autre homme au commandement des problèmes de renseignement aurait pris beaucoup de temps, mais surtout il a fait état de l'engagement de M. Gates de coopérer étroitement avec la commission-chargée de superviser les activités des services de renseignement. Dans le passé, en effet, les directeurs de la CIA avaient tenté de fuir la commission.

L'argument a également provoqué le ralliement de trois autres démocrates, dont notamment celui du sénateur Nunn, membre influent de la commission du renseignement ainsi que de celle des forces armées. En 1989, le sénateur Nunn avait joué un rôle décisif dans l'échec de la nomination de l'ex-sénateur Tower comme secrétaire à la Défense.

L'administration peut maintenant raisonnablement escompter que le Sénat en séance plénière approuvera les recommandations de la commission. Ainsi, dans la foulée de la confirmation du juge Thomas, le président Bush devrait remporter un nouveau succès.

Il est évident que les circonstances ont favorisé M. Gates. D'abord, parce que les auditions publiques sur la nomination du juge Thomas ont monopolisé et détourné l'attention du public sur les accusations portées contre M. Gates, qui a eu du mal à expliquer le peu de souvenirs qu'il conserve de son rôle dans le scandale des armes livrées à l'Iran pour payer les « Contrats » au Nicaragua. Ensuite, les démocrates ayant été passablement malmenés dans la bataille engagée autour du juge Thomas, hésitent à livrer un nouveau combat. Enfin, puisque le juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, pourquoi serait-il refusé à M. Gates.

HENRI PIERRE

M. Clarence Thomas a prêté serment comme juge à la Cour suprême. M. Clarence Thomas a prêté serment comme juge à la Cour suprême vendredi 18 octobre à la Maison Blanche, affirmant que le difficile débat sur sa confirmation à ce poste lors duquel il a été accusé de harcèlement sexuel avait fait de lui une « personne meilleure ». « Nous avons connu beaucoup de jours difficiles (...) mais en ce jour ensoleillé à la Maison

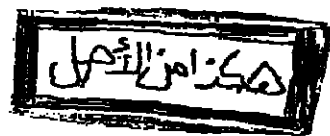
Blanche, il y a le bonheur », a déclaré M. Thomas après que le juge Byron White, l'un des neuf membres de la Cour suprême, lui ait fait prêter serment lors d'une cérémonie dans les jardins de la présidence. Le président Bush, de nombreux membres du gouvernement et du Congrès, plusieurs centaines d'amis et collègues du juge Thomas et autres invités, dont l'acteur Sylvester Stallone, ont assisté à cette cérémonie. - (AFP)

VACHERON CONSTANTIN

CHRONOMETRE SUISSE

WEMPE

13, RUE ROYALE 75002 PARIS TEL. (1) 42 60 21 77 - 42 60 23 78 FAX. 42 60 24 63



PROCHE-ORIENT

La convocation à Madrid de la conférence de paix

L'annonce de la convocation de la conférence de paix au Proche-Orient a été accueillie avec satisfaction dans la plupart des capitales du monde. Dès vendredi soir, Londres, Rome, Stockholm et Madrid ont salué chaleureusement l'initiative des Etats-Unis et de l'URSS. Par la voix du secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, la Grande-Bretagne a reconnu, cependant, que les « deux parties auront à faire des concessions » pour que le conflit israélo-arabe qui a « empoisonné cette région depuis trop longtemps » soit résolu.

Au Caire, le vice-premier ministre égyptien pour les relations extérieures, M. Boutros-Ghali, a

exprimé l'espoir que la conférence « parviendrait à un règlement pour le problème palestinien afin de réaliser une paix juste, permanente et globale ». Seule réaction négative, le chef du pouvoir judiciaire iranien Mohamed Yazdi, intervenant en tant qu'invité de la prière du vendredi à Téhéran, a affirmé qu'une participation à une conférence de paix avec Israël constitue un « péché impardonnable » et que les décisions de cette réunion « n'auront aucune valeur pour le monde musulman ». A Tunis, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP de George Habache) a notifié au Conseil central palestinien que son appartenance

aux instances de l'OLP pourrait être remise en question. Pour lui, les décisions prises par le comité central de l'OLP dans la nuit de jeudi à vendredi portent « préjudice à l'unité dans les territoires occupés, et constituent un coup dur à l'unité inter-palestinienne, car elles ne tiennent pas compte des conditions édictées par le dernier Conseil national palestinien d'Algérie pour une participation palestinienne à la conférence de paix.

Outre le FPLP, le FDLP (tendance Nayef Hawatmeh), et le Front de libération arabe (FLA, d'obédience irakienne), ont voté contre pour les

mêmes raisons. L'OLP pour sa part a réaffirmé son souhait de reprendre le dialogue avec Washington, en exprimant l'espoir que le rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Tel-Aviv « incite » les Etats-Unis à suivre l'exemple de l'URSS.

A Oxford, le ministre israélien du logement, M. Ariel Sharon, a prédit que la conférence par la paix va provoquer « de nouveaux bains de sang » et a accusé les Etats-Unis de vouloir contraindre Israël à revenir dans ses frontières d'avant 1967. Il a ajouté qu'il n'était pas question d'interrompre l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés. — (AFP-Réuter-AP.)

Le pari gagné de M. Baker

Suite de la première page

Les méchantes langues disaient qu'il n'avait jamais ouvert un livre sur les affaires d'Orient — hormis la Bible, peut-être. A Jérusalem, où il s'est rendu à huit reprises ces derniers mois, il n'aura pas, à grandes enjambées, que quelques minutes en vieille ville... M. Baker ne pratique pas la promenade méditative au pied des vieilles pierres. Ce n'est guère le style texan.

Si le secrétaire d'Etat prend le chemin de Damas, Jérusalem, Amman et le Caire au mois de mars, ce n'est donc ni par goût ou intérêt personnels ni même parce qu'il estime que la région est mûre pour une tentative de règlement. Il s'y rend parce que les Etats-Unis avaient promis à leurs alliés arabes de la coalition anti-irakienne de faire un « effort sincère » pour relancer « le processus de paix » une fois M. Saddam Hussein défilé.

Les optimistes voulaient croire que la situation serait favorable, qu'il y avait « une fenêtre d'opportunité » : les Etats-Unis ne venaient-ils pas de prouver qu'ils étaient la seule superpuissance à disposer d'une influence au Proche-Orient ? Au départ, M. Baker a un atout : il sait qu'il sera difficile aux pays de la région de dire non aux Etats-Unis.

Pas de plan, mais une méthode

Après huit mois et huit navettes régionales, le secrétaire d'Etat est en passe de gagner son pari : aucune des parties n'a osé lui dire non. Sauf anecdote de colère naïve — toujours possible, disait-on vendredi à Washington — Arabes et Israéliens prendront place à la même table le 30 octobre à Madrid, sous la présidence de MM. Bush et Gorbatchev, avec un Européen dans le rôle « d'observateur » à la conférence et un « observateur » de l'ONU, qui n'aura pas le droit à la parole. C'est un montage périlleux, fragile, résultat de plusieurs dizaines d'heures de négociation et qui porte en profondeur la marque de « Jim » Baker.

Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, le secrétaire d'Etat n'est pas venu au Proche-Orient avec un plan. Il n'y a pas de « plan Baker », il y a eu une « méthode Baker », celle d'un homme habitué à faire conclure des marchés à ses clients pétroliers ou à sceller des compromis entre la Maison Blanche et le Congrès. D'emblée, le secrétaire d'Etat a écarté toute discussion sur le fond des problèmes avec ses interlocuteurs : lors de ses navettes, pas de pourparlers sur le principe d'un compromis territorial entre Israéliens et Palestiniens, pas de débat sur le statut de Jérusalem ; point de discussion sur l'avenir de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, aucune esquisse de tracé des frontières entre l'Etat hébreu et ses voisins. La tactique a consisté à contourner les obstacles, pas à les enlever.

M. Baker a abordé le dossier sans état d'âme, sans affinité pour l'un ou l'autre des protagonistes, bien décidé à ramener un conflit aussi profond que celui-là — politique, religieux, historique — à un nombre limité de problèmes pratiques : à quelles conditions minimales, formelles, chacune des parties accepterait-elle de venir s'asseoir à la table de négociation. Un diplomate de la région qui a suivi de très près la mission Baker explique : « Il est allé voir les uns et les autres et il leur a posé une question : « Quel est votre minimum ? » Quand l'une des parties voulait l'entretenir de ses malheurs existentiels, le secrétaire d'Etat arrêtait la conversation : « Ne me parlez pas de ça, c'est trop cher. »

Le résultat est un canevas de compromis, qui ont parfois des allures de faux-semblant. Tout le monde préfère jouer à cache-cache plutôt que prendre la responsabilité de dire non aux Etats-Unis. Les Arabes voulaient une confé-

rence internationale sous le parrainage des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ; les Israéliens réclamaient un face-à-face avec leurs ennemis : il y aura une conférence « régionale » sous le patronage de l'URSS et des Etats-Unis.

Les Arabes veulent une négociation sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU qui imposent à l'Etat hébreu de se retirer des territoires occupés ; le gouvernement de la droite israélienne, que dirige M. Itzhak Shamir, n'y est évidemment pas favorable : chacun s'installera à la table de négociation avec son interprétation des fameuses résolutions.

La loi du bazar

M. Shamir ne veut pas entendre parler de l'OLP, seulement des « Palestiniens de Judée, Samarie et Gaza » ; mais toute personnalité des territoires d'un peu d'envergure se réclame de l'OLP et aucune ne prendrait le risque de négocier sans le feu vert de l'organisation : on discutera donc avec des Palestiniens de Cisjordanie et Gaza, évidemment, non membres officiels de la coalition, mais auxquels celle-ci a ouvertement donné son aval, etc.

La mise au point de ces arrangements sémantiques n'a pas été facile. « Baker demandait à chacun quel était son minimum » et il obtenait une réponse qu'il croyait définitive, explique la même source ; seulement, le Proche-Orient, ce n'est pas le milieu des pérorations texans : là-bas, c'est la loi du bazar et la chaise de ses passages on lui augmentait les prix. Il devenait fou.

M. Baker a dû subir les épiques séances de négociation avec le syrien Hafez El Assad qui lui broyait d'interminables fresques historiques régionales. A Jérusalem, les nerfs du secrétaire d'Etat ont été mis à rude épreuve : lorsque M. Baker croyait s'être entendu avec le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, M. Shamir avançait d'autres conditions. Et lorsqu'un accord était conclu avec le chef du gouvernement, un haut fonctionnaire de la présidence du Conseil, M. Yossi Ben Aharon, était déposé à Washington pour expliquer que le premier ministre, bien malgré lui, avait été insensé sur tel ou tel point et aimerait bien reprendre la conversation. De part et d'autre, il y eut des grincements de dents, des coups de colère rentrée et des jurons étouffés.

Aucune question de fond n'a donc été évoquée mais les Etats-Unis veulent croire aux vertus de la psychothérapie de groupe : M. Baker espère que le seul fait de mettre Arabes et Israéliens face-à-face — presque une première — donnera des résultats, produira une manière de miracle. Le correspondant diplomatique du New York Times, Thomas Friedman, un des journalistes qui connaît le mieux le secrétaire d'Etat, expliquait récemment : « Les Américains ont conçu cette conférence comme une rencontre tout à la fois politique et psychologique ; ils espèrent que le seul fait qu'elle aura lieu brisera les tabous, bouleversera les perceptions (...) et ouvrira de nouvelles possibilités de réconciliation. C'est une notion très américaine. »

A Washington, cependant, personne ne se fait trop d'illusions : si les protagonistes du conflit proche-oriental décident d'utiliser le mécanisme de négociation brillamment mis au point par M. James Baker, les négociations seront longues, entrecoupées d'inter interruptions. Elles dureront plusieurs années plutôt que plusieurs mois.

ALAIN FRACHON

Une consécration pour le gouvernement de M. Gonzalez

La capitale espagnole « au centre du monde »

MADRID

de notre correspondant

L'Espagne est fière d'avoir été choisie pour accueillir « la » rencontre historique. C'est un peu une consécration pour le gouvernement de M. Felipe Gonzalez qui, après neuf ans de pouvoir, se voit investi de la responsabilité d'un sommet international de la plus haute importance. L'Espagne entre dans la cour des grands. Madrid sera « au centre du monde », pendant quelques jours selon l'expression d'un commentateur à la radio.

Dans les milieux gouvernementaux, on se félicite, évidemment, du choix des protagonistes de la conférence de paix. Cette déci-

sion ravit d'autant plus qu'elle était assez inattendue. Pour le moment, le lieu exact des pourparlers et les modalités de l'organisation n'ont pas été révélés. On se borne à dire que tout sera fait pour le succès de « ce véritable instrument pour la paix entre deux peuples qui se sentent unis par tant de liens historiques, culturels et d'amitié ».

Les autorités locales interprétant le choix de Madrid comme le versant des dividendes que leur vaut leur attitude pendant la guerre du Golfe. Certes, la participation de l'Espagne a été réduite à la mise en lice de trois bateaux. Mais les Américains ont pu utiliser à loisir leurs bases sur lesquelles notamment les B-52,

en route vers la Proche-Orient, ont fait escale. Au demeurant, rien de très dérangeant.

Il n'empêche que l'Espagne voit ainsi consacrer le rôle qu'elle a toujours voulu jouer, celui d'un trait d'union entre l'Europe et le monde arabe. Au demeurant, outre la réunion de la conférence de paix, M. Gonzalez s'apprête à se rendre en Israël, à la fin du mois de novembre. Il s'agit d'un premier voyage officiel, qui répond à la visite de M. Shamir, en mai 1989, à Madrid.

Ce rendez-vous historique ne pouvait pas mieux tomber : il aura lieu au seuil de l'année 1992 au cours de laquelle l'Espagne accueillera les Jeux olympiques à Barcelone, l'exposition

universelle à Séville, tandis que Madrid sera la capitale européenne de la culture. C'est donc, en quelque sorte, le coup d'envoi d'une année exceptionnelle. Certains ont déjà affirmé que 1992 commencerait le 30, octobre.

Seule ombre au tableau, la sécurité. Le choix de Madrid a été annoncé surlendemain de trois attentats à la voiture piégée au centre de la capitale, qui ont fait un mort (un militaire) et trois blessés graves. En 1991, à Madrid, neuf attentats ont coûté la vie à six personnes.

MICHEL BOLE-RICHARD

« L'OLP existe quelque part... »

Suite de la première page

Israël et les pays arabes — voisins lointains, comme l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe, complicités pour traiter de divers problèmes communs : désarmement, partage des eaux de la région, répartition du fardeau des réfugiés, etc. On n'en est pas encore là. Et la Syrie, notamment, a déjà fait savoir qu'elle ne participerait à cette troisième phase que si la deuxième — celle des négociations bilatérales — progressait comme elle l'entendait, à savoir qu'Israël se montre prêt à lui restituer le plateau du Golan, conquis, comme les autres territoires occupés, en 1967.

Le texte précis des invitations devait être rendu public par Washington aussitôt que les destinataires auraient entre les mains. En attendant, diplomatie oblige, c'est un haut fonctionnaire américain qui, sous couvert d'anonymat, a bien voulu livrer la presse de son contenu.

Selon lui, et pour ce qui concerne le sort des un million huit cent mille Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés, l'un des objectifs des futures négociations sera de les autoriser à former plus qu'un « un » — une sorte « d'autogouvernement intérimaire » dont les compétences seront probablement limitées aux questions économiques et sociales. M. Shamir se serait fait beaucoup tirer l'oreille avant d'accepter que cette clause, réclamée par les intéressés, ne figure, noir sur blanc, dans le texte de l'invitation.

Le document en question prévoyait aussi que les négociations sur le statut futur et permanent de la Cisjordanie et de Gaza commenceraient obligatoirement pendant la troisième année de la période intérimaire, celle-ci se devant pas durer plus de cinq ans.

Pas d'orthographe

Pas de droit reconnu à l'autodétermination, comme le réclamaient les négociateurs palestiniens, pas de promesse écrite d'un arrêt des implantations juives dans les territoires arabes pendant la période intérimaire, rien non plus sur ce que pourrait être ce « futur statut définitif » envisagé par les Américains. C'est au cours des négociations que pourront être abordées ces questions. Selon le haut fonctionnaire anonyme, la conférence de Madrid proprement dite ne devrait pas durer plus de trois jours et ce sont les ministres des affaires étrangères qui représenteront chacun des Etats invités.

Conformément à la demande des Palestiniens, qui menaçaient de

sortir le drapeau de l'OLP si les autres pays, et surtout Israël, étaient autorisés à planter le leur à la tribune, il n'y aura, dans la salle, aucun oriflamme, sauf, peut-être, ceux des puissances invitées. Nul ne sait si les travaux de ladite conférence — probablement des discussions pour l'essentiel — seront ouverts à la presse, mais une chose est sûre : MM. Bush et Gorbatchev quitteront Madrid dès la fin du premier jour.

Artisan numéro un de « l'événement historique », s'il s'annonce — dit la radio israélienne — M. Baker, d'ordinaire si froid et impassible, avait du mal, vendredi soir, à dissimuler son intense et légitime satisfaction. « L'invitation que nous lançons aujourd'hui à Israël, à divers Etats arabes et à Palestiniens (...) ouvre aux peuples de cette région l'occasion de mettre un terme à une ère de confrontation et offre les bases d'un nouvel avenir », a-t-il déclaré. « La voie de la paix, devant-il ajouter, ne sera pas facile. Elle sera même extrêmement difficile. Il y aura beaucoup de problèmes, beaucoup d'obstacles et probablement beaucoup d'interruptions sur le chemin. Les vieilles suspensions ne disparaîtront pas rapidement. »

La « contribution » de Moscou

Opinant du chef aux côtés du secrétaire d'Etat, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, a tenu à souligner un détail que M. Baker, tout en ayant insisté sur « la présence commune et sans précédent à Jérusalem » des chefs de la diplomatie américaine et soviétique, semblait avoir oublié : le communiqué qui venait d'être lu par le secrétaire d'Etat devant la presse internationale, réunie dans un salon de l'hôtel King David, était un texte « conjoint soviéto-américain ». Précision d'autant plus importante pour Moscou que si l'URSS a paru bien absente, tout au long des huit mois d'efforts diplomatiques accomplis par les ministres dominés de Washington, il n'est pas complètement sûr que M. Baker ait réussi à convaincre Jérusalem sans la « carotte » que représentait, pour l'Etat juif, le rétablissement de relations diplomatiques « plénières et entières » avec l'ancien pays des soviets.

Un peu éclipsé derrière l'annonce de la conférence de paix, c'est évidemment là, a donc ajouté M. Pankine, « la contribution de la part de l'URSS, en sa qualité de future coprésidente de la conférence, une contribution aussi importante que celle « d'autres parties ». Et pour que les choses soient bien claires, le diplomate soviétique, qui venait

tout juste de signer les documents afférents avec son homologue israélien, M. David Lévy, a ajouté que la reprise des relations, après vingt-quatre ans d'interruption, « ne représentait pas un cadeau que nous nous faisons mutuellement ». La mesure « a été laissée entendre dans une phrase alambiquée, a été prise pour favoriser le rôle de médiateur de la conférence. Et accessoirement pour permettre au Kremlin de reprendre une petite place — un grand rôle », espérait-on, vendredi, à Moscou — dans les affaires compliquées du Proche-Orient.

En tout état de cause, le rétablissement des relations soviéto-israéliennes est un peu court pour expliquer le tournant historique pris par l'intransigent M. Shamir — « Mister no », comme on disait naguère chez les Palestiniens — quand il a annoncé qu'« après avoir pesé le pour et le contre », il recommanderait, dimanche, à son gouvernement, de dire « oui » à l'initiative de M. Baker. « C'est la première fois », a-t-il expliqué, vendredi soir, aux journalistes, « que nous offrons la possibilité de mener des négociations comme nous le voulions : directes, face à face et sans conditions préalables, avec nos voisins arabes. »

Israël dira oui au processus engagé parce que le chef de son gouvernement « ne voit pas de meilleure solution pour parvenir à la paix, que de s'engager dans des négociations ». Le chemin sera long et semé d'embûches, a ajouté le chef du Likoud, « mais il nous faut prendre des risques, car il n'y a pas d'autre voie ».

Discours neuf et vieilles idées ? Pour M. Shamir comme pour le très volontariste M. Lévy, qui estime, lui, que la région est extrêmement « au seuil d'une ère nouvelle », c'est clair que le processus en cours « est celui qu'Israël préconise depuis douze ans (allusion aux accords de Camp David signés en 1979). Ce sont nos idées, notre initiative qui sont mises en œuvre aujourd'hui », a affirmé le chef de la diplomatie israélienne. Alors ? demande un journaliste au premier ministre, les colons juifs du Golan, de Cisjordanie et de Gaza doivent-ils commencer à s'inquiéter de ce qui se prépare ? « Dans la mesure où l'avenir de ces localités dépend de nous, représentants d'Israël, répond laconiquement M. Shamir, ils peuvent être tranquilles. »

« Madrid est une grande ville... »

Israël est prêt à négocier mais la direction du pays n'a pas changé son interprétation des résolutions onusiennes qui, selon les Américains, les Européens et les Arabes, prévoient un échange des territoires contre la paix. M. Shamir garde de ces textes une interprétation personnelle et M. Baker n'a pas réussi à le faire changer d'avis sur ce point.

Sur l'attitude du gouvernement face à l'OLP, en revanche, il semble que l'extrême droite, qui a cru déceler un changement qu'elle juge périlleux, ne se soit pas complètement trompée. Le premier ministre

refuse certes toujours de négocier ouvertement avec ce qu'il appelle « l'organisation terroriste », mais il sait, en même temps, que tous ses prochains interlocuteurs auront été choisis par M. Yasser Arafat. « L'OLP existe quelque part dans le monde », confiait-il, vendredi, sur un ton fatigué, et malheureusement on ne peut pas le nier. »

Une petite phrase dont l'avenir dira peut-être un jour l'importance, même si, pour le moment, M. Shamir n'a pas l'intention « de se contenter des assurances fournies par M. Baker quant à la composition de la partie palestinienne dans la future délégation jordanienne ». On sait que le gouvernement y a intérêt, sous peine de non-participation israélienne à la conférence de Madrid, la présence de membres avérés de l'OLP, de Palestiniens de la diaspora ou de résidents de Jérusalem, « capitale éternelle d'Israël », dont il n'est pas question, pour l'instant, de discuter le statut avec qui que ce soit. M. Baker, qui aura finalement passé presque autant de temps avec ses interlocuteurs palestiniens qu'israéliens, a bien reçu, vendredi matin, une liste — un reste incomplet — des futurs délégués.

Mais, conformément à un engagement qu'il avait pris auprès de M. Fayyad Al Hussein, leader des personnalités palestiniennes de l'extérieur, le secrétaire d'Etat, tout en assurant que les noms retenus étaient conformes aux critères d'Israël, a refusé de communiquer cette liste à M. Shamir. Hier encore, celui-ci en était fait un véritable casus belli. Ala veille du week-end, bizarrement, il s'est contenté de préciser, dans un demi-sourire, qu'Israël « trouvera bien le moyen de vérifier qui sont ces gens » avant de donner le feu vert définitif. Il ne sera, en effet, pas bien difficile de procéder à cette vérification, la liste en question — qui pourrait compter au total dix-huit noms, dont quatre suppléants — circulant déjà, en partie, dans tous les milieux diplomatiques et journalistiques de Tunis, d'Amman et de Jérusalem.

On ignore, en revanche, qui figurera dans la délégation alternative, ou plutôt parallèle, qui siégera à l'extérieur de la salle de conférence et qui, de facto, conduira la négociation. Nul doute que les trois interlocuteurs habituels de M. Baker, M. Hussein, M. Annane Ashrawi et M. Sari Nusseibeh, trois personnalités officiellement inacceptables pour l'Etat juif, seront présents à Madrid. Qui l'OLP, dont elle sont, comme on dit, « très proches », leur adjoindra-t-elle ? Mystère pour le moment. Mais une chose est sûre : comme le disait, vendredi soir, au Monde, M. Nusseibeh, après s'être déclaré « plein d'appréhension » à la veille de la conférence, « Madrid est une grande ville. Il y a une bureau de l'OLP et l'Espagne n'est pas loin de Maghreb dans l'Unité — c'est l'une des capitales. Alors... »

PATRICE CLAUDE

هكتار النش

EUROPE

YUGOSLAVIE : à la conférence de La Haye

La Serbie a rejeté le plan européen de règlement de la crise

La Communauté européenne a obtenu vendredi 18 octobre à La Haye des parties yougoslaves en conflit un nouvel ordre de cessez-le-feu, le dixième, et l'accord de cinq Républiques sur six sur une proposition de remodelage de la fédération, rejetée par la Serbie. Les négociations se poursuivent : les groupes de travail de la conférence de La Haye se réuniront mercredi 23 octobre et les présidents des six Républiques vendredi 25. Dans un communiqué commun publié vendredi à La Haye, les Etats-Unis et l'URSS réitérent leur soutien aux efforts de la Communauté européenne et se déclarent prêts à « soutenir des mesures restrictives de la CEE pour aboutir à un succès de la conférence sur la Yougoslavie ».

(Nos derniers éditions du 19 octobre)

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux

On pouvait s'y attendre : la Serbie a rejeté, poliment mais fermement, la proposition de règlement politique en douze points présentée vendredi 18 octobre à La Haye, par la présidence de la conférence de paix sur la Yougoslavie. Selon le leader serbe, M. Slobodan Milosevic, ce plan, qui n'est qu'une « base de discussion », est inacceptable parce que les Européens ont l'audace d'essayer d'imposer un règlement définitif de la fédération yougoslave et d'envisager un nouveau modèle constitutionnel pour ce pays.

« Les mesures proposées pour résoudre la crise suspendent l'ordre constitutionnel et légal en vigueur en Yougoslavie (...) et abolissent la Yougoslavie elle-même en tant qu'Etat ».

Etre serbe en Croatie

Suite de la première page

An recensement de 1981 tous les membres de la famille s'étaient déclarés Yougoslaves, mais, en 1991, son mari et ses enfants se sont enregistrés comme Croates. G., elle, se sent aussi Serbe que Yougoslave. Elle a toujours vécu et dort elle dit qu'il n'y a « pas d'autre solution (au conflit actuel) que de reconnaître l'indépendance de la République de Croatie ; il s'agit d'un choix national, pas émotionnel ».

« Votre Croatie de Zagreb ne vous aime plus », Milica a choisi l'humour pour résister à l'ambiance de passion dévastatrice qui a gagné jusqu'à sa famille. Celle-ci, serbe, habite Belgrade, mais qu'elle-même a choisi de vivre à Zagreb, où elle est née, et c'est par ces mots — ou avec ceux-ci : « Votre seule Croatie de la famille... » — qu'elle a répondu aux messages alarmistes de ses parents, « soumis à la propagande serbe et inquiète de la voir rester seule au milieu de l'ennemi ». Chez Milica, fille d'officier fédéral ayant passé toute son enfance à démentir de République en République et élevée dans le « rêve aujourd'hui brisé de la Yougoslavie », cette notion d'ennemi n'apparaît pas encore. Ne dit-elle pas qu'elle a « rencontré plus de discrimination en tant que femme qu'en tant que Serbe » ? Elle assure n'avoir jamais senti d'animosité tournée contre elle personnellement par le simple fait de son origine serbe, et avoue avoir, jusqu'à ce que les problèmes liés à la crise se manifestent, considéré la question des nationalités comme du « folklore ». Mais si Milica peut affirmer ne pas se sentir « mal à l'aise » aujourd'hui, elle avoue craindre un avenir qui a toutes les chances d'être marqué de façon indélébile par cette guerre et de rendre réellement impossible toute cohabitation entre Serbes et Croates.

Pour G., tout est déjà « cassé ». « J'ai peur, dans la rue, d'être reconnue comme Serbe », avoue-t-elle. Quant à l'avenir, il est à l'ennemi. On ne peut plus compter : « Il s'est passé trop de choses. Dans le meilleur des cas, si la guerre s'arrête maintenant, les Serbes auront une position subalterne en Croatie ; dans le pire des cas, ils seront exterminés ».

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

« Ce statut s'appliquerait en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Albanais de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assure qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De l'avis général, cette séance plénière s'est déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ».

« Dans les frontières actuelles »

La réunion de La Haye était, pour reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, d'une « importance critique », en raison notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations. Les médiateurs avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent « dans les frontières actuelles, sans changements concrets », et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général ; la création d'une libre association de Républiques ; des accords détaillés pour la protection des droits de l'homme et l'attribution d'un « statut spécial » à

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

« Ce statut s'appliquerait en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Albanais de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assure qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De l'avis général, cette séance plénière s'est déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ».

« Dans les frontières actuelles »

La réunion de La Haye était, pour reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, d'une « importance critique », en raison notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations. Les médiateurs avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent « dans les frontières actuelles, sans changements concrets », et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général ; la création d'une libre association de Républiques ; des accords détaillés pour la protection des droits de l'homme et l'attribution d'un « statut spécial » à

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

« Ce statut s'appliquerait en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Albanais de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assure qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De l'avis général, cette séance plénière s'est déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ».

« Dans les frontières actuelles »

La réunion de La Haye était, pour reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, d'une « importance critique », en raison notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations. Les médiateurs avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent « dans les frontières actuelles, sans changements concrets », et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général ; la création d'une libre association de Républiques ; des accords détaillés pour la protection des droits de l'homme et l'attribution d'un « statut spécial » à

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

« Ce statut s'appliquerait en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Albanais de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assure qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De l'avis général, cette séance plénière s'est déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ».

« Dans les frontières actuelles »

La réunion de La Haye était, pour reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, d'une « importance critique », en raison notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations. Les médiateurs avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent « dans les frontières actuelles, sans changements concrets », et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général ; la création d'une libre association de Républiques ; des accords détaillés pour la protection des droits de l'homme et l'attribution d'un « statut spécial » à

(Monténégro), a demandé à lire une déclaration au nom du « bloc serbe » (Serbie, Monténégro, Kosovo, Voïvodine), qui a fait main basse, début octobre, sur certains pouvoirs fédéraux. Les Douze ayant condamné ce coup de force, lord Carrington a refusé de dommer la parole à M. Kostic, lequel a quitté la salle avec ses alliés. C'était quelques minutes avant la fin des travaux.

D'entrée de jeu, vendredi, M. van den Broek avait réuni la présidence collégiale et les présidents croate et serbe, qui ont signé un nouvel accord de cessez-le-feu — le dixième depuis le mois de juin — « inconditionnel et immédiat ». Les Croates s'engageant, par ce texte, à lever sur le champ le blocus des casernes fédérales. Parallèlement, les militaires s'engageaient à évacuer leurs installations ainsi libérées, première étape vers l'évacuation totale de la Croatie, selon un calendrier à définir à Zagreb entre les représentants de l'armée fédérale, les forces croates et la mission des observateurs européens.

Reste à savoir si ce cessez-le-feu aura plus d'effets que les précédents, car le Monténégro Branko Kostic déclarait avant de quitter La Haye : « L'armée n'évacuera pas les zones de Croatie où vivent des Serbes tant qu'un accord politique global n'aura pas été trouvé ». Quant à M. Milosevic, il a souligné que car des hostilités avaient été conduites « en sa présence et avec son accord personnel », une façon de dire qu'il ne répond pas de tout.

Cela n'est pas vraiment surprenant, puisque le président serbe a toujours affirmé que « la Serbie n'est pas en guerre contre la Croatie » et qu'elle ne peut donc pas être directement partie prenante dans des cessez-le-feu. A ses yeux, le conflit met aux prises les Serbes de Croatie et le régime autocratique de « non-fascistes » de Zagreb.

CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN DEBOVE

« République de Croatie souveraine et indépendante », membre d'une « Union d'Etats » composés des Républiques de Yougoslavie, le peuple serbe de Croatie soit considéré comme une « nation souveraine », disposant d'une autonomie et d'une égalité de droits. Une « souveraineté dans la souveraineté » difficile à accepter pour un peuple qui a lui-même subi la puissance et l'impérialisme serbes (auxquels ils s'attachent de s'être notamment manifestés sous le régime communiste) et qui a déjà proposé un système d'autonomie pour sa minorité serbe.

Menacés par les extrémistes de tous bords, qui pullulent par ces temps de guerre et de passion, les Serbes de Croatie travaillent à une solution négociée, de plus en plus désespérée. Ainsi, M. Pupovac et M. Milan Djukic s'ignorent-ils superbement, bien que les idées qu'ils expriment se rejoignent sur de nombreux points. Membre de la commission du Parlement croate sur les relations interethniques, M. Djukic, Serbe de la Krajina — cette région de Croatie à population serbe qui a proclamé unilatéralement son « autonomie » et est entrée en guerre contre les forces croates —, se présente comme l'un des fondateurs du Parti démocratique serbe (SDS), dont il a été exclu en même temps que de sa province d'origine. « Milosevic, dit-il, est un danger pour les Serbes ». L'un des dirigeants du SDS, M. Milan Babic, est aujourd'hui chef du gouvernement de cette « région autonome ».

Le statut des Suédois de Finlande

M. Djukic a fondé, en mai dernier, à Zagreb, le Parti populaire serbe (SPS), accusé par ses détracteurs d'être une création du régime du président Tudjman. Il n'est pourtant pas avare de critiques contre ce régime, et les erreurs qu'il lui attribue recourent celles énumérées par M. Pupovac, comme la maladresse avec laquelle le régime de Zagreb a choisi ses symboles, « en vue du peuple serbe le droit de faire valoir les siens », de même que la méconnaissance par le gouvernement croate des Serbes de Croatie. Des erreurs « qui ne justifient pas l'agression » menée contre la Croatie, mais dont Belgrade a pu profiter. Il est cependant vrai que M. Djukic réclame moins que le Forum. S'il exige l'égalité, le respect de l'autonomie culturelle et une représentation politique au niveau national, il ne parle pas de la « souveraineté » évoquée par M. Pupovac.



L'armée fédérale renforce ses positions en Croatie

L'armée yougoslave a renforcé ses positions en Croatie, vendredi 18 octobre, malgré le dixième cessez-le-feu conclu à La Haye. Un convoi de Médecins sans frontières est parvenu jusqu'à Vukovar.

L'armée fédérale a pris dans la soirée de vendredi la localité de Lipik (100 km au sud-est de Zagreb), considérée comme un des « plus forts » retranchements des forces croates, a indiqué le commandement du corps d'armée de Banja-Luka (Bosnie-Herzégovine), cité par l'agence Tanjug. « Le dixième cessez-le-feu », indique un communiqué de l'armée, ajoutant que les forces croates « n'ont laissé derrière elles que désolation et cadavres ». La ville, selon elle, est menacée d'épandements.

De violents combats ont eu lieu

« toute la journée » de vendredi à Vukovar (Slavonie, 150 km à l'est de Zagreb) et dans les villages environnants. L'armée a pris la gare de Borovo-Naselje, à proximité immédiate de Vukovar, ce qui, selon des sources militaires citées par Tanjug, « va faciliter la prise » de Borovo-Naselje, autre point fort de la résistance croate.

L'organisation Médecins sans frontières a tenté samedi une opération d'évacuation des blessés les plus graves de Vukovar. Un convoi, formé de quatre ambulances, huit camions et deux voitures transportant douze médecins et infirmières et six techniciens de Mikano, à 30 km de Vukovar, est entré dans la ville en fin de matinée. Une trêve s'achevait dimanche à minuit à été négociée vendredi à Zagreb entre forces croates et armée fédérale pour permettre le passage du convoi.

D'autre part, les autonomistes serbes ont attaqué au mortier, vendredi, les villes de Karlovac et Duga-Resa (80 km et 90 km au sud-ouest de Zagreb), selon la radio croate, qui ajoute que plusieurs personnes ont été tuées ou blessées. L'agence croate Hina a annoncé pour sa part qu'une personne a été tuée et une autre blessée à Sisak (60 km au sud-est de Zagreb) lors d'une attaque au mortier au cours de laquelle une raffinerie de pétrole a été incendiée.

La situation en Bosnie-Herzégovine a été qualifiée d'« explosive » vendredi par la police de Banja-Luka. Un communiqué des autorités policières de cette ville, cité par Tanjug, indique que dix-huit personnes ont été tuées et « au moins » quarante autres blessées lors d'attaques au mortier par des forces croates contre les villes bosniaques de Bosanska-Gradiska, Bosanska-Dubica, Bosanski-Novi et Srebrenica, toutes riveraines de la Una, face à la Croatie. — (AFP).

■ SUISSE : un hôtelier refuse d'héberger deux clients juifs — La section suisse de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a protesté, vendredi 18 octobre, contre l'attitude de M. Jakob Aregger, un hôtelier d'Engelberg (centre de la Suisse), qui a refusé, mardi, d'héberger un couple juif américain de Boston qui avait réservé une chambre par téléphone dans son établissement, l'hôtel Banklialp. Selon l'hôtelier, un adepte de folklore suisse et de musique populaire, les habitudes et la tenue des juifs traditionnels froissent la clientèle ordinaire de l'hôtel, qui vient en majorité de Suisse et d'Allemagne. — (AFP).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

EUROPE

URSS : huit Républiques ont signé le pacte économique

Une proclamation de bonnes intentions

Le traité économique signé vendredi 18 octobre par huit Républiques soviétiques - parmi lesquelles ne figurent pas l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Géorgie - ne répond pas à toutes les questions qui se posent concernant l'avenir de la nouvelle communauté.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce devait être, à en croire le porte-parole de M. Gorbatchev, « un événement historique de l'époque de la perestroïka ». Ce ne fut qu'une cérémonie de signatures vite expédiée, un acte symbolique dont Boris Eltsine donna un peu plus tard la clé : « Le président Bush m'a dit au cours d'une récente conversation téléphonique que cet accord était indispensable pour que l'aide (occidentale) puisse être déterminée. » Il s'agit bien en effet, avant tout, d'une proclamation de bonnes intentions et d'un signal destiné à rassurer les Occidentaux plus que d'un traité en bonne et due forme.

Le texte qu'ont approuvé vendredi 18 octobre les représentants de huit Républiques n'était pas réellement prêt à être signé, et sa ratification, à plus forte raison son application, reste aléatoire. M. Eltsine n'a d'ailleurs pas manqué de le rappeler au cours d'une conférence de presse commune qui a suivi la cérémonie : « Il ne faut pas nous laisser tromper la tête par le champagne, nous devons encore signer dix-huit à vingt accords » (énumérés dans le traité mais qui ne sont toujours pas au point).

Le président russe rappelle aussi que, par le passé, certains accords d'entente n'ont pas été appliqués, par exemple le texte sur l'approvisionnement alimentaire en date du 1^{er} janvier dernier, appliqué « seulement à 40 % ». Les Républiques qui ont boudé la cérémonie de la salle Staline - l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Géorgie, sans compter les trois pays baltes, pourtant invités à adhérer - avaient donc de très bonnes raisons de le faire, et M. Eltsine lui-même avait d'abord affirmé que la Russie ne signerait pas avant que tous les textes annexes soient prêts.

L'essentiel en suspens

Mais le président russe avait fini par changer d'avis, cédant selon toute apparence aux arguments conjugués de MM. Bush et Gorbatchev, et obtenant au passage du président soviétique des amendements conformes à ses exigences. Ces modifications de dernière minute sont d'ailleurs l'une des raisons majeures invoquées par l'Ukraine et la Moldavie pour ne pas signer un texte dont elles n'avaient même pas eu connaissance vingt-quatre heures avant l'échéance.

Quant à l'Azerbaïdjan - qui a d'ailleurs confirmé vendredi son indépendance, proclamée le 30 août dernier - c'est à la suite d'un vote de son Parlement qu'il a décidé, à une écrasante majorité, de ne pas adhérer à ce stade à la nouvelle communauté économique. Le traité, ont expliqué les députés azéris, ne pourra être conclu qu'entre États indépendants dotés d'une monnaie, d'un système bancaire et de données propres.

Dans sa forme actuelle, le texte est d'ailleurs rédigé de la curieuse manière caractéristique de l'actuelle époque de transition : il lie « des États indépendants » (alors même que la Russie, par exemple, n'a toujours pas formellement proclamé son indépendance) et il est contresigné par Mikhaïl Gorbatchev, « président de l'Union des Républiques soviétiques », c'est-à-dire d'un pays dont le traité

confirme, après tant d'autres événements, l'acte de décès.

Par ailleurs, les points laissés en suspens concernent les domaines aussi essentiels que la répartition de la dette extérieure, le système bancaire, l'introduction de monnaies nationales, l'émigration intérieure, sans oublier l'essentiel : les statuts de la communauté. Il ne s'agit donc de rien d'autre que d'une ébauche, mais les signataires se sont tout de même appliqués à exprimer leur satisfaction. M. Eltsine lui-même a parlé de « grands événements » et M. Gorbatchev, qui a fait de méritoires efforts pour rester en retrait et laisser la parole aux dirigeants républicains, a exalté ce « premier pas ».

Le président soviétique s'est aussi déclaré « convaincu » que plusieurs autres Républiques adhèreraient sous peu à la communauté. Un représentant ukrainien a d'ailleurs souligné que son pays « n'avait pas claqué la porte » et que l'Ukraine jugeait le traité « indispensable », mais ne souhaitait le signer « qu'après avoir conclu des accords bilatéraux avec chacune des Républiques ». (Un traité russo-ukrainien est actuelle-

ment négocié et devrait, selon M. Eltsine, être conclu dans les quinze jours.)

En théorie, le texte adopté vendredi consacrerait le principe de l'égalité absolue de droit entre les signataires. « Nous sommes tous des États égaux, souverains », a déclaré avec force M. Eltsine, tandis que son homologue ouzbèke, Islam Karimov, ajoutait une proclamation de foi : « Personne ne réussira à nous braver avec la Russie. » Mais rien n'est dit à ce stade sur la manière dont seront prises les décisions, ni sur les moyens qu'auront les petits pour résister aux pressions des grands (la possibilité de quitter la communauté avec préavis de douze mois est cependant prévue).

Quant à savoir si la tâche des partenaires occidentaux de l'ex-URSS sera vraiment facilitée par le nouveau traité, tout dépend du sens que l'on voudra donner à cette réponse de M. Eltsine : « L'Occident pourra discuter des questions macro-économiques avec le centre et les programmes économiques concrets avec les États souverains. »

JAN KRAUZE

Les principaux points du traité

Les États indépendants, anciens membres de l'URSS (...) considérant avantageuse une intégration économique (...), concluent le présent traité de Communauté économique.

Le traité est signé pour une durée de trois ans (...). Un État-membre est en droit de quitter la communauté, avec préavis de douze mois. Les domaines de la politique commune sont : l'entre-

prise, le marché des biens et des services, les transports, l'énergie, l'information, le système bancaire et monétaire, les finances, les impôts et les prix, le marché du capital et des valeurs mobilières, le marché du travail, les règles douanières et tarifaires, les relations économiques extérieures et la politique des devises. (...) La base de l'essor économique est la propriété privée, la liberté d'entreprendre et la concurrence.

Finances. - Les pays membres reconnaissent qu'il faut conserver le rouble comme monnaie commune d'un système monétaire unique. (...) Le traité institue une Union bancaire comprenant les banques centrales des États-membres et crée une banque d'émission inter-républicaine. (...) Jusqu'à l'adoption des statuts de l'Union bancaire, la gestion du système est assurée par une

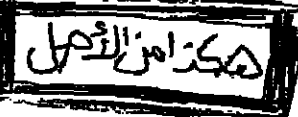
direction provisoire, créée à partir de la Gosbank (Banque d'État soviétique) et des banques centrales des États-membres.

Droit du travail. - Les membres n'admettent pas les discriminations contre des citoyens pour raisons nationales. (...) Ils instaurent un régime de déplacement sans visa de leurs citoyens sur le territoire de la Communauté.

Relations économiques extérieures. - La Communauté, héritière légale des devoirs de l'URSS et des devoirs d'autres pays envers l'URSS, garantit leur application. Les membres créent une banque, héritière de la Banque du commerce extérieur soviétique, et, à travers elle, tiennent les comptes liés à l'armement de la dette extérieure. (...) Un objectif immédiat est de parvenir à la convertibilité du rouble. (...) Un territoire douanier unique est conservé.

Institutions. - Le Conseil des chefs d'État et de gouvernement des États-membres, organe suprême de coordination. Le Comité économique inter-étatique, organe exécutif. L'Union bancaire. La Cour d'arbitrage.

Accords annexes, à signer d'ici à trois mois. D'ici à un an, la Communauté doit mettre en place : un budget, une politique fiscale concertée, une politique et des tarifs douaniers communs. Sont prévus un statut de « membre associé » et un statut d'« observateur ». - (AFP)



ASIE

JAPON : prochain premier ministre

M. Kiichi Miyazawa affirme que Tokyo est « conscient de ses responsabilités internationales »

S'exprimant vendredi 18 octobre devant des représentants de la presse étrangère à Tokyo, M. Kiichi Miyazawa, qui succédera à la fin du mois d'octobre à M. Toshiki Kaifu à la tête du gouvernement japonais, a déclaré que son pays était « conscient de ses responsabilités internationales ».

TOKYO

de notre correspondant

« Le Japon est conscient de ses responsabilités internationales et il ne doit plus être attentiste. Nous devons désormais prendre les initiatives qui s'imposent. L'attitude que c'est le Japon qui doit prendre, c'est de ne pas attendre que les autres nous imposent des obligations. »

Une justification des excédents commerciaux ? « Le problème existe. Mais je pense qu'en ce domaine nous avons fait tout ce que nous pouvions. En ce qui concerne les relations économiques entre le Japon et les États-Unis, elles sont aujourd'hui si profondément intégrées, non seulement pour ce qui est des produits de consommation mais

aussi des pièces essentielles pour l'industrie d'armement américaine, que si les exportations japonaises étaient soudainement arrêtées, cela entraînerait de graves problèmes à l'économie américaine. »

« Une question d'éthique »

Avocat d'un renforcement des liens avec les États-Unis, M. Miyazawa espère que, lors de la visite du président Bush au Japon en novembre, « une déclaration de Tokyo » sera signée. Elle devrait sceller, peu avant le cinquantième anniversaire de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, les liens entre deux pays qui, estime M. Miyazawa, « partagent en bien des domaines les mêmes orientations en termes de valeurs ». Le futur premier ministre n'en souligne pas moins l'importance de l'Asie dans la politique extérieure du Japon.

« Beaucoup de Japonais », estime-t-il, « n'ont pas encore pris conscience que, depuis la révolution du yen, nos investissements dans la région se sont multipliés. Compte tenu de l'industrialisation rapide de cette partie du monde, au cours des prochaines décennies, du vingt et unième siècle, les produits nationaux cumulés des pays de l'ASEAN, des pays nouvellement industrialisés et du Japon pourraient dépasser ceux de l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) ou de la Communauté européenne. »

Interrogé sur son implication dans le scandale Recruit, qui le contraindrait à abandonner ses fonctions de ministre des Finances en 1988, M. Miyazawa se déclare déterminé à mener à bien une réforme du système politique « minimisant les jeux d'argent ». « L'estime en ce qui me concerne que la réforme politique est une question d'éthique », ajoute-t-il.

Bien que parlant en anglais parfait, M. Miyazawa s'est exprimé cette fois en japonais, contrairement à son habitude lorsqu'il s'adresse à des étrangers. Pourquoi ? « Ce n'est pas une très populaire de parler en anglais en ce moment », a-t-il répondu inconsciemment, en anglais cette fois. Allusion sans doute à la colère rentrée qu'il avait suscitée chez l'ex-premier ministre Takeshita lorsqu'il s'était adressé en anglais au dirigeant de Singapour, M. Lee Kuan Yew, obligant l'homme fort du parti conservateur, pourtant ancien professeur d'anglais, à se faire traduire en japonais la conversation.

PHILIPPE PONS

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ INDE : Les séparatistes du Cachemire affirment avoir enlevé un ingénieur français. - Un groupe séparatiste musulman du Cachemire, Al Fatah, a affirmé, vendredi 18 octobre, avoir enlevé un ingénieur français, M. Antoine Silva, âgé de quarante-trois ans, habitant la région de Grenoble. La disparition de ce dernier, près du chantier de la centrale hydro-élec-

trique de Dulhasti avait été associée à une lettre sur le groupe Dumez-Boris-SAB (DSB). Al Fatah exige, en échange de la libération de son otage, l'envoi d'une mission d'Amnesty International pour enquêter sur les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre indiennes. - (AFP)

CAMBODGE : le congrès de l'ex-parti communiste

Le programme change, les hommes restent

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Le parti au pouvoir à Phnom-Penh a fait peu de bruit, vendredi 18 octobre, en adoptant comme plate-forme le multipartisme, la démocratie libérale et l'économie de marché, ainsi qu'en changeant de label et en se ralliant au prince Sihanouk (le Monde du 19 octobre). Mais, tout en comptant exploiter l'ouverture ainsi acquise pour renforcer l'assise de leur mouvement, rebaptisé Parti du peuple (PPC), les hommes à la barre demeurent les mêmes.

Le numéro un de l'ancien Parti populaire révolutionnaire (PPRK), M. Heng Samrin, un marxiste bon teint, est relégué dans les fonctions de président honoraire du PPC, ce qui laisse penser qu'il abandonnera assez vite la présidence du Conseil d'État. Mais M. Chea Sim, promu président du PPC, est considéré, depuis longtemps, comme le véritable patron du mouvement. Que M. Hun Sen, premier ministre, accède à la vice-présidence, souligne que les deux hommes ont décidé de faire encore un bout de chemin ensemble.

Le PPC, qui a donc abandonné les oripeaux du communisme, fait figure de première formation politique cambodgienne. Il tient une administration qui, si faible soit-elle, gère au moins 80 % de la population et sur laquelle le

Conseil national suprême (CNS) présidé par le prince Sihanouk et les Nations unies doivent bien s'appuyer, au moins dans un premier temps. Il reste au PPC à prouver, ce qui ne s'annonce pas une mince affaire, qu'il peut opérer sa mue, en changeant ses méthodes et en attirant à lui des gens de l'extérieur ou des dissidents qui viennent d'être remis en liberté.

Entre-temps, les États-Unis ont annoncé qu'ils léveraient l'embargo économique imposé au Cambodge depuis 1975 une fois l'accord de paix signé à Paris le 23 octobre. Les Américains se sont également joints au concert des pays qui veulent empêcher des rapatriements forcés de réfugiés par les Khmers rouges. Ces derniers ont assuré la Thaïlande, sur le territoire de laquelle se trouvent les camps de réfugiés, qu'ils n'obligent pas des civils à signer, au Cambodge, les zones sous leur contrôle. Affaire à suivre.

AFRIQUE

Réunis au Zimbabwe

Les dirigeants du Commonwealth conviennent d'une levée partielle des sanctions contre Pretoria

Tous les pays du Commonwealth s'accordent sur une levée des sanctions à l'encontre de l'Afrique du sud, le seul différend portant sur le « vitesses » à laquelle cette évolution doit se faire, a indiqué vendredi 18 octobre le premier ministre britannique, M. John Major, à Harare, à l'occasion du sommet du Commonwealth.

HARARE

de notre envoyé spécial

M. Frédéric de Klerk a bien joué son coup. Sans quitter son pays, le président sud-africain s'est longuement adressé à la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, réunie à Harare. Dans son édition du vendredi 18 octobre, le quotidien national zimbabwéen The Herald publie en effet sur trois pages un entretien avec M. De Klerk.

Le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, secrétaire général du « club », et plusieurs chefs de délégation ont eu beau rabâcher que l'Afrique du Sud, cette année, ne serait pas le principal sujet d'intérêt, cette interview et la présence à Harare de M. Nelson Mandela et Clarence Makwetu, les « patrons » du Congrès national africain (ANC) et du Congrès pan-africain (PAC), ont remis les pendules à l'heure.

L'Afrique du Sud, l'apartheid et les sanctions sont revenues, bon gré mal gré, au cœur de préoccupations de la conférence.

La première décision de ce sommet - qui devait être officialisée dimanche - concerne les sanctions, qui seront levées selon les recommandations de la réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth à New-Delhi, au mois d'août dernier, en parfait accord avec l'ANC. M. Mandela avait séduit par son humour et son sens de la formule quelques centaines de journalistes devant

lesquels il avait expliqué ses positions.

Le vieux militant nationaliste avait plaidé que son organisation était favorable à la levée des sanctions de « peuple à peuple », c'est-à-dire celles concernant l'éducation, la culture, les arts, les liaisons aériennes, les visas et le tourisme.

Il avait précisé que les sanctions politiques et économiques resteraient subordonnées à « la mise en place d'un gouvernement intérimaire », et que toutes les autres, concernant notamment « les armes et le pétrole », ne devraient être levées qu'après « l'adoption d'une nouvelle Constitution ». M. Makwetu, à la tête d'une organisation beaucoup plus radicale, avait fermement réaffirmé l'opposition du PAC à tout assouplissement, même partiel, tant que le pays ne serait pas doté « d'une nouvelle Constitution ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'avenir du Sahara occidental

Le Front Polisario ne veut pas de référendum « dans les conditions actuelles »

Le référendum d'autodétermination prévu au Sahara occidental, au début de 1992, ne pourra avoir lieu si le Maroc continue à violer le plan de paix de l'ONU, a déclaré, vendredi 18 octobre, à Paris, M. Mohamed Sidi, ministre de l'Information du Front Polisario. A son avis, « l'opération de colonisation du Sahara occidental n'a été aussi massive et dangereuse que depuis la venue des Nations unies sur le territoire ». Il a ajouté que 35 000 Marocains y avaient déjà été transférés et que 170 000 autres y étaient attendus à l'occasion de la visite de Hassan II, le 6 novembre.

« C'est un camouflet pour les Nations unies et pour la commu-

nauté internationale. Cette attitude montre une volonté de violer le plan », a dit M. Sidi. Nous demandons au Conseil de sécurité d'agir pour mettre un terme à cette nouvelle marche du roi. Pour nous, le référendum ne saurait avoir lieu dans ces conditions. »

Rabat a affirmé que 120 000 Sahraouis se trouvaient sur son territoire et devaient donc être autorisés à participer au référendum. Pour le Front Polisario, le nombre des « votants omis » dans le recensement espagnol de 1974 qui doit servir de base de calcul pour « l'identification » du corps électoral, ne saurait dépasser « 5 % à 10 % » des 74 000 personnes alors comptabilisées. - (Reuters)

■ BURKINA : L'opposition refuse de participer à l'élection présidentielle. - Les cinq candidats de l'opposition à l'élection présidentielle de décembre ont décidé, vendredi 18 octobre, de ne pas se présenter tant qu'une conférence nationale souveraine n'aura pas été convoquée. Cette décision laisse le président Blaise Compaoré seul en lice. L'élection présidentielle doit avoir lieu les 1^{er} et 15 décembre, les législatives en janvier 1992. - (AFP, Reuters)

■ NIGÉRIA : Le couvre-feu a été levé à Kano. - L'armée ayant rétabli l'ordre à Kano, dans le nord du Nigeria, le couvre-feu qui avait été instauré après les violences perpétrées par des musulmans à l'encontre de la population chrétienne (le Monde du 16 octobre), a été levé jeudi 18 octobre. La journée de prière musulmane du vendredi s'est déroulée dans le calme, sous le contrôle étroit des forces de l'ordre. - (AFP)

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (100 F d'abonnement, plus 50 F de frais de port et de gestion).

هك ان النصل

POLITIQUE

• Le Monde • Dimanche 20 - Lundi 21 octobre 1991 7

Engageant la responsabilité de son gouvernement

M^{me} Edith Cresson juge le projet de budget « lucide et réaliste »

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a engagé la responsabilité de son gouvernement, samedi 19 octobre à 0 h 50, sur la première partie du projet de loi de finances pour 1992, consacrée aux recettes. Celle-ci sera considérée comme adoptée, dans la nuit de samedi à dimanche, à la même heure, dans la mesure où l'opposition a renoncé à répliquer à l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par le dépôt d'une motion de censure.

Pour protester contre la fixation au lundi du débat de censure, les présidents des trois groupes de l'opposition ont préféré reporter au mardi 22 le dépôt d'une motion de censure « sanctionnant à la fois l'ensemble de la politique économique du gouvernement et le projet de loi de finances actuellement en discussion », et, cette fois, au titre de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

La traditionnelle « nuit d'équilibre » du budget n'a pas eu lieu. Dès avant 19 heures, vendredi 19 octobre, tout était fait, ou presque : il ne restait plus qu'à examiner trois articles, parmi les plus importants il est vrai, dont la discussion avait été réservée. Et, pour cet « acte essentiel » qu'est le vote d'un budget, il ne restait aussi que douze députés dans l'hémicycle.

Depuis la veille, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, avait maintenu la réserve du vote sur l'ensemble des articles et des amendements, et, surtout, laissé peu d'espoir aux multiples propositions formulées par les députés. M. Jean-Louis Massou (RPR, Moselle) pourra ainsi se vanter d'être l'un des rares députés de l'opposition, sinon le

seul, à avoir reçu un avis favorable du ministre pour un amendement destiné à étendre aux musées départementaux ou gérés par des groupements de communes les avantages fiscaux réservés jusqu'à présent à ceux qui effectuent des dons aux musées nationaux ou municipaux.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, pourra de même revendiquer la paternité de la mesure, obtenue au prix d'un amendement deux fois corrigé puis sous-amendé par le gouvernement, selon laquelle les transports publics locaux seront exonérés, en 1992, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers s'ils utilisent, en substitution du gazole, de l'essence d'huile de colza ou de tournesol.

« Un impact psychologique »

On trouve de tout, en effet, dans un projet de loi de finances, et le plus important vient généralement à la fin du débat. Souhaitant qu'il s'agisse là d'une « concession importante », M. Charasse a ainsi proposé que les prochaines hausses du prix du tabac, prévues en février et en septembre 1992, soient regroupées à une même date, le 20 avril prochain, pour créer « un impact psychologique plus fort ». Désireux de décaler des recettes nouvelles pour se donner une marge de manœuvre dans ses ultimes négociations avec le groupe socialiste, le ministre a, de la même façon, annoncé toute une série d'augmentations concernant la déviance des cartes d'identité, des cartes de séjour, du permis de conduire, et la taxe payée par les messages roses (lire encadré ci-dessous).

Muni de ces recettes de poche, le ministre délégué au budget a pu ainsi répondre favorablement, en partie du moins, aux vœux des députés socialistes, partagés par l'ensemble des groupes, qui refusaient de voir la dotation de com-

pensation des allègements de la taxe professionnelle réduite de 4,2 milliards de francs (le Monde du 19 octobre). Le maintien d'une telle mesure, à la veille des élections régionales et cantonales, aurait constitué « une erreur politique pour le gouvernement », a-t-il été dit. Quant à la méthode employée pour subtiliser au dernier moment des crédits aux collectivités locales, ce n'était qu'« une feinte de balayeur », a ajouté sévèrement le rapporteur général du budget.

Selon le compromis proposé par le gouvernement, la réduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ne sera que de 2,2 milliards de francs et les collectivités locales les plus pauvres

n'en seront pas affectées. « On ne comprend rien à votre amendement. Il n'a pas été soumis à la commission des finances. C'est le degré zéro du travail parlementaire », s'exclama le porte-parole de l'UDC, M. Edmond Alphandéry - et non Claude, comme nous l'avons baptisé par erreur dans nos précédentes éditions - avant de réclamer une simulation financière pour la seconde lecture du budget. « Combien cela va coûter à Paris ? », s'inquiéta M. Gilbert Gantier (UDF).

Ultimes calculs

Le ministre ne put que donner le nombre des collectivités affectées par la mesure : quatre mille cent soixante-sept communes, trente-huit départements et quatre

régions. Les députés socialistes se montraient, en revanche, assez satisfaits d'avoir pu faire fléchir le gouvernement.

Anticipant sur les explications de vote finales, M. Fabien Thiémi (PC, Nord) confirmait alors l'opposition de son groupe au projet de budget : celui-ci, expliqua-t-il, « s'oppose frontalement au mouvement social qui s'exprime dans le pays ». L'opposition, de son côté, avait trouvé la parade à donner à la décision prise, quelques heures plus tôt, lors d'une réunion extraordinaire de la conférence des présidents et consistant à avancer au lundi - jour où les députés travaillent dans leur circonscription - le débat de censure initialement prévu pour le mardi. Un communiqué conjoint du RPR, de l'UDF et de l'UDC annonça que le dépôt

de la motion de censure serait reporté au mardi 22 octobre, « à l'issue d'une réunion plénière de l'intergroupe ». Elle pourrait être ainsi discutée le jeudi suivant.

Après d'ultimes calculs, et assuré de ne pouvoir trouver de majorité, M. Charasse put alors commencer, à la vitesse d'un cheval qui sent l'écurie, selon sa propre expression, la lecture de l'article d'équilibre du budget. Parmi les surprises que livre toujours ce type d'exercice : une majoration de 800 millions de francs du prélèvement opéré sur le fonds de garantie des caisses d'épargne et l'inscription de 3 290 millions de francs pour le financement du plan en faveur de l'emploi. Au total, les recettes nettes de l'Etat augmentent de 438 millions de francs et le déficit budgétaire s'établit à 89,580 milliards de francs, soit une augmentation de 45 millions par rapport au projet initial.

Comme souvent dans ce milieu très masculin qu'est l'Assemblée nationale, l'arrivée, peu après minuit, de M^{me} Edith Cresson fut marquée par un quolibet d'un goût douteux : « Elle a vu de la lumière », lança un député.

En engageant, pour la deuxième fois depuis le début de la session d'automne du Parlement, la responsabilité de son gouvernement, le premier ministre a estimé que le budget était « lucide et réaliste » et « adapté à notre situation économique, financière et sociale ». « Cette loi de finances témoigne de la conduite claire et précise que s'est fixée le gouvernement : renforcer les atouts de notre pays pour le mettre en situation de profiter pleinement de la reprise économique et, au-delà, lui permettre d'aborder avec confiance le marché européen », a-t-il ajouté. Le gouvernement n'a pas des recettes trompeuses de la magie, ce projet de budget convient au pays, puisqu'il s'est fixé comme priorités l'emploi et la lutte contre le chômage. »

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales modifications apportées

● Agriculture : la dégrèvement fiscal sur les parts départementales et régionales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties affectées aux herbagères et aux pâturages est relevée de 45 % à 70 %, et cela dès 1991. Il s'agit là d'une aide indirecte aux éleveurs, d'un montant total évalué à 470 millions de francs.

● Taxe professionnelle : la dotation de compensation de la taxe professionnelle versée par l'Etat aux collectivités locales est augmentée de 2 milliards de francs par rapport au projet de loi initial. Ces crédits seront affectés en priorité aux collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne, et aux communes et départements qui bénéficient des mécanismes de solidarité financière institués par la loi du 13 mai 1991.

● Tabac : les hausses du prix du tabac, qui devaient être échelonnées en 1992, interviendront en une seule fois, le 20 avril prochain, à hauteur de 10,25 %. Cette mesure devrait rapporter 370 millions de francs supplémentaires à l'Etat.

● Droits de timbre : à compter du 15 janvier prochain, les timbres fiscaux passeront de 115 francs à 150 francs pour la carte d'identité, de 160 francs à 200 francs pour la carte de séjour, de 160 francs à 200 francs pour le permis de conduire. Les timbres perçus sur les actes des huissiers seront d'autre part relevés de 40 francs à 50 francs.

● Œuvres d'art : à compter du 1^{er} octobre 1991, le taux de TVA est ramené à 5,5 % pour les achats d'œuvres d'art originales dont l'auteur est vivant.

● Droit au bail : le taux de la taxe additionnelle au droit au bail payée par les propriétaires bailleurs est harmonisé à hauteur de 2,5 % pour tous les logements vieux de quinze ans et plus. Cette mesure doit abonder le budget de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat de 470 millions de francs. Le seuil d'exonération du droit au bail est par ailleurs porté à 12 000 francs de loyers annuels.

● Frais professionnels : le ministre délégué au budget a, enfin, annoncé qu'il ferait des propositions d'ensemble concernant la déduction des frais professionnels dont bénéficient après d'une centaine de professions. Mais, examinées lors de la discussion des articles non ratifiés, en seconde partie du projet de loi de finances, celles-ci ne pourraient pas entrer en application avant 1993.

Un débat à Ajaccio

La Corse face à ses défis

Les chefs de file des opposants au nouveau statut particulier de la Corse, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée de Corse, et François Giancchi, président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse, ont boycotté le colloque organisé, jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio, par l'Institut de la décentralisation sur le thème « La Corse demain ». Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, qui a clôturé les débats, a affirmé : « Être pour ou contre le statut est un combat d'arrière-garde. Cette loi a été votée, c'est la loi de tous. »

AJACCIO

de notre envoyé spécial

A la veille de l'entrée en vigueur de son nouveau statut, la Corse s'apprête-t-elle à vivre une « révolution tranquille » à la mode méditerranéenne ? S'agit-il d'une conquête hybride, forgée par la conquête française et qui voit coexister, selon M. Georges Ravis-Giordani, professeur à l'université d'Aix-en-Provence, « modernité » et « ankylose » ? Préviendra-t-elle à « vaincre le tabou d'impuissance que nous portons en nous », selon l'expression de M. Jacques-Henri Balbi, président de l'université de Corse ?

M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud, a rappelé les lignes de force du nouveau dispositif institutionnel : « La reconnaissance de la différence corse » à travers l'octroi

d'un statut particulier, l'accroissement des compétences transférées aux élus et, surtout, le renforcement de l'État.

Quelles peuvent être, demain, les retombées de ce nouveau revêtement institutionnel ? Pour M. Jean-Paul Pastorel, maître de conférences à l'université de Corse, il ne peut y avoir la voie au niveau européen : « Le statut sera ratifié par d'autres régions d'Europe et deviendra le droit commun » ou « il restera le statut des territoires périphériques de la CEE ». Pour M. Thierry Michalton, maître de conférences à l'université de Pau, pense que le législateur a souhaité mener, à travers ce nouveau cadre, « une véritable pédagogie républicaine ».

En revanche, M. Alain Orsoni, conseiller régional et dirigeant du Mouvement pour l'autodétermination (nationaliste « modéré »), s'est montré sceptique. Selon lui, la fracture majeure à laquelle on assiste « l'accélération de l'effondrement du système clientéliste » - est due non « à des bouleversements institutionnels » mais « à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté ». Plus sévère, M. Jean Bianucci, secrétaire national de l'Union corse nationaliste (nationaliste « dur »), a mis l'accent sur « l'inculture de l'Etat en matière de minorités nationales » et estimé qu'une solution au problème corse passait par des « actes de rupture ».

En conclusion, M. Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt, et organisateur du colloque, a affirmé que la Corse « peut être un exemple pour le grand défi à relever en cette fin de siècle : concilier la logique de la différenciation avec la nécessaire appartenance à un ensemble plus vaste ».

FREDERIC BOBIN

PUBLICATION JUDICIAIRE

La COUR D'APPEL DE PARIS a rendu le 20 décembre 1990 un arrêt confirmant la décision du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS du 4 novembre 1988.

Ce jugement déclarait que les SOCIÉTÉS FEUDOR et DRUGSTORE PUBLICIS étaient responsables de contrefaçon des marques « J'AI ME PARIS » et « I'Y PARIS » appartenant à Monsieur Laurent ZILBERBERG, en apposant ces marques sur les briquets fabriqués par FEUDOR et vendus par DRUGSTORE PUBLICIS.

Ces deux sociétés se sont vu interdire de reproduire ces marques et de continuer leur commercialisation sous astreinte et ont été condamnées à payer à Monsieur ZILBERBERG 150.000 F de dommages et intérêts.

M^{re} Serge HOFFMANN, avocat.

SCP BOLLET BASKAL, avocat à la cour.

Devant le « comité de suivi » des accords de Matignon

Le premier ministre prend l'« engagement solennel » de poursuivre l'œuvre calédonienne de M. Rocard

La troisième réunion du « comité de suivi » des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, qui a eu lieu les 17 et 18 octobre au ministère des DOM-TOM, a donné à M^{me} Edith Cresson l'occasion d'affirmer sa volonté d'agir, sur ce terrain, dans la continuité de l'œuvre engagée par son prédécesseur, M. Michel Rocard.

Depuis que M. Michel Rocard avait quitté l'hôtel Matignon, les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie (RPRC) et ceux du Front de libération nationale corse et socialiste (FLNKS) éprouaient des doutes sur l'intérêt personnel de M^{me} Edith Cresson pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Ils avaient relevé que, lorsqu'elle avait évoqué pour la première fois, en juin dernier, la signature des accords de Matignon, elle n'avait même pas mentionné le nom de son prédécesseur. Ils avaient aussi noté que son cabinet ne comprenait aucun responsable des affaires d'outre-mer.

M^{me} Edith Cresson a dissipé ce soupçon, vendredi 18 octobre, en prononçant, devant les membres du « comité de suivi », des accords de Matignon, réunis pour la troisième année consécutive, un discours inspiré des principes qui avaient guidé la démarche de M. Rocard, auquel elle a rendu hommage. Elle a affirmé sa « fidélité à l'esprit et à la lettre » de ces accords, pris « l'engagement solennel de continuer à bâtir selon la méthode du dialogue la Nouvelle-Calédonie de demain », et trouvé les mots qu'il fallait pour donner « un second souffle » à l'entreprise de réconciliation amorcée au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand à la présidence de la République.

Elle a notamment répondu à l'attente du président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, qui avait mis en garde le gouvernement contre le risque de voir une partie de la population exclue de l'application des accords. « Mon gouvernement sera très vigilant pour éviter qu'une

part de la population mélanésienne ne regarde avec scepticisme, et plus tard, peut-être, avec hostilité, ceux qui participent aux institutions et à certains projets de développement si elle-même ne voit pas son sort changer sensiblement, à-t-elle notamment déclaré. C'est pourquoi elle a particulièrement tenu à se présenter, qu'ils soient mélanésiens ou originaires de Wallis-et-Futuna, ceux par exemple qui vivent dans les banlieues de Nouméa et qui risquent d'échapper à toute auréole ».

Rôle majeur des communes

M^{me} Cresson, qui a accepté l'invitation des députés à se rendre bientôt sur le territoire, a ainsi rassuré les uns et les autres sur sa volonté, à son cabinet, aux fonctions de conseiller en charge des DOM-TOM, de M^{me} Geneviève Bertrand, ancien conseiller technique de M. Louis Le Penec, a confirmé que le premier ministre se trouve désormais armé pour rester en phase avec ses interlocuteurs calédoniens.

Les députés indépendantistes ont été les principaux bénéficiaires de cette mise au point. Comme l'avait souhaité M. Néaoutyine, ils ont obtenu la reconnaissance du rôle « majeur » des communes (une dotation spéciale d'équipement sera réservée aux communes autres que Nouméa dans le budget du territoire) et la promesse d'une « modernisation de la fiscalité du territoire », sujet tabou aux yeux du président du RPRC, M. Jacques Lafleur. Celui-ci a obtenu les garanties financières qu'il réclamait sur plusieurs projets et notamment pour la construction de nouveaux collèges dans la province sud du territoire.

Les incertitudes qui subsistent sur l'issue du référendum d'autodétermination prévu en 1998 n'ont pas été directement évoquées au cours de ces deux journées, mais elles ont pesé sur l'attitude des deux délégations. En marge des débats, M. Lafleur a répété qu'il serait préférable de voir les partenaires des accords de Matignon parvenir avant cette échéance à une « solution consensuelle » sur le statut définitif de la Nouvelle-Calédonie, qui per-

mettrait de faire l'économie d'un scrutin dans la perspective risque de faire renaître de dangereux chivages manichéens.

Divergences au sein de l'Union calédonienne

Mais si cette approche semble convenir à certains dirigeants de l'Union calédonienne (UC), en particulier au président de la principale composante de la coalition indépendantiste, M. François Burck, et au président de la province Nord, M. Léopold Jorédié, tous deux soucieux de pragmatisme, elle suscite de plus en plus de défiance, non seulement auprès des autres formations indépendantistes, mais à l'intérieur même de l'état-major de l'UC. Le numéro deux de ce parti, M. Rock Wamytan, notamment, ne cache plus ses appréhensions sur le décalage existant désormais entre le sonnet et la base de l'UC.

ALAIN ROLLAT

NORD - SUD

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN
L'EMPEREUR
ET LES NOUVEAUX BARBARES

L'un des essais les plus brillants des derniers mois.
Jérôme Dumoulin - L'Express

99 F 252 p.

POLITIQUE

Ancien dirigeant communiste

M. Konopnicki adhère à Génération écologie

Ancien président de l'UNEF et ancien membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes (1969-1972), ancien collaborateur de France nouvelle (1974-1977), hebdomadaire, aujourd'hui disparu, du comité central du PCF, parti qu'il a quitté en octobre 1978, M. Guy Konopnicki, écrivain et journaliste, vient d'adhérer à Génération écologie, que préside M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement. Il sera candidat de ce mouvement aux élections régionales et cantonales dans les Hauts-de-Seine. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il expose les raisons de sa démarche.

« Treize ans après avoir quitté le Parti communiste, vous êtes de nouveau engagé à nouveau dans un mouvement politique. Que se passe-t-il ? »

« La décomposition d'une gauche qui, désormais, gouverne sans vraiment le désirer, l'effacement attendu du communisme stalinien, laissent s'installer l'idée d'une vanité de la politique et, tandis que la démocratie se fraye péniblement un chemin à l'Est, elle s'étirole, en France, à mesure de la désertion des électeurs et de l'effrayante nullité du débat politique. Le conservatisme hausse chaque jour le niveau de ses exigences. Vaincue d'avance, bonté, la gauche baisse la tête et gère les affaires du pays avec le moral d'un bidasse qui attend la quille. »

« Pour expliquer votre geste en 1978, vous aviez rédigé, à l'intention de vos camarades, »

un texte intitulé A bientôt, j'espère. Vous pensez que tous les contestataires communistes finiront écologistes ?

« L'écologie est une manière de revisiter l'utopie, autrement dit de penser les rapports des hommes en société en même temps que leurs rapports aux ressources. Elle s'impose comme nécessité, dans une société dont l'urbanisme est désurbanisant et dont les mécanismes de régulation par le mouvement social sont brisés. Il s'agit de savoir si l'on peut encore prétendre maîtriser l'organisation sociale ou s'il faut accepter cette loi sauvage qui s'impose dans les quartiers pauvres de Los Angeles, dans tous les faubourgs de la société d'abondance. Si l'on croit qu'une telle ambition n'est pas vainue, si l'on ne se résigne pas à l'ordre naturel, alors, oui, on peut se réclamer de l'écologie comme d'une nouvelle expression des valeurs de progrès et de solidarité. »

« C'est pourquoi vous rejoignez le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, dans Génération écologie ? »

« Génération écologie présente une version altérée de l'écologie, comme la social-démocratie, dans ses meilleurs moments, présentait une version altérée du socialisme. Un mélange d'écologie et de démocratie bourgeoise, ce n'est pas si mal. »

« On peut s'étonner que vous ne cherchiez pas la pénétration chez les Verts, comme l'ancien porte-parole du PCF, M. Pierre Juquin. »

« Les Verts ont une supériorité sur le mouvement ouvrier : ils ont dégénéré beaucoup plus vite. La rédaction d'un texte antisémite par Jean Brière n'est pas le seul signe de cet itinéraire. Le tract qui traitait Pierre Juquin de « déchet non recyclable » était de la même veine. Il faut croire que mon ami Pierre est nostalgique des couleurs qu'il a tant aimées. Le parti vert est devenu un décharge où l'on trouve un peu de tiers-mondisme, quelques restes de régionalisme, beaucoup de technocratie, le tout dégageant des effluves de naturalisme. »

« C'est une survivance du totalitarisme de prétendre être le seul parti pur et honnête, de refuser toute écoute des autres, tout compromis, toute alliance. Je n'adhérerai plus jamais à un parti de la vérité, encore moins à une version verte du « parti de type nouveau ». L'angélisme n'est d'aucune utilité en politique, l'histoire vient justement de démontrer la supériorité de l'impureté démocratique, du régime de la pluralité des partis où l'on ne peut jamais gouverner sans tenir compte de l'opposition, où les majorités absolues sont rares et les alliances inévitables. »

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD

M. Bosson propose un « pacte des démocrates ». M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a proposé, vendredi 18 octobre sur France Inter, à la majorité et à l'opposition de signer un « pacte des démocrates » par lequel leurs candidats respectifs refuseraient d'être élus au deuxième tour des législatives « contre un adversaire démocrate en étant arbitrés par un tiers ». Selon ce pacte, les candidats du RPR et de l'UDF se retireraient s'ils devaient compter sur l'appui du Front national pour l'emporter sur leur adversaire socialiste arrivé en tête au premier tour et il en irait de même des socialistes s'ils ne pouvaient gagner qu'avec le soutien du PC.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

La difficulté avec l'histoire, c'est qu'elle est imprévisible. Elle passe, mais on ne connaît d'elle que les traces de son passage. Pas question de la convoquer à date fixe, de prendre rendez-vous pour une confrontation directe avec elle, comme le font les astronomes avec les comètes et les éclipses.

Plusieurs spécialistes avertis ont tenté de tourner l'obstacle en se préparant à observer sur le vif, sinon un véritable événement historique, du moins un rebond programmé de l'histoire, en l'occurrence le Bicentenaire de la Révolution française. Leur idée était de mesurer l'impact de cette commémoration et de voir comment elle pourrait infléchir un système de représentations. A travers l'image de la Révolution, ils traquaient les reflets du changement social et, à travers l'événement de la commémoration, les modifications éventuelles de cette image.

Exercice très sophistiqué, on le voit, réalisé en équipe à partir de deux vagues d'enquête sous forme d'entretiens semi-directifs, la première dans l'ensemble de la France en février 1988, la seconde auprès de participants au Forum de la Révolution, organisé au Centre Georges-Pompidou en 1989. Patrick Garcia, historien, Jacques Lévy et Marie-Flore Matet, géographes, ont, avec la collaboration de Marie-Hélène Leclercq, sociologue, et Jean-Claude Pompidou, philosophe, tenu la plume au terme de cette entreprise collective. Leur essai est précédé par Michel Vovelle et postfacé par Christian Ruby.

Le générique est aussi chargé que celui de la moindre émission de télévision, mais il a le mérite de produire un document qui justifie ces divers concours : la maîtrise du sujet, la capacité d'investigation, d'analyse et d'interrogation, donnent, en effet, leur plus-value aux résultats secs de l'expérimentation in vivo. S'agissant de mieux comprendre les mutations des sociétés contemporaines, il ne suffisait pas de sonder, fût-ce au cours d'entretiens approfondis, la mémoire collective et la culture issues de la Révolution. Les auteurs ont apporté leur propre contribution, en ayant conscience des limites de la méthode et des reproches qu'elle encourait. Ils y répondent en soulignant la richesse de ce genre d'approche pour étudier le temps présent. « Le refus d'ap-

De la place de la Révolution à celle de l'Utopie

préhender le présent suivant une démarche scientifique nous semble... un sésame pour produire sans contraintes de l'idéologie », écrivent-ils. Cependant, pour éviter de privilégier ce qui bouge par rapport à ce qui demeure, ils ont d'abord voulu établir un état des lieux, ce qu'ils ont fait lors de la première vague de l'enquête. Après ce regard tourné vers le passé, ils ont davantage interrogé l'avenir dans la seconde vague.

Avant même d'analyser le contenu des entretiens, les recensement des mutations enregistrées depuis 1789, telles que la baisse de la prépondérance des groupes et des communautés au profit de la montée de l'individualisme, « le sort de la domination d'extrême gauche », voire la désaffection à l'égard de l'économie et, même, la relativisation du politique par rapport aux autres aspects de l'action humaine.

L'image de la Révolution a, parallèlement, changé depuis deux siècles. En 1888 et 1889, la rupture intervenue en 1789 est perçue comme « un épisode éminemment positif », symbole d'une libération qui a ouvert la voie à la République et à la modernité. Des nuances apparaissent dans l'appréciation de la Terreur, illustration d'une violence « qui répugne aux hommes de notre temps ». Les enquêteurs notent, comme « un élément-clé de ce complexe de représentations », que la Révolution « invite toujours à prendre la parole ». Elle donne lieu à débat car elle « n'est presque plus défendue en bloc. Elle est dénoncée, découpée. Et cette distanciation s'affirme d'une enquête à l'autre. » Si la Révolution reste « majoritairement légitime », la dénonciation de la Terreur n'est plus perçue comme une trahison à son égard.

La filiation révolutionnaire est plus nettement attribuée à la gauche et au Parti socialiste, mais la droite, à l'exception du Front national, n'en est pas exclue. Ces jugements interviennent dans une conjoncture idéologico-culturelle

qui voit s'effondrer des mythes révolutionnaires et se brouiller les valeurs politiques de référence. L'idée même de commémorer la Révolution ne paraissait pas évidente à tout le monde et il a fallu le défilé-opéra de Jean-Paul Gaudes pour que la commémoration prenne toute son ampleur médiatique : le mythe y était célébré sous toutes ses facettes et atours, loin de l'événement fondateur mais près de l'émotion. Distance avec l'histoire « à laquelle notre culture ne permet plus guère de s'identifier » et proximité d'aspirations, d'un élan, qui restent en phase avec le message venu d'une autre époque : l'esprit de la commémoration correspondait à ce qui ressortait des entretiens analysés par les auteurs. « La Révolution française s'installe plus solidement que jamais comme socle fondateur des valeurs actuelles, mais elle subit le mouvement double et complémentaire de démythification et d'historicisation », écrivent-ils. Il va de soi que leur travail va bien au-delà, quantitativement et qualitativement, des quelques notations retenues ici.

Elles permettront, espérons-le, de mieux lire le titre de l'ouvrage, Révolutions, fin et suites. Dans les rétes, en effet, la Révolution est terminée, du moins en tant qu'événement historique qui a continué d'agir dans l'histoire et dans la culture collective bien au-delà de sa durée propre, mais des aspirations révolutionnaires demeurent. La difficulté est de les relier à une forme d'utopie qui n'est pas fait faillite et qui soit crédible. Patrick Garcia et Jacques Lévy n'ont pas perdu tout espoir d'en voir naître de nouvelles qui viseraient au bonheur dans l'harmonie et le progrès, sans pour autant fuir la réalité sociale, « en confrontation permanente avec la demande réelle du futur. »

On pensera qu'ils rêvent jusqu'au moment où se précisent ces cauchemars : renouer à l'avenir avec la rigueur qu'imposent les déconvenues d'hier, ce serait laisser le champ libre aux utopies régressives, politiques et religieuses, dont on connaît les fruits. Et qui fleurissent encore.

« Révolutions, fin et suites », par Patrick Garcia, Jacques Lévy et Marie-Flore Matet. Espace-Temps Résonance, Bibliothèque publique d'information, Centre Georges-Pompidou, 334 pages, 150 F.

Dans la région Rhône-Alpes

M. Carignon sera candidat à la présidence du conseil régional

LYON

de notre bureau régional

M. Alain Carignon, maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, en congé du RPR, a annoncé, dans « le Monde Rhône-Alpes » du 19 octobre, qu'il se porterait candidat à la présidence de l'assemblée régionale Rhône-Alpes à l'issue des élections de 1992. Pour parvenir à son but, il propose de fédérer autour de lui une nouvelle majorité régionale constituée sur la base du refus de tout compromis avec le Front national.

Organisée autour du RPR et de l'UDF, elle rassemblerait des élus écologistes, des représentants de la « gauche ouverte » et des non-inscrits, qui signifieraient un contrat de gestion de six années pour leur région.

Le maire de Grenoble estime que l'UDF et le RPR, qui soutiennent l'actuel président du conseil régional, M. Charles Millon (UDF-PR), ne pourront pas, à eux seuls, constituer une majorité. Il redoute donc que la région soit « paralysée par des majorités relatives s'appuyant sur la neutralité du Front national ou du Parti communiste ». « Nous savons très bien, a-t-il ajouté, que dans d'autres régions, la droite devra s'allier avec l'extrême droite pour bâtir des majorités de rencontre. Je pense que Rhône-Alpes est capable d'innover. » A l'occasion de sa déclaration de candidature, M. Carignon a tenu à réaffirmer son appartenance à l'opposition et à la « famille gauchiste », répondant ainsi à ceux qui, comme M. Charles Millon, voyaient dans son projet de Front républicain « une initiative de défense du socialisme ».

CLAUDE FRANÇILLON

Le colloque d'Amiens sur la régionalisation

La réussite des régions repose sur le partenariat

Le colloque sur la régionalisation, organisé jeudi 17 et vendredi 18 octobre, à Amiens, n'a pas été seulement l'occasion, pour les présidents de droite des conseils régionaux, de se plaindre de l'attitude des gouvernements socialistes successifs (le Monde du 19 octobre). Il a permis aussi aux scientifiques présents de rappeler aux praticiens de la régionalisation que la réussite de celle-ci reposait avant tout sur le « partenariat » avec les autres instances administratives - départementales, nationales, européennes.

AMIENS

de notre envoyé spécial

L'autocongratulation ne permet guère de faire progresser la connaissance. Les présidents de droite s'étant retrouvés entre eux pour célébrer « les vingt ans des régions », M. Henri Rouanet, préfet de la Picardie, et seul représentant de l'Etat présent au colloque, les a mis en garde contre la « dévotion » à l'Etat, c'est-à-dire à la régionalisation, comme lui-même doit traiter avec considération les régions. En France, il est démocratique, et donc légitime, il faut se garder de la culture et du manichéisme. Une mise au point qui a trouvé un écho chez M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-PR) du conseil régional de Poitou-Charentes : « Nous ne devons pas combattre le gouvernement et l'Etat, a-t-il dit. Nous avons besoin d'un Etat fort pour bâtir un véritable partenariat avec lui. »

La tonalité générale des interventions scientifiques a été donnée par M. Pierre Sadran, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, qui a affirmé : « Les régions ont connu une enfance chétive, parfois tumultueuse, elles furent violentes, pourvus dans l'adolescence grâce aux lois de 1982 et 1983 ; elles sont aujourd'hui entrées dans l'âge adulte, mais il n'est pas sûr qu'elles aient atteint la

maturité. » Ainsi a-t-il rappelé que « le mandat régional est celui auquel les grands thèmes politiques sont le moins attachés ».

Quant à M. Yves Meny, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il a comparé les responsables régionaux découvrant leurs nouveaux pouvoirs « aux dirigeants des pays de l'Est découvrant la capitalisme ». Car, pour lui, il faut accepter tout ce qu'implique le principe de « subsidiarité » dont ils se prévalent pour arracher de nouvelles compétences à l'Etat : la « solidarité », donc la « péréquation », et non pas une « régionalisation sauvage ». Selon M. Meny, la mise en pratique de la régionalisation « n'est pas seulement une affaire de gros sous, mais aussi de démocratie », et il est « utopique de croire qu'un seul niveau d'administration (pourrait) décider seule ». Ce qui implique que « nous sommes condamnés au partenariat, ce qui est excellent pour la démocratie ».

Jugement partagé par M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, qui a présenté les « trois grands défis » que doivent relever les régions : celui de la « maturité », ce qui implique que les régions soient en conformité avec la « loi » c'est-à-dire la « subsidiarité », car il ne faut pas que la décentralisation permette « aux plus riches de devenir plus riches et contraindre les plus pauvres à devenir plus pauvres » ; celui de la « politisation démocratique », car il s'agit de « consensus démocratique » qui précède la gestion des régions, d'autant qu'il y a un double risque « de personnalisation, parfois excessive et de technocratisation ».

Ces mises en garde n'empêchent pas de tirer un bilan largement positif de la régionalisation, que souligne M. René Rémoult, député socialiste, cité tout particulièrement de la « victoire du pragmatisme » : « Nous avons pu comprendre, a-t-il dit, que nous n'avions pas à choisir entre l'Europe et l'Etat, entre la région et le département. » M. Rémoult a constaté aussi, d'une certaine manière, la fin de l'opposition entre jacobins et girondins.

THIERRY BRÉNIER

Député UDF-PR des Pyrénées-Orientales

M. Farran est inculpé

M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales et président de la chambre de commerce et d'industrie, a été inculpé, vendredi 18 octobre, d'« ingérence » et d'« abus de confiance » (le Monde daté 6-7 et 13-14 octobre). La procédure engagée par le parquet avant l'ouverture de la session parlementaire avait empêché que M. Farran ne soit couvert par l'immunité.

L'article 26 de la Constitution du 4 octobre 1958 précise qu'« aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf en cas de flagrant délit ». Une formule reprise dans le statut du parlementaire, qui indique dans son article 17 qu'en période de session parlementaire, ordinaire ou extraordinaire, « aucune poursuite ne peut être engagée sans que l'autorisation en ait été préalablement demandée à l'Assemblée dont le parlementaire est membre », sauf en cas de flagrant délit.

Ces dispositions ont été précisées par la jurisprudence. En la matière, l'arrêt le plus souvent cité est un arrêt de la Cour de cassation rendu le 11 avril 1973. A propos de M. Henri Modiano, alors député.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait donné raison au juge d'instruction. « Le demandeur a été inculpé pendant le cours d'une session parlementaire, estimait alors la cour d'appel de Paris, mais les poursuites dont il est l'objet ont été engagées contre lui pendant une période où l'Assemblée nationale n'était pas en session, l'acte initial de ces poursuites étant la réquisition du 16 septembre 1972 et non pas son inculpation du 20 octobre 1972. » Opinion partagée par la Cour de cassation, qui notait le 11 avril 1973 : « Le réquisitoire déposé par le parquet, notamment, contre le demandeur, en un temps où l'Assemblée nationale n'était pas en session (...), donnait au demandeur la qualité d'inculpé. Bien que l'inculpation ne lui ait été notifiée qu'en cours de session... »

A. C.

COMMUNICATION

Situation tendue à la Réunion

La polémique reprend à propos de Radio Free-DOM

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Huit mois après les émeutes qui ont causé la mort de huit personnes, la situation de Radio Free-DOM fait de nouveau monter la température dans le Chaudron, ce quartier de la banlieue de Saint-Denis, alors que M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, est attendu à la Réunion le 21 novembre.

Depuis l'annonce, cette semaine, du licenciement collectif des animateurs de la radio pirate, les responsables de Free-DOM diffusent en continu des messages d'animisme qui appellent à la paralysie de l'île, à l'abstention aux prochaines élections, voire à la destruction des émetteurs de RFO et d'autres établissements publics.

Les messages reprochent à la classe politique de vouloir aujourd'hui la mort de Tété Free-DOM, alors que les élus avaient soutenu la télévision pirate, en février, avant les émeutes. Les animateurs - bénévoles brandissent pour leur part la menace d'une mise des émetteurs de Radio Free-DOM et accusent d'avance les autorités de vouloir bâillonner les Réunionnais.

Les commentaires les plus acides vont au maire PS de Saint-Denis, M. Gilbert Amette, coupable, selon M. Camille Sudré, président de Radio Free-DOM, de vouloir asphyxier financièrement la radio pirate. Des outrances qui rappellent celles du début de cette année et celles de 1989, à l'époque où l'ancien maire de Saint-Denis, M. Auguste Legros (député non inscrit), et ses collaborateurs étaient traités de « nazis » qu'il fallait chasser de la mairie. M. Sudré était alors sur la liste de M. Amette. Il en est aujourd'hui l'ombudsman troisième adjoint. Il accuse notamment le maire de « vouloir créer une radio municipale avec des deniers publics alors qu'il n'a rien fait pour sauver Radio Free-DOM ».

AUX DIOUX

En Grande-Bretagne

Vives critiques contre la mise aux enchères des télévisions d'ITV

La renouveau des licences des chaînes régionales de télévision privée britannique ITV (Independent Television), selon un système d'enchères à huis clos très controversé (le Monde du 18 octobre), a ravivé le débat politique sur la télévision et provoqué la réapparition sur scène de M. Margaret Thatcher, l'ancien premier ministre instigateur de la réforme en cours.

La nouvelle loi sur la télévision (Broadcasting Act), affirmant des salaires de Thames Television, qui vient de perdre sa licence après vingt ans, dans un reportage, la chaîne avait démenti la version donnée par le gouvernement de M. Thatcher de la mort à Gibraltar de trois militants de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) abattus par des soldats d'élite britanniques.

Le gouvernement avait tenté d'empêcher la diffusion du reportage, finalement perdue par l'autorité audiovisuelle de l'époque. La réforme gouvernementale présentée ensuite remplaçait l'autorité en question et voulait libéraliser la télévision. Mais elle avait aussi pour but de démanteler les syndicats. Ainsi, au cours d'une grève des techniciens dans une autre chaîne d'ITV, TV-am, M. Thatcher avait soutenu le patron de la chaîne qui venait de licencier deux cent cinquante employés. Ultime ironie de cette bataille, TV-am, qui a perdu sa licence au profit de Sunrise TV, a reçu des excuses de M. Thatcher. Dans une lettre au président de TV-am - qui emploie la fille de l'ancien premier ministre - elle se dit « douloureusement consciente » d'être à l'origine de la loi qui a signé l'arrêt de mort de la chaîne.

« Cette affaire est politique, elle remonte à 1988 », affirmait des salariés de Thames Television, qui vient de perdre sa licence après vingt ans, dans un reportage, la chaîne avait démenti la version donnée par le gouvernement de M. Thatcher de la mort à Gibraltar de trois militants de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) abattus par des soldats d'élite britanniques.

Le gouvernement avait tenté d'empêcher la diffusion du reportage, finalement perdue par l'autorité audiovisuelle de l'époque. La réforme gouvernementale présentée ensuite remplaçait l'autorité en question et voulait libéraliser la télévision. Mais elle avait aussi pour but de démanteler les syndicats. Ainsi, au cours d'une grève des techniciens dans une autre chaîne d'ITV, TV-am, M. Thatcher avait soutenu le patron de la chaîne qui venait de licencier deux cent cinquante employés. Ultime ironie de cette bataille, TV-am, qui a perdu sa licence au profit de Sunrise TV, a reçu des excuses de M. Thatcher. Dans une lettre au président de TV-am - qui emploie la fille de l'ancien premier ministre - elle se dit « douloureusement consciente » d'être à l'origine de la loi qui a signé l'arrêt de mort de la chaîne.

« Erratum. - C'est le vendredi 18 octobre qu'a paru le vingt-neuvième numéro de l'« Afters », la Rose et le Glorieux, et non le 28, comme une erreur nous l'a fait écrire dans nos éditions du 19 octobre. »

مركز التوثيق

Le Monde

HEURES LOCALES

• La Monde • Dimanche 20 - Lundi 21 octobre 1991 9

Les départements sourient aux Japonais

Les aléas des relations franco-nippones n'empêchent pas les conseils généraux de multiplier les démarches pour attirer les investisseurs d'Extrême-Orient

LES déclarations de M^{me} Cresson au mois de juillet sur la vie de «*journaux*» des Japonais ont provoqué une certaine inquiétude dans les départements qui recherchent des investisseurs au-delà des mers. Bien que près de vingt mille emplois aient été créés ces dix dernières années en France par des entreprises nippones, M^{me} Marie-Louise Bougenau, directrice du bureau des investissements étrangers à la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), regrette que près de dix ans après le voyage à Tokyo du président Mitterrand «*les relations entre la France et le Japon suscitent un contexte émotionnel qui rappelle celui des relations avec les États-Unis dans les années 60.*»

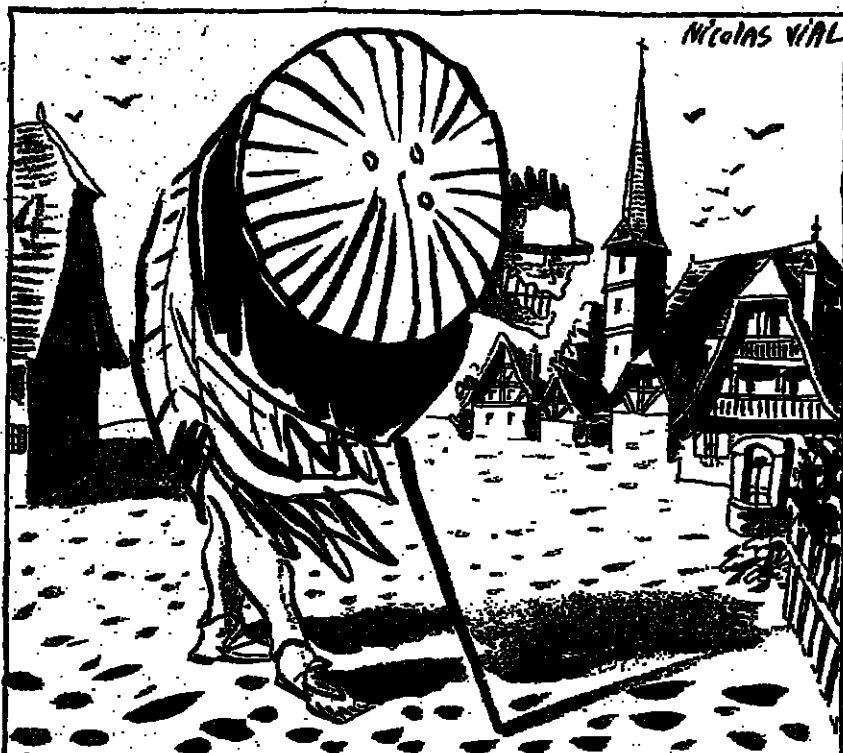
L'Alsace est la région où les investissements japonais ont créé le plus d'emplois : plus de deux mille ces dix dernières années. L'entreprise Sony a embauché plus de mille cinq cents personnes dans la région de Ribeauvillé. Ricoh, Sharp, Todenno, Yamaha... se sont installés sur la Route du vin et emploient plusieurs centaines de salariés. Les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et le conseil régional ont organisé la prospection en s'appuyant sur des associations comme l'Association pour le développement industriel de la région Alsace (ADIRA) et le Comité d'action pour le développement du Haut-Rhin (CAHR).

Un feuilleton télévisé, tourné dans la région, a imposé l'image de l'Alsace au Japon. Notre ciel bleu a été vu par près d'un million de japonais sur écran. M. André Klein, directeur du CAHR, reconnaît que l'initiative de son association a presque tout fait connaître l'Alsace au Japon que le travail d'information du bureau à Tokyo sur la situation géographique, le bilinguisme et la qualité de la main-d'œuvre.

Des régions à forte identité culturelle

L'école japonaise de Kientzheim, qui reçoit deux cents enfants dans des locaux prêtés par le conseil général du Haut-Rhin, constitue un autre atout qui attire les investisseurs japonais et dont profite également la Lorraine voisine. L'Association pour l'expansion industrielle de la Lorraine (APEILOR) a pu obtenir l'implantation de onze sociétés japonaises importantes (Clarion, Matsushita-Panasonic, JVC, Minolta...) en soulignant la proximité d'un vaste marché européen, l'existence d'un réseau de communications et une tradition de sérieux dans les relations sociales. Le Comité d'aménagement et de promotion de Meurthe-et-Moselle (CAPEMM) s'appuie sur une charte de coopération avec le réseau des banques indiennes au Japon pour détecter des entreprises désireuses d'investir en Europe.

Comme l'APEILOR, qui associe un commissariat à l'industrialisation de la DATAR, les collectivités locales et près de deux cent



cinquante industriels, l'association Ouest-Atlantique, chargée de l'industrialisation des régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, est une extension de la DATAR. Ses actions de prospection ont permis l'implantation dans l'Ouest de dix-sept entreprises japonaises depuis 1983 et la création de trois mille six cents emplois. Le développement de la société Canon en Ile-et-Vilaine est exemplaire. Son usine de production emploie sept cents personnes à Liffré, et Canon vient de décider d'installer son centre de recherche et de développement, pour l'Europe, à Rennes, où se trouve le Centre commun d'études de télédiffusion et de télécommunications.

M. Marc Michel, chargé de mission pour la prospection en Asie, reconnaît cependant que si l'association Ouest-Atlantique a montré son efficacité dans les filières électroniques et mécaniques, il n'en est pas encore de même pour l'agroalimentaire, qui est une des activités importantes de la région. «*Nous n'avons pas encore su trouver de complémentarité avec les Japonais.*»

Alsace, Lorraine, Bretagne, ont en commun d'avoir des identités culturelles fortes. M. Jacques Le Gall, conseiller des directions de Canon en Ile-et-Vilaine, après avoir été

chargé du développement économique au conseil régional de Bretagne, puis chargé de mission à la DATAR, rappelle que «*les Japonais recherchent l'espace, les paysages, la qualité de la vie, ce qui exclut leur proposer des sites en milieu urbain.*»

Lorsque l'Agence de développement du Doubs (ADED) invite une délégation d'industriels japonais à visiter le département, elle ne montre ni Besançon ni la campagne jurassienne, mais des entreprises où leurs compatriotes ont pris des participations. La société SM2E, par exemple, détenue à 73 % par des capitaux japonais depuis l'automne 1989. Un contrôle qui a permis à cette entreprise, qui fabrique des circuits imprimés, non seulement de faire face à une sous-capitalisation chronique mais de trouver aussi des débouchés commerciaux. Une visite qui permet aux industriels nippons de mesurer la «*japonisation*» de l'entreprise. En quelques mois, les méthodes et l'organisation du travail ont été bouleversées. Dans la moitié des ateliers, déjà réaménagés selon le concept d'«*usine blanche*» en vigueur au Japon, les ouvriers ont pris l'habitude de quitter leurs chaussures pour fouler un sol laqué. «*Nous avons divisé par deux les temps de production, et nos*

actionnaires prévoient déjà 500 millions de francs de chiffre d'affaires en 1994 avec un effectif de cinq cents personnes. Un objectif qui sera atteint avec la construction d'une usine sur un nouveau site puisque l'unité actuelle emploie déjà deux cent cinquante personnes», explique M. Gérard Gènesier, directeur général de SM2E.

«*Ne pas jouer les conquérants à l'américaine.*»

M. Claude Girard, vice-président de l'ADED, ne mentionne jamais au cours de cette visite sa qualité de vice-président du conseil général. «*J'ai senti au cours de mes voyages au Japon une méfiance pour la politique.*» L'ADED met en valeur la tradition industrielle de la région (microtechniques et technologies de précision) et la qualité de la main-d'œuvre. Au cours du traditionnel échange de cadeaux qui conclut la visite, M. Ichimura Abe, le responsable de la délégation japonaise, déclare : «*Nous attachons une importance essentielle à la qualité des rapports humains avec nos amis français.*»

Les relations personnelles de tel ou tel élu sont quelquefois à l'origine de l'intérêt d'une collectivité locale pour le pays du Soleil-Levant. Ainsi M. René Ballayer, président du conseil général de la Mayenne, était début octobre à Tokyo pour remettre la croix de chevalier de l'ordre du Mérite au président d'une société qui distribue des produits français. M. Ballayer connaît depuis de nombreuses années le vice-président de cette société. Très impressionné par son voyage, M. Ballayer suit avec intérêt la démarche du comité d'expansion de la Mayenne qui vient de confier à un cabinet de consultants une étude de faisabilité pour savoir si le département peut accueillir des investisseurs nippons.

Tous les spécialistes de la prospection vers le Japon insistent sur les erreurs à ne pas commettre. «*Ne pas faire de courbettes, ne pas jouer les conquérants à l'américaine,*» explique M. Le Gall. M. Gérard Muhlen, responsable des investissements asiatiques pour l'APEILOR, souligne le soin à mettre dans la présentation des documents distribués au Japon : «*Il faut les faire traduire en japonais, ne pas oublier que les couleurs n'ont pas la même signification là-bas.*»

Enfin, tous ces observateurs rappellent aux collectivités locales que la patience est indispensable dans toute négociation avec des responsables japonais. M. Nicolas Regnault, chargé de mission au CAPEMM, décrit la fameuse théorie des 4-6 : «*Une entreprise japonaise va réfléchir quatre ans avant de prendre une décision. Elle peut alors créer une petite unité qu'elle va tenter d'installer dans le pays local pendant six ans. Ce n'est qu'au bout de dix ans qu'elle s'implantera définitivement.*»

CHRISTOPHE DE CHENAY

Enfin un statut pour les élus !

ENFIN. Voilà le seul commentaire que mérite la décision du gouvernement de soumettre au Parlement un projet de statut de l'élu local. Enfin, parce qu'il est grand temps que la France, et surtout les Français reconnaissent que la satisfaction de se consacrer pour la collectivité ne peut suffire à compenser les complications professionnelles et familiales créées, inévitablement, par le temps consacré à la gestion de la cité. Tout travail mérite salaire. Et celui de maire, de président de conseil régional, de président de conseil général est au moins aussi, si ce n'est plus, prenant que beaucoup d'autres.

Enfin, parce qu'il n'est guère compréhensible qu'il faille dix ans pour qu'aboutisse une réforme que chacun juge indispensable, et sur les modalités de laquelle, de surcroît, se dégage, assez facilement, un consensus. On ne peut donc que féliciter M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, d'avoir convaincu M^{me} Edith Cresson de mettre l'autorité du gouvernement dans cette bataille, d'avoir ainsi réussi là où avaient échoué Gaston Defferre avec M. Pierre Mauroy, M. Pierre Joxe avec M. Laurent Fabius et avec M. Michel Rocard.

Les puristes regretteront que l'ancien projet aille moins loin, et tout particulièrement en matière de retraite des maires de petites communes, que ce qu'avait proposé, en son temps, M. Marcel Debarge, le sénateur socialiste, véritable père de cette réforme. Mais parfois, le mieux est l'ennemi du bien, même s'il est dit normal que l'Etat mette lui aussi la main au portefeuille au lieu de laisser la totalité de la charge financière aux collectivités locales. Il est vrai aussi que certaines indemnités sont calculées bien chichement. Il est ainsi surprenant qu'un maire de grande ville, qu'un président d'assemblée départementale ou régionale reçoivent un salaire inférieur à celui d'un député. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit, ou il devrait s'agir, d'un travail à temps plein. Et dans un pays aux pouvoirs écartés, ce que la décentralisation a heureusement fait de la France, la gestion d'une collectivité locale est une responsabilité aussi lourde que la fabrication de la loi, que le contrôle de l'activité du gouvernement.

Mais enfin, il ne faut pas faire la fine bouche. Avec cette réforme, après l'adoption d'une législation sur le financement des partis et des campagnes électorales, les Français vont pouvoir mieux appréhender les délicats rapports de l'argent et de la politique, la France devient une démocratie civilisée, c'est-à-dire une vraie démocratie.

THIERRY BRÉHIER
Lire page 12

De nouvelles missions pour l'Association des maires de France

Dans les coulisses du congrès qui se réunit à Paris du 22 au 25 octobre il sera sans doute beaucoup question de réforme de structures

VOICI deux ans qu'une commission de réforme, présidée par M. Marcel Lucotte (UDF-PR), vice-président de l'Association des maires de France (AMF), réfléchissait à une réforme des statuts de cette institution octogénaire. La tâche s'étant révélée pour le moins délicate, le bureau de l'AMF vient de décider, sur les conseils de cette commission, de faire appel à un cabinet d'audit. Bernard Krief Consultant, M. Michel Giraud, président (RPR)

de l'AMF, devrait en faire l'annonce à l'occasion du 74^e congrès de l'association, qui débute mardi 22 octobre à Paris.

L'Association des maires de France ne répond plus qu'imparfaitement aux attentes de ses 37 000 adhérents. Créée en 1907 pour «*étudier (...) les questions qui intéressent l'administration des communes*» et «*créer des liens de solidarité entre tous les maires de France*», cette ancienne amicale a vu ses mis-

sions changer avec la décentralisation. Les élus, confrontés à de nouvelles responsabilités, se tournent vers elle lorsqu'ils ont besoin de conseils financiers, juridiques ou administratifs. Or, la structure administrative de l'AMF, qui dispose de cinquante salariés et d'un budget de 40 millions de francs, ne la dispose guère, actuellement, à jouer le rôle d'un prestataire de services ou d'une permanence téléphonique d'urgence.

«*Les pions du AMF.*»

Les élus attendent aussi de l'AMF qu'elle défende leurs intérêts et devienne une véritable force de proposition. «*Pour l'instant, nous sommes à la remorque des pouvoirs publics, comme l'a montré l'affaire du protocole d'accord sur les régimes indemnitaires*», constate M. René Régnault (PS), membre de la commission de réforme et vice-président de l'Association. «*Notre capacité de réaction est insuffisante, nous ne faisons pas assez de prospective*», admet M. Gilbert Calamarte, directeur de l'AMF, qui aimerait voir se développer un service d'experts.

Le cabinet d'audit devra aussi se prononcer sur le rôle des associations départementales, qui ont une importance stratégique au sein de l'Association des maires de France. «*Nous sommes les courroies de transmission entre la base et Paris*», assure le président de l'Union des maires de l'Oise, M. Alain Vasselle (RPR). De plus, c'est nous qui récupérons les cotisations. Nous méritons mieux qu'un simple statut de mem-

bres consultatifs auprès des instances dirigeantes. Nous voulons 30 % des voix délibératives au comité directeur et la moitié des sièges du bureau.

M. Michel Giraud, qui considère ces associations comme «*les pions du AMF*», se montre favorable à leur proposition, dont ne veulent pourtant pas les élus de gauche. «*Les associations départementales ne sont pas pluralistes. Elles reflètent la composition politique des départements*», constate M. Regnault, qui assure avoir rencontré des difficultés pour constituer celle des Côtes-d'Armor. Pour M. Vasselle, il est temps, toutefois, que les choses changent. «*Les associations départementales ne peuvent s'exprimer que dans les commissions. Or, leurs avis sont systématiquement édulcorés lorsqu'ils sont soumis au comité directeur et au bureau, qui sont composés de façon paritaire.*»

Les consultants du cabinet Bernard Krief ne devront pas se prononcer sur la question éminemment politique du mode de représentation des diverses catégories de communes au sein de l'AMF. La commission de réforme souhaite conserver le principe «*un maire, une voix*», parce que, «*les communes, ce sont des hommes et de l'espace*». Après avoir, en vain, tenté de changer ce système, qui aboutit à une sur-représentation des élus ruraux et de la droite, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) demande aujourd'hui que le président ne soit plus élu par l'ensemble des adhérents, mais par le bureau de l'AMF, et qu'il y ait une volonté affirmée d'alternance

politique. La FNESER a renoncé à proposer une confédération de collèges (grandes villes, villes moyennes, petites villes, banlieues, communes rurales), qui, panachant représentation démographique et politique, lui serait plus favorable. Il est vrai que les associations concernées ont aujourd'hui leur vie propre et qu'elles souhaitent rester indépendantes pour mieux défendre leurs intérêts sans que leurs adhérents viennent pour autant quitter l'AMF.

RAFAËLE RIVAIS

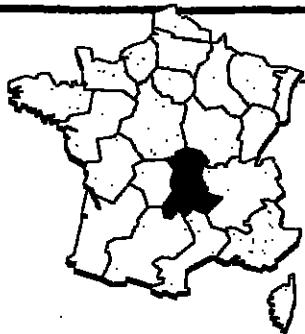
“A l'écoute de ses jeunes,
Monsieur le Maire entendait déjà
le groupe de Jazz
dans la future salle de spectacle...”

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement,
il a rencontré le Crédit Foncier.”

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

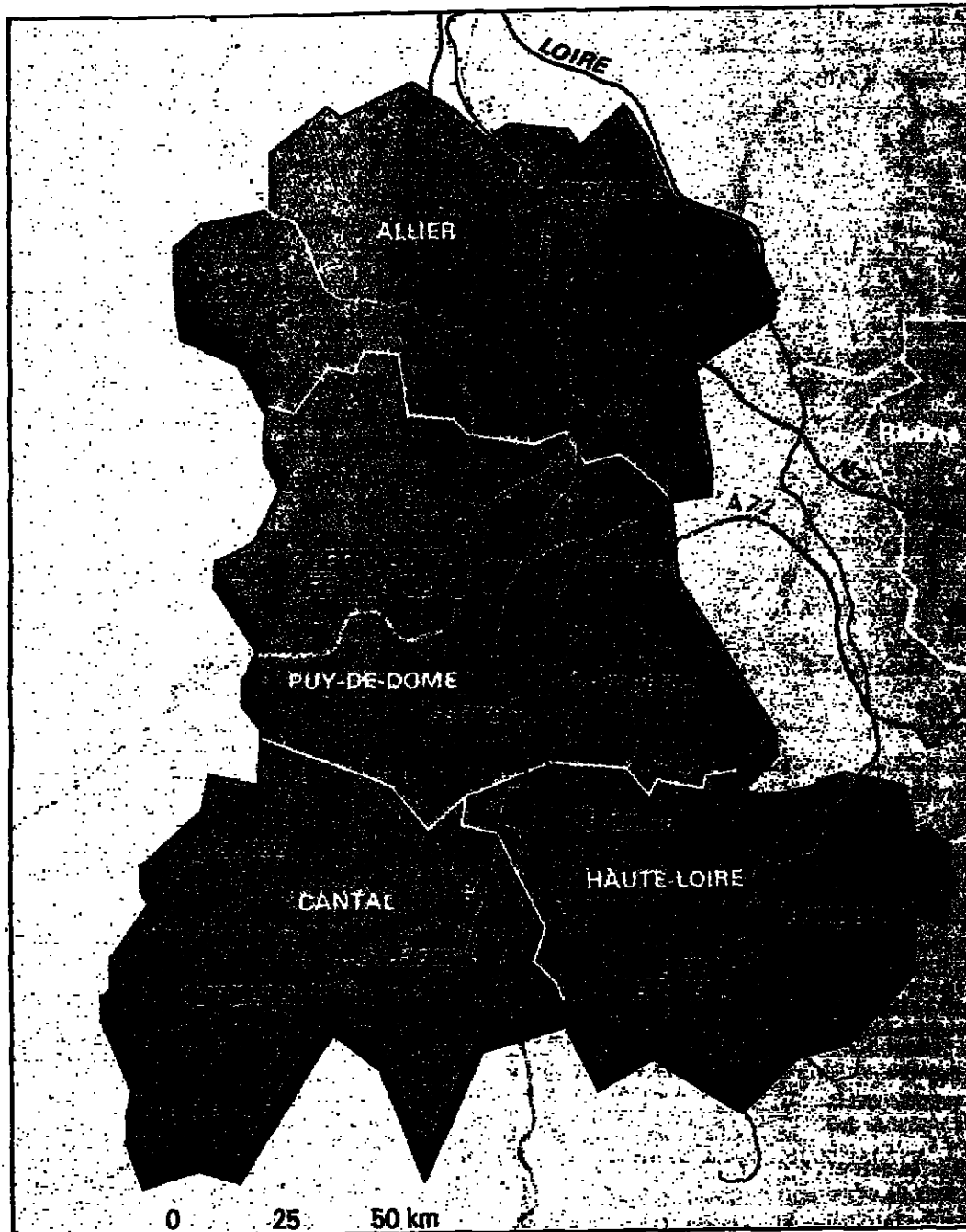
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

AUVERGNE : les vertus

Préfecture :
Clermont-Ferrand
Départements :
Allier
(préfecture : Moulins)
Cantal
(préfecture : Aurillac)
Haute-Loire
(préfecture : Le Puy)
Puy-de-Dôme
(préfecture : Clermont-Ferrand)
Superficie :
29 988 km²
Population :
1 321 214 habitants
Principales
agglomérations :
Clermont-Ferrand
(254 000 habitants)
Montluçon
(63 000 habitants)
Vichy
(62 000 habitants)
Moulins
(42 000 habitants)



La beauté des parcs
naturels des Volcans
n'y changera rien,
les Auvergnats
sont moroses.
Malgré la belle autoroute
qui les met à un jet
de pierre de Paris,
les mauvaises nouvelles
continuent à s'égrener :
déclin démographique,
restructurations
industrielles,
négligences de l'Etat.
De guerre lasse,
M. Roger Quilliot, maire
de Clermont-Ferrand,
a même démissionné
de ses fonctions.
Il y a décidément
en Auvergne,
comme l'écrivait
Alexandre Vialatte,
« plus de côtes
que de descentes ».

La « preuve » consiste en un panneau blanc et bleu frappé des deux étoiles de la CEE. Que tous les prétendus « cours » et autres « cours » européens se le tiennent bien, le centre de l'Europe est, à cet égard, et sera toujours auvergnat. Ce sont ces messieurs de l'Institut de géographie nationale qui, à l'unification de l'Allemagne, le drapeau européen flottait dans le Puy-de-Dôme, à Saint-André-le-Coq. Avec l'absorption de la République démocratique allemande, ce centre a légèrement glissé plus à l'est, dans l'Allier. Saint-André-le-Coq a remis sa bannière étoilée, et Saint-Clement, dans la montagne bourbonnaise, a défilé la sienne.

L'Auvergne peut d'autant mieux se flatter de cette position centrale qu'elle est en mesure, aujourd'hui, de banir de son vocabulaire un mot épouvantable, qui la caractérisait naguère au même titre que ses volcans, ses fromages ou sa soupe au chou : l'enclavement. « Pompidou ne raconte souvent que pour des Parisiens, « descendre » en Auvergne, c'était quasiment aller dans l'Himalaya », se souvient M. Valéry Giscard d'Estaing. Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui ? Pourtant, depuis l'ouverture de l'autoroute Clermont-Ferrand-Paris, et avec le prolongement, en bonne voie de réalisation, vers Montpellier et l'Espagne, l'Auvergne se greffe sur un axe prometteur, conforté par le projet autoroutier Clermont-Ferrand-Bordeaux, qui s'ajoute à la liaison existante avec Saint-Etienne et Lyon.

Une agriculture
à deux vitesses

Vingt bonnes années après la majeure partie des régions françaises, les Auvergnats se découvrent donc soudain désœuvrés. Le retard veut, hélas, pour les bonnes comme pour les mauvaises nouvelles. L'ouverture autoroutière coïncide en effet avec un sévère passage à vide qui fait ressortir les déséquilibres de la région. L'Auvergne, c'est avant tout Clermont-Ferrand, qui pèse bien plus sur la région que Paris sur la France. Et Clermont-Ferrand, c'est évidemment Michelin. Michelin qui, avec plus de vingt mille « Bites », représente encore près de 20 % des effectifs de l'industrie régionale. Michelin qui a perdu en dix ans près de dix mille salariés. Michelin, enfin, qui a annoncé au printemps un cinquième plan social accompagné d'une nouvelle réduction d'effectifs au-dessous de la barre symbolique de vingt mille personnes.

L'Auvergne, qui s'est longtemps félicitée de compter un nombre de grands groupes industriels supérieur à la moyenne nationale, plait maintenant, avec retard, au mouvement de reconcentration qui a accompagné la crise économique. Les restructurations successives de Michelin surviennent après celles qui ont touché les bassins mono-industriels de Montluçon, également spécialisé dans le pneumatique, et d'Issoire, touché par la crise de l'équipement automobile. Comme le pourcentage de personnes employées dans l'industrie est supérieur à la moyenne nationale, l'Auvergne a perdu en tout, de 1982 à 1989, trente-trois mille postes, et occupe, en chiffres absolus, la quatrième place du triste palmarès national des pertes d'emplois.

Ajouter à ce déclin rythmé par les plans Michelin l'inquiétante situation agricole. L'agriculture à deux vitesses

Une juxtaposition de bastions départementaux

En panne de leader, les socialistes ont assisté au retour de Valéry Giscard d'Estaing sur ses terres. Si Michel Charasse acceptait le duel en Puy-de-Dôme, la situation pourrait peut-être changer.

« Les élections régionales, mais vous pensez que les gens s'y intéressent, aux élections régionales, vous pensez qu'ils les connaissent leurs conseillers régionaux ? » Venu en coup de vent à Clermont-Ferrand pour une inauguration en banquette et une remise de décorations dans les salons de la préfecture, Michel Charasse bougonne. Qu'on s'étonne après de lui de cette soudaine assiduité régionale, et le ministre du budget pousse alors des cris d'orfèvre avant d'en appeler au préfet de région qui salue entre les invités. « Mais moi, je suis là tout le temps ! N'est-ce pas monsieur le préfet que je suis toujours là ? ». Le préfet n'en disconvient pas et opine gravement du chef. Les élections, de toute façon, sont encore loin, et l'Auvergne politique, qui se limite encore à une juxtaposition de bastions départementaux, se laisse encore désirer.

« Vous savez, je suis avant tout orléanais », assure le président centriste du conseil général, Jacques Barrot. « Le Bourbonnais, ça n'est pas tout à fait l'Auvergne », vouchera Jean Cluzel, son homologue de l'Allier. Pour la gauche, qui a perdu en 1986 la présidence de la région, le contexte n'est pas très favorable. M. Giscard d'Estaing « tient » l'Auvergne par la périphérie. Au sud, dans les deux « petits » départements du Cantal et de la Haute-Loire, tout est simple puisque la droite l'emporte invariablement depuis qu'on y vote. Mais, conseillers généraux, conseillers régionaux, députés, sénateurs, rien, ou presque, n'échappe à sa tranquille boulimie. Aux dernières élections régionales, alors que dans l'Allier et le Puy-de-Dôme la droite et la gauche se neutralisaient, ce sont ces deux départements qui ont fait la différence.

Dans le Cantal post-pompidolien, un socialiste, René Souchon, secrétaire d'Etat, puis ministre délégué de l'Agriculture, de 1983 à 1986, a pourtant effectué une percée spectaculaire

en ravissant la mairie d'Aurillac, en 1977. Ce succès a fait du Parti socialiste, réduit alors à une poignée de onze adhérents, une véritable force politique au niveau de l'agglomération. Mais M. Souchon n'est jamais parvenu pour autant à élargir son influence au-delà de la capitale régionale. Il enregistre, un rien étonné, les déboires électoraux en constatant qu'il pourrait difficilement en être autrement.

En Haute-Loire, aussi UDF que le Cantal est RPR, les socialistes dévalent également se contenter de la portion congrue. En dépit des bons résultats obtenus lors des dernières élections municipales, ils se cantonnent dans leurs villes et dans d'anciennes « poches paysannes ». Pour le président centriste du conseil général, Jacques Barrot, maire d'Yssingeaux, les motifs d'agacement ne viennent d'ailleurs pas de l'habitat du département sur lequel veille, du haut de son piton rocheux, la Vierge du Puy-en-Velay. Qu'un candidat du Front national réussisse dans ce département rural, à la faveur d'une élection cantonale partielle, à capter plus de 20 % des suffrages, voilà en revanche qui fait s'interroger !

Le « système »
Cluzel

Il y a aussi et surtout les écologistes, gonflés à bloc après leur bataille victorieuse contre le projet de barrage de Serre-de-la-Fure en faveur duquel le président du conseil général s'était totalement engagé. Pour autant, M. Barrot est convaincu que les Verts et le Front national ne troubleront qu'à la marge ce quasi-monopole. Il ne leur accorde guère qu'un siège ou deux et souligne que les écologistes chasseraient nécessairement sur les terres socialistes.

Tout au nord de la région, dans l'Allier, la boussole politique s'effile.

Les quatre députés y sont à gauche (deux communistes et deux socialistes), alors que les deux sénateurs, eux, sont à droite. Cette vieille terre républicaine, réfractaire, en 1852, au coup d'Etat de Napoléon III, et qui connaît tard au plus tard, en 1882, à Comenestre, la première municipalité socialiste du monde, demeure un des derniers bastions du communisme aggravié. André Lajoinie devrait d'ailleurs emmener la liste communiste pour l'élection régionale. Pourtant, après un long règne « rouge », le conseil général est désormais détenu par Jean Chuzel, sénateur centriste, politicien et onctueux, qui le mène « à l'ancienne », parcourant sans relâche son département, visitant ses clients année après année, canton par canton.

Le « système » Chuzel, qui résume l'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB), au nom de laquelle il adosse ses conseillers généraux, joue des divisions ancestrales entre des communistes encore puissants et des socialistes en perte de vitesse qui, de plus, n'ont pas de leader incontesté. Il n'est cependant pas infallible puisque qu'il n'a pas empêché l'implantation à Vichy, contre son gré, de Claude Mahuet, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, proche de François Léotard, qui l'a emporté aux municipales de mars 1989 contre le ticket constitué du maire sortant, Jacques Lacarin, et d'un fils de M. Chuzel.

Le président du conseil général n'entretient pas, par ailleurs, les meilleures relations avec Giscard d'Estaing qu'horripillent les termes de l'équation personnelle du « patron » de l'Allier, lequel s'accommoda à sa manière des soubresauts nationaux pour faire passer ses budgets. « Mais je m'entends très bien avec M. Giscard d'Estaing : pour prouver, nous nous rencontrons régulièrement, tous les trois ou quatre ans », ironise M. Chuzel.

Au cœur de l'Auvergne, dans le Puy-de-Dôme, c'est la gauche, et sin-

gulièrement le Parti socialiste, qui monopolise depuis longtemps le jeu politique et occupe les postes importants ainsi que le conseil général. Valéry Giscard d'Estaing ne s'est risqué, en vain, qu'une seule fois à Clermont-Ferrand, en 1989. La région était alors solidement détenue par Gabriel Montpied, socialiste bon teint, qui s'y était installé benoîtement à la Libération. En 1973, le maire s'était effacé au profit d'un auvergnat d'adoption, Roger Quilliot, futur ministre du logement, qui depuis s'est toujours fait redire confortablement.

« La guerre
des Maurice »

Grands bagarreurs, les socialistes du Puy-de-Dôme, qui n'ont pas attendu que l'on invente le congrès de Rennes pour se lancer dans d'innombrables combats de chefs, ne sont pourtant pas si mauvais. Déjà, en 1986, M. Quilliot, à la requête pressante de l'Élysée, avait dû arbitrer « la guerre des Maurice » entre le maire de Thiers, Maurice Adevah-Pouff, et le président du conseil régional sortant, Maurice Pourchon. Les dernières élections municipales ont mis en évidence un effacement des positions socialistes sur les marches de l'agglomération clermontoise. Ils ont ainsi perdu les villes d'Issoire et de Riom et n'ont conservé Thiers que d'extrême justesse.

Les socialistes sont aujourd'hui en panne de leader. La démission surprise de M. Quilliot, lundi 14 octobre, a encore ajouté à la confusion et révélé un vide politique au cœur même du système auvergnat, dans cette forteresse que constitue la capitale régionale. Ils comptent pourtant parmi eux un ministre délégué au budget, à Chamaillard, solidement implanté à Puy-Guilhem, et sensible de surcroît aux demandes électorales.

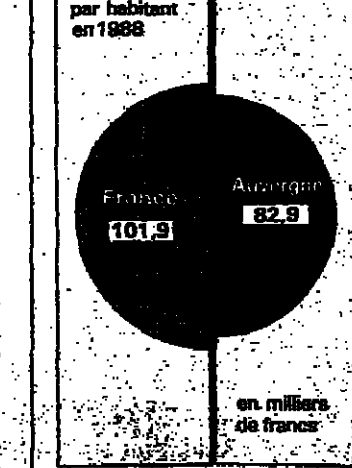
« Tout dépend de ce qu'on veut faire de ces élections : soit on banalise et on trouve bien quelque chose, soit on fait une confrontation majeure, et Charasse y va », estime Catherine Guy-Quint, maire socialiste de Courmoulon.

M. Charasse, qui lorgne depuis longtemps vers le conseil général, ne veut pas pour l'instant, en entendant parler, et énumère ses conditions. « Il faudrait vraiment que mes amis soient dans la mouise », « il faudrait qu'on puisse pas faire autrement », « il faudrait que les gens qui me présentent d'y aller et qui ne sont pas de mon camp ne soient pas réellement », il faudrait, il faudrait... Un duel avec M. Giscard d'Estaing, serait pourtant tellement pittoresque.

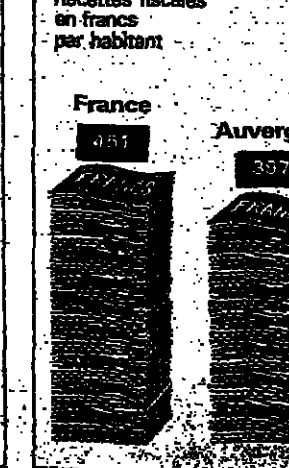
G. P.

TENDANCES

PIB

par habitant
en 1988

Budgets régionaux

Recettes fiscales
en francs
par habitant

هكسانات

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

les vertus de l'autoroute

est depuis longtemps une réalité en Auvergne. Qu'y a-t-il en effet de commun entre les céréaliers qui occupent le Val d'Allier, sur lesquels s'appuie la recherche agronomique de pointe du groupe Limagrain, et les éleveurs des zones de semi-montagne ou du bocage bourbonnais, qui se manifestent de plus en plus violemment de Moulins à Aurillac ? Il faut aller le découvrir, un discours de biens alimentaires et tenir un discours de vérité, tempère M. René Souchon, ancien ministre délégué à l'Agriculture de 1983 à 1986. « La Lozère, qui est dans la même situation que nous, est le département qui a profité le plus de la solidarité nationale et communautaire en 1990, et son agriculture ne s'en porte pas mieux pour autant. Il faut mettre l'argent sur des projets sérieux. En matière de tourisme, par exemple, où tout reste à inventer. »

Ajoutez encore à la grisaille l'effondrement démographique. L'Auvergne fuit de toute part depuis son maximum, un million cinq cent cinquante-sept mille habitants, enregistré en 1886. Entre 1982 et 1990, elle a encore perdu onze mille cinq cents habitants. Une chute qui s'explique par le double

« dé » de la région, avec un taux de chômage de 11,5 % de la population active, la Haute-Loire (7,9 %) apparaît actuellement comme particulièrement dynamique. Les bassins d'Yssingeaux et de Brioude, dépositaires d'une vieille tradition industrielle, se distinguent par un nombre record d'usines-relais. Thiers, dans le Puy-de-Dôme, possède également une tradition industrielle. Ces bassins d'emploi ont été préservés de l'effet d'attraction des grands groupes, qui ont souvent hâté le déclin des petites industries locales.

Des entreprises frileuses

Selon M. Daniel Gaillard, directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Brioude, le salut de la région ne passera pas par un développement externe. « Nous sommes plus pauvres que les autres. On peut toujours essayer de mettre la région à égalité avec les autres, mais on a souvent affaire à des échecs de primes. »

On voit mal comment pourrait exploiter le développement interne, notoirement insuffisant. « Le tissu

bre de commerce d'Issoire, des patrons prenaient la parole pour dénoncer les dangers que représenterait pour nos entreprises encore « protégées » la construction de l'autoroute. Exaspéré par les pesanteurs locales, M. Auliac a même créé une structure alternative, l'Issoire Lembreon initiatives, qui s'appuie sur les municipalités pour soutenir les « porteurs de projet. »

« Les gouvernements socialistes n'ont jamais rien fait pour l'Auvergne », tranche, péremptoire, M. Giscard d'Estaing. « Il n'y a pas de débat régional, le budget n'affecte aucune priorité », réplique M. Pouchon. Tout oppose l'ancien et l'actuel président de l'exécutif régional. M. Pouchon, farouche régionaliste, « visionnaire mystique », selon ses adversaires, a été sacrifié en 1986 au nom de la rigueur budgétaire. M. Giscard d'Estaing, auvergnat mérité d'inspecteur des finances, avait alors mené sa campagne sur ce thème et stoppé le projet, jugé dispendieux, de construction d'un hôtel de région. Une œuvre architecturale de haute volée, conçue par M. Pouchon comme un point d'ancrage régional.

L'idée d'un bâtiment-phare a pourtant été reprise par M. Giscard d'Estaing, qui s'est adapté au domaine de compétence régionale en réalisant à la périphérie de Clermont-Ferrand, le lycée technique La Fayette, dont chacun apprécie la force architecturale. A ce jour, la critique la plus forte adressée à l'actuel président de la région tient justement dans ce choix, « une position de principe maximaliste », selon un fonctionnaire d'Etat, de s'en tenir strictement aux compétences définies par les lois de décentralisation. « Il faut commencer par bien faire ce qu'on a déjà », affirme M. Giscard d'Estaing.

« Sur le fond, c'est évidemment inattaquable, mais quand on voit ce que font les Pays de Loire ou Rhône-Alpes en matière d'enseignement supérieur par exemple, on se dit qu'on n'est pas près de rattraper notre retard », juge notre fonctionnaire. « Le problème n'est pas là, coupe le maire de Vichy, M. Claude Malburet, le problème c'est qu'il n'y a pas de sous. Moins il y a d'activité, moins il y a de rentrées d'argent. Le budget de la région est d'un peu plus de 1 milliard, c'est à peine celui de la ville de Clermont-Ferrand, c'est moins que celui du conseil général du Puy-de-Dôme, ce n'est pas avec ça que vous pouvez faire des miracles. » Raison de plus pour le conseil régional, insiste M. Pouchon. « On ne sait pas avec quel travail. On nous parle de regroupement avec la Lozère et la Creuse, je ne vois pas l'intérêt de ce patchwork de misère », souligne-t-il. « La DATAR n'a pas non plus de bilan florissant, elle réfléchit sur la base du Massif central. C'est invendable, ça fait fuir, le Massif central », ajoute M. Souchon.

Des évidences géographiques

« La région n'a pas de politique industrielle, et surtout elle n'a pas conscience du besoin d'en avoir une. Le conseil régional considère qu'il a fait son travail quand il a distribué les aides selon des critères qui m'échappent parfois. C'est du saupoudrage idiot », se plaint notre fonctionnaire. « Le saupoudrage, on le fait également au conseil général du Puy-de-Dôme, concède M. Pouchon. On dépense tout notre fric en voirie alors qu'on a déjà plus de 60 % de la population dans les villes. »

Réagissant contre la morosité ambiante, le conseil a commandé, il y a peu, au cabinet Arthur Andersen une étude prospective sur la région. Cette étude a accouché d'un projet, Arvernais, qui souligne les évidences géographiques de l'Auvergne, à savoir l'existence d'un axe nord-sud, renforcé par le réseau routier. C'est de Brioude à Vichy, qui prend avec le soutien du groupe Pernier un nouveau départ dans le thermalisme haut de gamme, en passant par Clermont-Ferrand, que se concentre une bonne partie des énergies. « L'effet autoroute a été immédiat, toutes les entreprises qui se créent s'installent évidemment à proximité de l'axe Montpelliér-Pari », confirme M. Gaillard pour le bassin de Brioude. Le projet Arvernais conduit à la nécessité de renforcer les synergies de ce Val d'Allier pour en faire un pôle de résistance face au déclin. « C'était une bonne base de discussion », estime M. Pouchon. Mais sous la pression des élus « oubliés » par Arvernais, le plan s'est progressivement dilué pour prendre en compte

la plupart des agglomérations de la région. « Des études comme ça, on peut en faire autant qu'on en veut », ironise M. Auliac. « On est obligé de répartir l'effort sur l'ensemble du territoire. Personne ne se fera jamais élire sur un programme pareil, ni eux ni nous », explique M. Claude Liebermann, maire centriste de Riom.

Paradoxalement, le cinquième plan social de Michelin semble avoir au moins un effet positif. Sous le coup de cet électrochoc, les responsables politiques auraient remis leurs querelles habituelles pour tenter d'envisager l'avenir en commun. « Il y a eu un délice », assure M. Philippe Le Glas, responsable du développement industriel à la direction régionale de l'industrie et de la recherche. « C'est très net à Clermont-Ferrand, qui a vécu depuis toujours dans le confort du géant du pneumatique qui construisait à sa place les écoles, les hôpitaux, les magasins ou les stades. On ose maintenant parler de friches industrielles alors qu'il s'agissait auparavant d'un mot tabou. »

La démission de M. Quilliot, quelles qu'en soient les suites, sera sans doute l'événement de l'année pour les Clermontois après l'audition, à huis-clos, de M. François Michelin, par l'ensemble du conseil municipal, au lendemain de l'annonce du cinquième plan social. Les missions se sont multipliées, trahissant une volonté un peu déordonnée de réagir contre le déclin. Celle initiée par la DATAR, que conduit le préfet Horel, celle menée par M. Pouchon à la demande de M. Quilliot, celle enfin du groupe Michelin lui-même. « Par chance, le groupe se sent responsable », ajoute M. Le Glas. « Il faut comprendre, insiste M. Liebermann, par produit Bibendum. Michelin en fait une question de principe et de morale. »

Avant la démission spectaculaire

du maire de Clermont-Ferrand, les démarches associant MM. Giscard d'Estaing, Quilliot et Pierre Bouchaud, président du conseil général, quoi qu'en disent les intéressés, n'étaient plus rares. On a pu le vérifier avec la candidature commune au projet d'institut des sciences et techniques du vivant. « C'est bon signe, la région n'aura certainement pas le projet, car avec plus de cinq mille chercheurs et étudiants c'est vraiment un gros dossier, mais on pourra peut-être en avoir une rondelle, et surtout on a fait acte d'existence, ça pourra servir à l'avenir pour un autre dossier », estime le préfet Horel.

« Les ambitions de Montpellier, l'Auvergne et Clermont-Ferrand peuvent tout à fait les avoir », ajoute M. Alain Weber, tout jeune directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations. « La région a des atouts : une main-d'œuvre de qualité, un coût salarial modéré et un environnement de qualité », assure le préfet Horel. « Il y a un siècle, Clermont-Ferrand n'était pas la première ville industrielle de la région, et puis il y a eu Michelin, conclut M. Pouchon, soudain songeur. Qui sait, peut-être qu'aujourd'hui, place des Carmes, il y a à nouveau un type dans un atelier qui bricole un truc qui aura le même effet pour nous que la chambre à air. »

GILLES PARIS

La semaine prochaine LA BOURGOGNE

L'Alce a été la première étape de ce tour de France des régions (le Monde date 6 et 7 octobre), suivie par l'Aquitaine (le Monde date 13 et 14 octobre).

COUP DE COEUR

Moteurs !

Un week-end par an, à Courhat, dans le Puy-de-Dôme, les motos et les champêtres s'effacent devant les Harley-Davidson. Pas devant quelques unités isolées de la moto mythique, mais devant un essaim vrombissant, à la fin du mois d'août, sur le village et qui sillonnent en meutes les petites routes bleues des collines alentour.

Cela fait maintenant quatre ans que la petite municipalité du Livradois, une terre ingrate coincée entre l'Allier et le Forez, accueille le « free wheels », le rassemblement des « bikers » hexagonaux organisé par la branche française des Hell's Angels. Ils étaient plus de trois mille il y a deux ans, six mille l'an passé, et sept mille cette année...

Les rumeurs et la mauvaise réputation des motards n'y feront rien, ici, on adore. « Ils sont venus ici parce qu'on ne les tolérât plus dans le sud de la France, et parce qu'il y a, à Clermont-Ferrand, un rendez-vous de pièces détachées pour leurs machines », assure le maire, M. Henri Rigal. Il faut dire que le village a fait ses comptes. En trois jours, chaque motard laisse environ 1 500 francs à la commune et à ses commerçants.

Par ailleurs, les célébrations liées au culte de la Harley attireront bon an mal an près de 30 000 visiteurs. De quoi s'accommoder de cette invasion bonasse de cuire et de jeûner forcément tachés de cambouis, et des concerts de rock'n'roll et de rythm'n'blues qui accompagnent les libations nocturnes. Easy Rider est auvergnat.

G. P.

Le conseil régional

Président : Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
4 PC; 15 PS; 17 UDF; 9 RPR; 1 div. d.; 1 FN.
Résultats des élections de 1986 par département

ALLIER (13 sièges)

Ins.: 267 377; abst.: 21,39 %; suff. ex.: 199 069.

PC: 22,49 %; 3 élus; PS: 24,68 %; 3 élus; MRG: 4,83 %; Un. opp.: 38,57 %; 6 élus; FN: 6,67 %; 1 élu; Alternance: 2,73 %.

CANTAL (8 sièges)

Ins.: 125 505; abst.: 18,46 %; suff. ex.: 98 484.

PC: 8,42 %; PS: 35,36 %; 2 élus; Un. opp.: 54,63 %; 4 élus; FN: 3,57 %.

HAUTE-LOIRE (8 sièges)

Ins.: 156 213; abst.: 19,28 %; suff. ex.: 120 908.

PC: 5,45 %; PS: 27,10 %; 2 élus; Un. opp.: 54,77 %; 6 élus; FN: 7,63 %; Div. d.: 5,03 %.

PUY-DE-DÔME (20 sièges)

Ins.: 396 950; abst.: 19,16 %; suff. ex.: 308 158.

LO: 1,32 %; PC: 7,65 %; 1 élu; PS: 34,72 %; 8 élus; MRG: 1,28 %; Un. opp.: 45,82 %; 10 élus; FN: 5,64 %; 1 élu; Verts: 1,32 %; div. d.: 1,22 %.

déficit du solde naturel et du solde migratoire. En France, seuls le Limousin et la Lorraine perdent plus. Dans le Cantal, on se demande même si le point de non-retour n'est pas déjà atteint. « L'identité auvergnate, je la cherche dans les cimetières », grince M. Maurice Pouchon, qui préside le conseil régional de 1977 à 1986.

Le maire socialiste de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, en a d'ailleurs tiré les enseignements. Les de bataillon inlassablement contre un Etat soupçonné de négligence et des fodalités locales de l'agglomération hostile, selon lui, à ses projets de regroupement intercommunal, l'ancien ministre du logement a décidé de rendre son tablier. Grand émoi dans la capitale auvergnate.

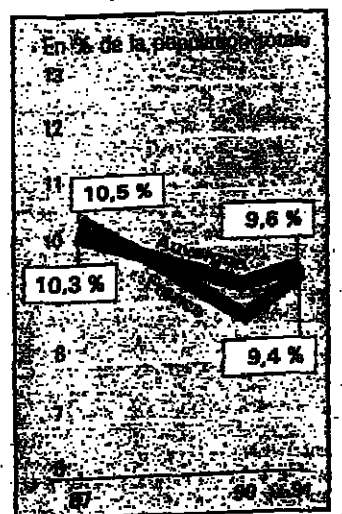
Au terme de cette énumération, on en arriverait presque à croire Alexandre Vialatte, qui fut en son temps un émetteur chroniqueur de la montagne, et qui résumait les bandes de la région par la formule selon laquelle « il y a en Auvergne plus de chutes que de descentes. »

Le taux de chômage cache quelques disparités départementales. Comparée à l'Allier, le « mauvais

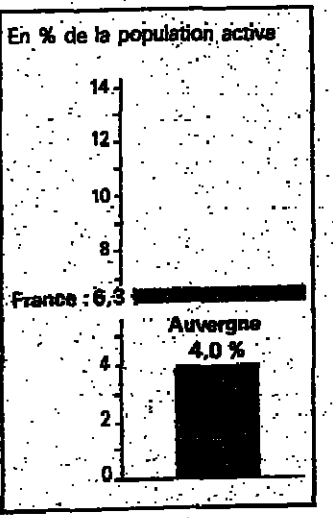
de PME et de PMI est inférieur à la moyenne nationale. Les petites et moyennes entreprises sont de qualité, mais elles sont trop peu nombreuses et trop petites », juge le préfet André Horel, chargé par la DATAR, au lendemain du quatrième plan social de Michelin, d'une mission de développement de l'agglomération clermontoise. Trouver la clef d'un redémarrage industriel en Auvergne, c'est en somme résoudre la quadrature du cercle, ou comme dans les Copains de Jules Romains, se donner rendez-vous au coin de la toute ronde mairie d'Ambert.

Mise à part l'autoroute, dont tout le monde se dispute la paternité, les collectivités et les pouvoirs publics se rejettent la responsabilité du déclin. Les chefs d'entreprise comptent les points et jugent plutôt sévèrement le bilan des chambres consulaires. « Il y a neuf chambres de commerce et d'industrie sur toute la région, vous pensez si c'est simple, et à part celles, très actives, de Brioude et d'Issoire, on ne peut pas dire que les autres font des étincelles », assure M. Daniel Auliac, qui dirige une usine de confection de bottes de sécurité. « Quand je pense qu'à des réunions de la cham-

Chômage



Population étrangère



Vous recherchez...

un tissu industriel dynamique,
un savoir-faire,
un espace ouvert et préservé.

Découvrez...

la Haute-Loire,
votre partenaire,
qui s'engage.



Comité d'Expansion Economique - LE PUY-EN-VELAY
Tél.: 71 05 41 41 - Fax: 71 05 97 98
Antenne de LYON - Tél.: 72 34 32 00 - Fax: 72 36 04 13

AGEFOS PME
AUVERGNE

NOTRE METIER:
FACILITER LA FORMATION.

12, rue Gabriel Péri 63 000 Clermont-Ferrand
Tél.: 73 35 12 02 Fax: 73 34 88 89



Une ville qui bouge, n'hésitez pas à vous y implanter
à 28 km de St-Etienne N 69,
130 km de Lyon et de Clermont-Ferrand,
une agglomération de 50 000 habitants, pour une zone
de chalandises de 140 000 habitants,
un réseau de PME avec des entreprises de niveau international
Un site et un environnement exceptionnel
Etude personnalisée, possibilité d'usine relais
Contactez M. Achou, secrétaire général Tél.: 71 09 01 34
Hôtel de Ville - 43011 Le Puy-en-Velay

HEURES LOCALES

REPÈRES

MIDI-PYRÉNÉES

Une région
un magazine

LES périodiques régionaux ont, en général, bien du mal à vivre, coïncés qu'ils sont entre de puissants quotidiens locaux et des hebdomadaires nationaux très concurrents. Il faut donc saluer la réussite de *Pyrénées magazine*, créé en janvier 1989 sous l'égide de la revue *Midi-Méditerranée* et des éditions Milan, toutes deux de Toulouse, et dont les six numéros annuels - auxquels il faut ajouter deux « hors séries » - sont vendus aujourd'hui à 60 000 exemplaires, dont 20 000 par abonnement.

Réussite qui s'explique sans doute par la qualité de la maquette et des photographies, mais aussi, surtout, par le parti pris de sa rédaction, dirigée par M. Alain Zambaux. Celui-ci veut, dit-il, « faire partager [son] envie de comprendre le pays et ses hommes », qu'il a eu l'avantage de découvrir en même temps que ses lecteurs. Accroché à son sujet, « avec chaleur mais sans esprit partisan » sur la culture entendue au sens large : les sites, la flore et la faune des Pyrénées, l'histoire et la vie quotidienne des Pyrénéens.

Un an après *Pyrénées magazine* la même équipe a lancé, suivant la même formule, à partir de Lyon, *Alpes magazine* avec un bon succès (52 000 exemplaires) mais moins éclatant et moins facile. On pouvait s'en douter : les Pyrénées, bien que cloisonnées en de multiples vallées, réparties en plusieurs pays, présentent une unité, une personnalité beaucoup plus affirmée que les Alpes ; elles suscitent, si l'on peut dire, une passion beaucoup plus affirmée et plus exclusive.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Alliance franco-belge
pour créer
une eurométropole

SIX chambres de commerce et d'industrie françaises et belges - celles de Lille-Roubaix-Tourcoing, d'Armentières-Hazebrouck, de Valenciennes, de Courmoulois, de Mouscron-Comines et de Tournai côté belge - viennent de signer un accord pour se constituer au sein d'Euro 6 en un « groupement d'intérêts économiques européens ». L'objectif est de parler d'une même voix au niveau régional et surtout international.

Il s'agit de créer une eurométropole au cœur de l'Europe du Nord-Ouest. Celle-ci, d'un poids considérable - 2 millions d'habitants, 43 000 entreprises employant 634 000 travailleurs - reste encore à construire. Il faut vaincre les obstacles liés à la frontière « artificielle » franco-belge, mais aussi la frontière linguistique entre Flamands et Wallons.

Après le dossier de la voie rapide ceinturant cette future grande agglomération, le groupe Euro 6 aura à définir une position commune sur le rôle des grandes infrastructures, comme l'aéroport de Lille-Lesquin, la gare TGV de Lille (ce qui posera le problème des dessertes et éventuellement de la prolongation des lignes de métro en Belgique), de l'Euroligne de Roubaix (le câble franchira-t-il la frontière ?).

BASSE-NORMANDIE

Difficultés financières
pour le stade Malherbe

UN audit financier du club de football de Caen vient d'appor-ter au sénateur maire, M. Jean-Marie Girault, et au conseil d'administration du stade Malherbe d'intéressants et inquiétants éléments de réflexion. Si le club, jouant en première division pour la quatrième saison, affiche de bons résultats sportifs, sa situation financière se révèle très fragile. La clôture de l'exercice 1990-1991 se solda par un déficit de 16 millions de francs sur un budget de 42 millions de francs. Le budget de la saison en cours entraînerait au 31 décembre 1991 une perte complémentaire de l'ordre de 7,5 millions de francs !

« Il nous faut trouver rapidement 25 millions de francs », commente le maire. De nouvelles entreprises sont sollicitées pour s'engager dans la voie du partenariat et un appel est lancé en direction des collectivités pour qu'elles s'engagent financièrement. L'épineuse question d'une subvention exceptionnelle doit être examinée par le conseil municipal du lundi 21 octobre.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Jacques-François Simon et de ses correspondants : Jean-Jacques Lerozier (Caen) et Jean-René Lore (Lille).

Un projet de statut pour les 550 000 élus

L'objectif est de faciliter l'accès de tous aux mandats communaux, départementaux et régionaux mais aussi d'assurer la transparence de leur nécessaire indemnisation

LE gouvernement s'est donc, enfin, décidé à sauter le pas. Au cours du conseil des ministres du mercredi 9 octobre, il a adopté deux projets sur les conditions d'exercice des mandats locaux. Deux, parce que cette réforme oblige à modifier l'ordonnance du 13 décembre 1958 sur l'indemnité des membres du Parlement, et que cela ne peut se faire que par une loi organique, alors que le reste du projet relève d'une loi simple.

Si la rédaction de ce texte implique qu'il soit définitivement approuvé avant la fin de l'actuelle session parlementaire, la charge de travail du Parlement à l'automne rend cela pratiquement impossible. D'autant que le gouvernement a décidé que la première chambre saisie serait l'Assemblée nationale, et que celle-ci est occupée par le budget jusqu'à la mi-novembre. Ce choix d'ailleurs va très probablement compliquer la discussion de ces projets au Sénat qui, en tant que « grand conseil des communes de France », ne supporte pas que le débat parlementaire sur les textes concernant les collectivités locales ne s'ouvre pas devant lui. Pourtant depuis 1982 et le premier rapport de M. Marcel Debarge, sénateur socialiste, chacun est bien convaincu de la nécessité d'un statut des élus locaux, et depuis le deuxième rapport du même Marcel Debarge, en 1990, les représentants des principales forces politiques sont d'accord sur les grands axes de la réforme que proposent aujourd'hui M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Un salaire
pour le dévouement

Le plus spectaculaire dans ce projet est bien entendu la stricte réglementation des indemnités qu'il prévoit. Celle-ci existait déjà pour les maires, mais les conseillers généraux et régionaux se les voyaient sans contrainte, ce qui entraînait des abus. Il est proposé qu'elles soient dorénavant toutes calculées par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ; c'est-à-dire qu'elles équivalraient à un pourcentage du salaire d'un administrateur civil (en général un ancien élève de l'ENA) ayant de dix à douze ans d'ancienneté, qui est, en octobre 1991, de 19 500 francs brut par mois ; ainsi elles évolueraient exactement comme les traitements des fonctionnaires, ce qui était déjà le cas pour les maires. Les collectivités locales garderaient toutefois une marge de liberté puisque les indemnités fixées dans le projet ne sont que des plafonds ; il leur serait donc possible d'accorder moins à leurs élus.

Autre changement sensible, ces indemnités seraient dorénavant fiscalisées, ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant, puisqu'elles sont considérées comme un simple remboursement de frais. Mais elles ne le seraient plus en totalité, puisque le projet prévoit qu'un Conseil d'Etat fixerait la fraction de cette indemnité qui sera considérée comme « représentative de frais d'emploi », et qui ne sera donc pas soumise à l'impôt. L'intention du projet du ministre de l'Intérieur, le gouvernement a l'intention de limiter les effets de la fiscalisation pour les maires et adjoints des petites communes, voire d'exonérer totalement d'impôt les élus des villages de moins de 1 000 habitants. C'est dire que les chiffres qui vont être donnés par la suite s'entendent « brut », et donc que leur effet sur les revenus des élus dépendra de la tranche d'imposition dans laquelle ils se trouvent, et de la part de l'indemnité qui sera finalement considérée comme frais. C'est dire, aussi, que les comparaisons avec la situation antérieure ne sont pas rigoureuses.

Maires
aux cumuls

Une nouvelle règle, elle rigoureuse, va mettre à mal les revenus des élus qui cumulent les mandats, et surtout les fonctions dans les différents syndicats, sociétés d'économie mixte et établissements publics dépendant de leur commune. Il est proposé qu'aucun d'entre eux ne puisse percevoir, au titre de ces différentes fonctions, plus d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base, soit plus de 42 952,5 francs brut par mois. Curieusement, dans l'état actuel du projet cette règle ne s'applique pas aux parlementaires eux-mêmes, qui pourraient donc cumuler diverses indemnités d'élus locaux.

En revanche, la règle ancienne qui voulait qu'un député, ou un

sénateur, ne touche que la moitié de son indemnité de maire ou d'adjoint est étendue aux membres du Parlement européen et concerne les sommes reçues en tant que membre, ou président, des conseils généraux ou régionaux ; c'est l'objet du projet de loi organique.

Les indemnités des maires et de leurs adjoints continueront donc à varier avec le nombre d'habitants de la commune, mais selon un barème de 10 strates et non plus de 16, comme c'est le cas aujourd'hui. Toutefois, l'indemnité brute serait sensiblement revalorisée. Ainsi le maire d'une commune de moins de 500 habitants, qui touchait 1 506 francs par mois, recevrait 12 % de l'indice de référence, soit 2 364 francs. Celui d'une ville de 5 000 à 9 000 habitants passerait de 6 542 à 8 472 francs (43 % de l'indice), alors que celui d'une cité de 50 000 à 80 000 toucherait 12 806 francs (65 % de l'indice) au lieu de 10 333 francs. Au sommet de la grille se trouvent les maires de Paris (celui-ci recevrait en plus l'indemnité de président de conseil général), de Lyon et de Marseille, qui bénéficieraient de l'indice de

référence plus 15 %, soit 22 657 francs. Les adjoints recevraient 40 % de l'indemnité de leurs maires. Et, nouveauté, les conseillers municipaux des villes de plus de 100 000 habitants seraient aussi indemnisés, mais dans la limite de 50 % de ce que recevrait le maire d'une commune de moins de 500 habitants. Ceux de Paris, Lyon et Marseille auraient une indemnité équivalente à 30 % de celle de leur maire.

Les conseillers généraux
et régionaux remis au pas

Le principal changement concerne les conseillers généraux et régionaux, puisqu'il est proposé qu'ils soient dorénavant indemnisés selon le nombre d'habitants de leur collectivité. Ainsi le conseiller général d'un département de moins de 250 000 habitants recevrait 7 800 francs brut par mois (40 % de l'indice de référence), alors qu'actuellement, dans les 21 départements concernés, il reçoit entre 2 658 et 12 459 francs net, selon la décision de l'assemblée départementale. De même celui d'un des 31 départements de

500 000 à 1 million d'habitants toucherait 11 700 francs (60 % de l'indice), alors qu'actuellement son indemnité varie de 3 100 à 15 293 francs. Dans les 7 départements les plus peuplés, l'indemnité serait de 13 650 francs (70 % de l'indice), mais les conseillers de Paris pourraient cumuler cette indemnité avec celle reçue au titre de conseiller municipal. Ainsi l'indemnité s'approcherait dans 78 départements, mais baisserait dans 22.

Même principe pour les conseillers régionaux. Ceux des 10 régions de 1 à 2 millions d'habitants recevraient 9 750 francs (50 % de l'indice), alors qu'actuellement ils reçoivent entre 6 043 et 11 877 francs selon les cas. De même ceux des 4 régions de plus de 3 millions d'habitants, qui touchent entre 6 945 et 22 673 francs, recevraient 13 650 francs (70 % de l'indice). C'est dire que, si l'indemnité augmentait dans 17 régions, elle diminuerait dans 5. Mais les conseillers régionaux, comme les conseillers généraux, pourraient recevoir aussi une indemnité de déplacement.

Les présidents des assemblées

La double vie d'un cadre-maire

BEAUMONT-SUR-OISE
de notre envoyée spéciale

Il faut une belle santé pour mener la double vie de Fabrice Millereau, salarié d'une entreprise agroalimentaire la moitié de la semaine et premier magistrat de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) le reste du temps. Heureusement, ce père de famille d'une quarantaine d'années, portant moustache brune à la gauloise et sourcilis en brousse, est une force de la nature. Du haut de son mètre quatre-vingt-dix, solide comme le roc, il ne craint nullement les semaines de soixante-cinq heures.

Levé à six heures et demie, il commence sa journée d'été par une tournée en ville en compagnie du chef des services techniques. Inspection des berges de l'Oise, halte sur le chemin du gymnase intercommunal, visite de la zone artisanale, retour par le centre-ville. M. le maire examine la pose des pavés de la future rue piétonne, rassure les commerçants.

Ensuite, les rendez-vous s'enchaînent sans interruption. Dix heures : conseil d'administration à l'hôpital. Dix-sept heures : entrevue avec le capitaine des pompiers. Dix-huit heures : inauguration du nouveau supermarché. Dix-neuf heures : réunion de la commission des finances municipales. Jeudi soir : séance de travail avec les adjoints. Pas de repos le samedi et le dimanche, car M. le maire entretient, mairies, hapties, civitisme. « Je passe plus de quarante heures en mairie, mais ce n'est pas suffisant, pour une ville de 9 000 habitants », estime M. Millereau.

« Pourtant, la vie de famille

s'en ressent », proteste légèrement son épouse, institutrice, qui aimerait bien le voir plus souvent. Elle se dispenserait aussi, parfois, d'assister aux remises de médailles, aux concours de jardins fleuris, aux bals de la police ou aux repas des anciens que le maire se doit d'honorer.

Le mandat d'été lui n'a découragé pas que de bons côtés. « J'ai dû sacrifier ma carrière pour m'occuper de Beaumont. J'ai fait une croix sur les augmentations de salaire et les primes de fin d'année », explique Fabrice Millereau. Il s'estime heureux d'avoir pu obtenir un poste à mi-temps à la Socopa, importante société spécialisée dans le marché de la viande, où il travaille depuis treize ans en qualité de statisticien. « On ne me a jamais reproché de ne pas faire d'heures supplémentaires. Toutefois, je risque de ne pas récupérer mon poste à plein temps si je perds la mairie. »

Un Beaumontois
pure souche

Son demi-salaire s'élève à 7 000 francs net mensuels, auxquels s'ajoute une indemnité de maire de 8 000 francs. Il reverse 500 francs à l'association Beaumont 2 000 (diverses guiches), lui a permis d'être élu, en prévision des prochaines échéances municipales. « Je gagne donc 14 500 francs net par mois. Mais il convient de déduire les frais liés à ma fonction : représentation, essence, automobile. De plus, j'ai perdu le droit à une retraite complémentaire depuis que je travaille à mi-temps. Mon pouvoir d'achat a diminué depuis que je suis maire. » Fabrice Millereau ne cache pas sa déception devant le projet de statut de l'été. « Si j'en

crois mes calculs, je recevrai 2 000 francs de moins après fiscalisation. J'aimerais encore mieux que l'on ne change rien. »

Pourtant, ce Beaumontois pure souche, militant associatif de toujours, exclu du Parti socialiste en 1989 pour s'être maintenu contre le candidat officiel, n'a aucune envie de renoncer à l'écharpe tricolore, au moment où les ambitions qu'il nourrit pour sa municipalité commencent à prendre forme. « Depuis que notre équipe est au pouvoir, la ville a cessé de ronronner. Nous avons fait venir une dizaine d'entreprises, nous avons obtenu une bourse d'autoroute à l'entrée de la zone artisanale, nous avons modernisé le centre-ville. » Fabrice Millereau n'est pas fier, entre autres, d'avoir sauvé le Beaumont-Palace, un vieux cinéma des années 50 remis à l'honneur par Eddy Mitchell dans l'émission de télévision « La dernière séance ».

Bien que la moitié des actifs travaillent à Paris ou dans la commune voisine de Persan, le maire se refuse à considérer Beaumont comme une « cité-dortoir » de la capitale. Il se plaît à énumérer les avantages de ce qu'il considère comme une « petite ville de province » : huit banques, un hôpital, une piscine, un lycée, un bureau de poste, une trésorerie principale, un centre d'examen du permis de conduire.

Pour mieux défendre les couleurs de Beaumont-sur-Oise, il a l'intention de se présenter aux élections cantonales, sur une liste écologiste. S'il gagne, il prendra le risque de démissionner de son deuxième mi-temps.

R. R.

BLOC-NOTES

dans une politique globale de gestion des ressources humaines dans les collectivités locales. Les intervenants feront le point sur les systèmes d'indemnisation et sur les perspectives du nouveau régime indemnitaire tel qu'il est défini par la loi du 28 novembre.

► Fondation pour la gestion des villes, 65, rue Le Scelleur, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70

► Informatique et collectivités locales. - Quelque 140 exposants doivent présenter, du mardi 22 au jeudi 24 octobre au CNIT Paris-La Défense, un large éventail de l'offre appliquée aux collectivités territoriales, lors des VII^{es} Journées Informatiques et Collectivités. Des conférences et des ateliers seront aussi au programme de ces journées, qui se termineront par la remise de puces de sécurité aux maires qui utiliseront mieux l'informatique pour améliorer le travail de leurs agents et le service rendu à la population.

► Journées Informatiques et collectivités locales, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 40-41-05-50.

PUBLICATIONS

► Guide des innovations sociales. - L'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des départements (ANDASS) vient de publier un Guide des innovations sociales des départements, plus spécialement destiné aux responsables locaux à la recherche d'une solution adaptée à leurs besoins. L'ouvrage se présente sous forme de fiches qui donnent une description précise de l'action considérée comme innovante par le département concerné, des bénéficiaires et des modes de financement. Le classement thématique facilite l'accès et permet d'appréhender la philosophie des approches par départements.

► Guide des innovations sociales des départements, 343 pages, 100 F. Éditeur : Direction de la vie sociale, 2-16, bd Soufflot, 92015 Nanterre Cedex.

départementales et régionales recevraient une indemnité égale à l'indice de référence plus 30 %, c'est-à-dire 25 350 francs, soit moins que l'indemnité parlementaire de base (28 635 francs). Les membres du bureau ne pourraient recevoir que 10 % de plus que les conseillers généraux ou régionaux de base.

Des salariés
protégés

Indemniser, certes, mais c'est bien. Faut-il encore que les salariés ne soient pas rebutés par les difficultés faites à ceux d'entre eux qui détiennent un mandat local. C'est l'objet de la première partie du projet de loi. Ainsi leurs employeurs seraient contraints de les autoriser à s'absenter pour participer aux réunions de leurs assemblées. Ceux qui ne touchent pas d'indemnités de fonction pourraient être indemnisés de leur perte de salaire, dans la limite de vingt-quatre heures par an et d'une fois et demie la valeur horaire du SMIC.

De même certains d'entre eux bénéficieraient d'un crédit d'heures pour leur travail hors séances officielles. Il serait de l'équivalent, par mois, d'une semaine de travail pour les maires des villes de plus de 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents et vice-présidents de conseils généraux et régionaux ; d'une demi-semaine pour les maires de communes de moins de 10 000 habitants, les adjoints de celles entre 10 000 et 30 000 habitants, et les conseillers généraux et régionaux ; d'un cinquième de semaine pour les adjoints des communes de moins de 10 000 habitants, les adjoints d'arrondissement de Paris, de Lyon et de Marseille, les conseillers municipaux de villes de plus de 100 000 habitants.

Dans ces deux cas, l'entreprise pourrait retenir le salaire correspondant, mais les droits sociaux seraient maintenus pendant ces absences, et cela ne pourrait être la cause ni d'un licenciement, ni d'un déclasserement professionnel, ni d'une sanction. Les maires des villes de plus de 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents de conseils généraux et régionaux, pourraient décider d'abandonner leurs activités professionnelles pour se consacrer totalement à leur mandat. Dans ce cas ils seraient affiliés au régime général de la Sécurité sociale, et bénéficieraient, comme les parlementaires, d'une possibilité de retrouver leur emploi à la fin de leur mandat.

Une maigre
retraite

Tous les élus auraient aussi droit à une formation permanente. Elle pourrait être, au maximum, de six jours pour la durée d'un mandat. Les frais de déplacement, de séjour, d'hébergement seraient pris en charge par la collectivité locale, qui pourrait aussi indemniser la perte de revenu dans la limite de une fois et demie la valeur horaire du SMIC. Mais les voyages d'étude, dont sont si friands les conseils généraux, ne pourraient être organisés au titre de cette formation ; de plus ceux-ci devraient avoir un lien direct avec l'intérêt de la collectivité, et leur coût prévisionnel devrait être publié.

L'amélioration des retraites des élus locaux paraît bien modique à tous ceux qui espèrent que la collectivité saurait se montrer reconnaissante envers ceux qui ont consacré une partie de leur vie à se dévouer pour elle. Mais le ministre des finances a estimé que le coût d'une reconstitution de pension pour les maires des petites communes serait trop élevé. Chacun continuerait donc à ne percevoir qu'une retraite calculée en fonction de ses cotisations passées, ce qui est bien peu, sauf pour les élus d'un conseil général ayant mis en place une caisse particulière. Dans le projet il est prévu que tous les élus, et non plus simplement les maires comme actuellement, pourraient cotiser à une caisse de retraite complémentaire, l'IRCANTEC. Ceux qui profiteraient de la possibilité d'arrêter toute activité professionnelle seraient affiliés au régime général de la Sécurité sociale. Les autres pourraient se constituer une retraite par rente (capitalisation), leur collectivité participant pour moitié à la constitution de celle-ci.

Le projet prévoit que cette réforme entrerait en application à l'occasion des élections cantonales de mars prochain. Mais cela impliquait qu'il soit définitivement voté avant. Ce n'est certainement pas le seul point qui risque d'être modifié, voire amélioré, au cours des débats parlementaires.

Th. B.

JUSTICE

Une journée nationale de la prison

A l'occasion du bicentenaire du code pénal et de la sanction carcérale, la FARAPEJ (Fédération associations réflexion prison et justice) (1), présidée par le pasteur Jean Holbman, a organisé une journée nationale « prison » samedi 19 octobre.

Des débats étaient prévus à Valence, Tours, Bourges, Lille et Lyon. A Paris, la FARAPEJ a organisé un colloque sur « le code pénal de 1791 à 1991 » et sur « la société civile et l'exécution des peines » à l'Arche de la fraternité de la Défense.

Ce colloque est accompagné d'une exposition de photos de Valérie Winckler et d'un

spectacle produit par M. Pierre Lascoumes, professeur et historien, à partir de la reconstitution des débats de 1791 sur le code pénal. « Il n'est pas pour demain, l'anniversaire de la suppression des prisons », note M. Jean Holbman dans un éditorial du journal de la FARAPEJ consacré à cette journée. (...) Il faut donc aujourd'hui faire avec. Contribuer à gommer au maximum les effets destructeurs de la prison. Aider à l'insertion de ces lieux d'enfermement par la scolarité, de l'apprentissage, de la culture, du sport, des loisirs éducatifs, de la formation professionnelle. » La FARAPEJ

regroupe vingt-trois associations issues de vingt villes de France. L'un de ses piliers, l'ARAJEJ, créé en 1976 par quatre aumôniers de prison, protestants et catholiques, compte aujourd'hui trente-deux salariés.

Elle tente de faciliter la réadaptation des sortants de prison, notamment à travers la création de centres d'hébergement et la mise en place de services d'aide aux familles de détenus et aux sortants en difficulté.

(1) FARAPEJ : 32, rue Olivier-Noyer, 75 014 Paris. Tél. : (01) 75-61-77-13.

La libération conditionnelle fait diminuer le taux de récidive

Récidive. Le mot fait florès dans l'univers carcéral. Il recouvre une réalité mal définie qui varie, selon les interlocuteurs, de 30 % à 60 %, voire 70 %. « C'est un sujet sur lequel nous croyons tout savoir, alors qu'en réalité rien n'est clair, remarque M. Pierre Tournier, chercheur au CESDIP (1). De qui parle-t-on lorsque l'on évoque le « taux de récidive » ? Des sortants de prison, des condamnés, ou des personnes arrêtées comme c'est le cas dans certains pays ? De quelle récidive s'agit-il ? Des nouvelles condamnations, avec sursis ou ferme, ou du retour en prison, même suivi d'un non-lieu ? Et enfin, sur quelle période travaille-t-on ? Ce fameux « taux » n'est sans doute pas le même trois, cinq ou dix ans après la détention. »

Les chiffres floues, il est vrai, sont rares : la dernière enquête nationale sur ce sujet date de 1981 (2). Afin de faire à nouveau le point sur ce « taux de retour » invoqué souvent à tort et à travers, le CESDIP et la direction de l'administration pénitentiaire ont lancé en 1988 une étude précise sur le « retour en prison » des détenus condamnés à une peine de trois ans et plus (3). Plus d'un million de dossiers ont ainsi été épluchés un à un par deux démographes, l'un du CESDIP, M. Pierre Tournier, et l'autre de la direction de l'administration pénitentiaire, M^{me} Annie Kenney. Leurs conclusions sont claires : sur les 1 016 détenus libérés en 1982, 345 avaient été à nouveau condamnés à une peine de prison ferme en 1986. Le taux de retour (4) s'établit donc à 34,3 %. Au bout de quatre ans, un tiers des détenus avaient donc déjà regagné

leur cellule. Qui sont-ils, et pourquoi sont-ils de retour ? Le facteur principal est le lourdier du passé judiciaire. Les détenus qui n'avaient jamais été condamnés auparavant se réinsèrent plutôt bien : au bout de quatre ans, 23 % « seulement » sont de retour en prison. En revanche, les détenus dont le casier judiciaire est chargé ont du mal à rompre avec leur passé : quatre ans après leur sortie, 61 % ont retrouvé leur cellule. La situation familiale joue elle aussi un rôle : les détenus mariés retournent beaucoup moins en prison que leurs compagnons célibataires ou divorcés. L'écart est très net : 24 % contre près de 40 %.

Contre la peine incompressible

Mais l'une des découvertes les plus intéressantes de cette étude concerne l'impact des libérations conditionnelles. Sur ce sujet, le débat est souvent vif : les uns souhaitent favoriser l'espoir en multipliant les possibilités de sortie, les autres tiennent à tout prix à ce que la peine soit effectuée en entier, quels que soient le détenu, sa conduite, et ses possibilités de réinsertion. Deux logiques, deux convictions, deux points de vue qui innovent parfois l'efficacité.

L'étude tranche le débat sans ambiguïté : les détenus qui bénéficient d'une mesure de libération conditionnelle se réinsèrent beaucoup plus facilement que ceux qui sortent une fois leur peine achevée. Les chiffres sont clairs : le taux de retour varie du simple au double. « Le retour de ceux qui ont accompli

leur peine est nettement plus fréquent, et ce quel que soit le nombre de leurs condamnations antérieures, l'infraction initiale, et leur âge, souligne M. Pierre Tournier. Ce phénomène est sans doute lié à la fois aux critères de sélection des bénéficiaires, un choix qui ne semble pas aléatoire, et à l'influence des mesures d'aide et de contrôle qui accompagnent la libération conditionnelle. Ces derniers sont suivis, assistés et aidés lors de leur sortie de prison, et ce travail, on le voit, porte ses fruits. »

Voilà un sérieux coup porté à tous les partisans des peines incompressibles, qui insistent pour que les détenus accomplissent en totalité la peine prononcée. Les mesures de libération conditionnelle, qui tentent d'aider les détenus à retrouver progressivement une « normale », favorisent incontestablement la réinsertion.

Plus intéressante encore est la comparaison entre les détenus de 1973 et ceux de 1982. Les premiers sont sortis de prison après avoir accompli 78 % de leur peine ; les seconds en ont effectué 66 %. Il y a à cela de nombreuses raisons : les détenus de 1982 ont bénéficié à la fois de la loi de 1972 sur les réductions de peine et de celle de 1975 sur les réductions de peine exceptionnelles pour les détenus ayant réussi leurs examens et pour ceux qui présentent des pages exceptionnelles de réadaptation sociale. Se sont ajoutées à cela les mesures d'aide et de contrôle mises en place par la loi de 1972 et l'arrivée de M. François Mitterrand à la présidence de la République : en 1981, la grâce et l'amnistie dites « Badinter » avaient fait sortir

bien des détenus de prison. A l'époque, la droite s'était indignée. Beaucoup prévoyaient des taux de récidive importants parmi ces détenus « indisciplinés » libérés.

L'étude, pourtant, aboutit à une conclusion inverse : malgré la multiplication des libérations conditionnelles, malgré les effets de la grâce et de l'amnistie de 1981, les détenus de 1982 ont été moins « récidivistes » que leurs prédécesseurs de 1973 : en neuf ans, le taux de retour a subi une baisse relative de 12 %. Un recul que la composition des deux groupes de détenus ne suffit pas à expliquer. « Il faut être prudent, note toutefois M. Pierre Tournier. On ne peut pas affirmer que la baisse du taux de retour est la conséquence directe des réductions de peine, des grâces et de l'amnistie. Une chose cependant, est sûre : les réductions de peine, les grâces et les amnisties, qui avaient été tant dénoncées, n'ont pas provoqué d'augmentation du retour en prison. »

ANNE CHEMIN

(1) Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), 4, rue de Mondovi, 75 001 Paris.

(2) Cette étude porte sur un échantillon représentatif des sortants de prison libérés en 1982, à une date comprise entre le 1^{er} avril 1981 et le 31 mars 1982 (1 016 dossiers).

(3) « Le retour en prison, analyse diachronique », Travaux et documents n° 40, avril 1991, Annie Kenney, SCERF, Pierre Tournier, CESDIP.

(4) Le « taux de retour » défini par M. Pierre Tournier et M^{me} Annie Kenney est le rapport entre le nombre de nouvelles affaires sanctionnées par une peine de prison ferme dans un délai de quatre ans après la libération du détenu.

EDUCATION

L'enseignement catholique réclame 5 milliards de francs

Lundi 21 octobre, 2 200 établissements privés du second degré devraient adresser au préfet de leur département une demande d'indemnité relative au retard cumulé entre 1983 et 1990 dans le versement du forfait d'externat. Selon le secrétaire général de l'enseignement catholique, le montant des arriérés atteint 5 milliards de francs. Destinée à financer les dépenses de fonctionnement, le forfait d'externat est calculé, pour l'enseignement public et privé, en fonction du nombre d'élèves inscrits. Les établissements catholiques d'enseignement secondaire lancent cette action malgré les 60 millions de francs inscrits cette année au collectif budgétaire. Le contentieux porte, en effet, sur le rattrapage des années précédentes. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, devrait recevoir pour la première fois, dans les prochains jours, la Commission permanente de l'enseignement catholique.

SPORTS

FOOTBALL : championnat de France. - Auxerre a battu Nancy (3-1) et Sochaux s'est imposé devant Lyon (1-0), vendredi 18 octobre, en matches avancés de la quatorzième journée du championnat de France.

TENNIS : Olivier Delaître demi-finaliste à Lyon. - Vainqueur de l'Américain Johan Kriek (6-2, 7-6), le Français Olivier Delaître s'est qualifié, vendredi 18 octobre, pour les demi-finales du tournoi de Lyon, où il rencontrera l'Espagnol Sergi Bruguera qui a battu l'Américain Kevin Curren (6-0, 7-6). L'autre demi-finaliste opposera l'Américain Pete Sampras, vainqueur du Suédois Jonas Svensson (6-2, 6-2), à son compatriote Brad Gilbert qui s'est imposé contre l'Argentin Alberto Mancini (6-2, 6-2).

Le procès de Canson devant la cour d'assises du Var

La fin pitoyable d'une héritière dépouillée

Le procès de Canson entre, lundi 21 octobre, dans sa troisième semaine devant la cour d'assises du Var à Draguignan. De nombreux témoignages se révèlent accablants pour l'accusée, M^{me} Joëlle Pesnel.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

Suzanne de Canson est morte, le 16 septembre 1986, comme une réprouvée. Dépouillée de sa fortune, claquemurée dans la villa de Joëlle Pesnel, sa fausse protectrice, après dix mois de lente dérive vers la démence. Une fin que les témoignages entendus au cours de deux journées d'audience ont permis de suivre dans toutes ses étapes et d'en mesurer le caractère pitoyable.

Elle se dessine vers la fin de 1985. A cette date, le *« Grand homme dévillé »*, le tableau de Muriel, joyau de la collection de Canson, a été acheté au prix de 5 millions de francs par la Louvre. Au terme de longues manœuvres, Joëlle Pesnel était parvenue à se l'approprier par le biais d'un pseudo-successeur de sa grand-mère (le Monde du 17 octobre). L'argent va rentrer.

Joëlle Pesnel achète une villa à La Garde, dans la périphérie de Toulon, où elle aménage avec ses deux derniers enfants, de neuf et douze ans, et M^{me} de Canson. Au début de novembre, un incident survient. La vieille dame est sortie. Elle s'est égarée et sera ramenée par la police à la villa qu'elle ne quittera plus qu'une seule fois : cinq mois plus tard, le 13 mars, elle sera en effet transportée chez un notaire toulonnais devant lequel elle signera un testament faisant de Joëlle Pesnel sa légataire universelle.

Sa vie de recluse est connue, ensuite, par les déclarations des nombreuses employées de maison, factotums ou amies de Joëlle Pesnel qui ont été les témoins. Avec des variantes, selon l'époque où ils ont fréquenté la villa de La Garde, selon, aussi, leurs impressions - contradictoires - et la mémoire qu'ils ont gardée des faits, ils racontent la même histoire. Celle d'une vieille dame qui passe une grande partie de son temps dans sa chambre, fermée à clé, volets toujours clos.

« Un squelette vivant »

Une pièce que tous décrivent « nue », avec un lit pour tout mobilier et d'où s'exhalent, comme le rapportent la plupart, « une odeur insupportable d'uréments et d'urine ». Chacun insiste sur la maigreur et l'état de faiblesse, de plus en plus impressionnants, de M^{me} de Canson. Une « ombre » dont Denis de Kreuer, un chauffeur de taxi genevois, venu à La Garde, en avril 1986, « conservera toujours le souvenir ». Un « squelette vivant » qui rappelle à Sonia Cochet, embauchée en août, « les Africains du Sahel ». A ses employées successives, M^{me} Pesnel tient le même discours : se tante - c'est ainsi qu'elle désigne constamment M^{me} de Canson - « est folle et dangereuse » et il convient de

s'en méfier car elle est capable « de planter un couteau dans le dos de quelqu'un ».

Après l'intermède de la signature surréaliste du testament, le tableau n'a fait que se noircir. Nicole Lussion, âgée de cinquante-huit ans, qui a travaillé comme aide-soignante pendant le mois de juillet 1986 l'a brossée dans un récit accablant pour la défense : « La première fois que j'ai vu la madame, elle était décaillée, elle était recroquevillée sur son lit dont le matelas avait été enlevé parce que M^{me} Pesnel disait qu'elle ne cessait de le souiller. Elle avait un chiffon pour se couvrir et elle était pleine d'excréments, même dans la bouche, avec le coton de ses couches-culottes. Dans la chambre, il n'y avait plus d'ampoules et elle était donc, jour et nuit, dans la noir. »

La « mémé », laissée sans vêtements, n'aurait pas eu le loisir, si elle en avait eu le force, de faire une nouvelle « fugue » : le portail de la villa était, en permanence, lui aussi, fermé à double tour. M^{me} Lussion se souvient encore que M^{me} Pesnel « lui levait le tête avec un mélange de Mir (un produit pour la vaisselle) et de javel » et qu'on lui avait fait boire « un mélange de pastis et de whisky (bonne dose, elle aime ça) ».

M^{me} de Canson, il est vrai, prenait parfois ses repas avec les autres occupants de la maison « à mangé-à-normale ». Mais souvent, elle devait se contenter de salades qu'on lui servait « avec une cuillère ». Quand M^{me} Pesnel s'absentait deux ou trois jours, a expliqué M^{me} Cochet, personne ne s'occupait d'elle. Et le soir, quand les femmes de ménage étaient parties, personne dans la maison n'était, apparemment, habilité à lui faire prendre son dîner. Le sachant, M^{me} Lussion lui « cachait de la nourriture derrière le sommier ». Cette femme, pleine d'humanité, a dénoncé, sans succès, aux services sociaux de La Garde l'enfermement et les mauvais traitements infligés à M^{me} de Canson.

Un seul témoin, Yvette Groussat, une amie de M^{me} Pesnel, a pris le contre-pied de toutes ces accusations. Si, selon elle, la chambre était fermée à clé, c'était pour protéger M^{me} de Canson contre les méfaits d'une chienne caniche à laquelle « rien ne résistait ». La défense de M^{me} Pesnel, pour sa part, plaide la démence progressive dans laquelle est tombée la vieille dame de soixante-seize ans qui rêvait encore, trois mois avant sa mort, de ses chers tableaux hérités d'un père qu'elle adorait. Il s'agissait, en l'occurrence, de la protéger, non pas des chiens de la villa, mais d'elle-même.

Dans leur rapport d'expertise sur les causes « probables » de la dégradation de l'état de santé de M^{me} de Canson, à partir de 1986, le professeur Serge Brion et le docteur Jacques Leyrie, neuro-psychiatres, ont donné, à ce sujet, leur avis : « La dégradation de l'état de M^{me} de Canson, ont-ils conclu, ne paraît pas être seulement naturelle par l'évolution d'une démence liée à son âge », mais « liée à un manque initial de nourriture par carence de l'entourage. »

GUY PORTE

MÉDECINE

Sang et scandale

Suite de la première page

Sans doute convient-il de rappeler, comme nous l'avons fait à plusieurs reprises dans ces colonnes, que la très grande majorité de ces contaminations s'est produite à une époque où l'on ne pouvait pas techniquement les prévenir, à une époque aussi où l'on connaissait encore mal la physiopathologie de cette nouvelle maladie virale. Pouvait-on pour autant ignorer à ce point l'étendue du mal ?

Il fallut attendre 1989, quatre ans après les dernières contaminations des mille deux cents malades hémophiles et la mort déjà de plusieurs dizaines d'entre eux, pour qu'un système d'indemnisation - baptisé « Fonds de solidarité - associant des fonds publics et privés soit enfin créé. Or ce qui pouvait être perçu à

l'époque comme un moindre mal apparaît aujourd'hui comme une véritable injure faite aux victimes, compte tenu du volume des sommes octroyées - bien inférieures à celles fixées par les tribunaux - mais, aussi et surtout à cause de la promesse sous-traitée aux « bénéficiaires » de ne pas engager d'action en justice.

La découverte des conditions dans lesquelles on a cherché, à partir de l'été 1985, à écarter des produits sanguins contaminés ne pouvait dès lors que précipiter les événements, même si cette pratique - difficilement admissible avec le recul - ne semble pas avoir été à l'origine de nouvelles contaminations. La justice états-unienne, l'Association française des hémophiles rejoignant sur le tard ceux qui, autour de M. Jean Pécron-Garnier et de son Association des polytransfusés, avaient très tôt refusé

l'argent offert, le scandale devait éclater. C'est le cas aujourd'hui. La « volonté de transparence » exprimée par deux ministres du gouvernement et le rapport demandé à M. Michel Lucas, patron de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), n'aurait pas suffi à faire toute la lumière sur le sujet.

Empêtré dans les contradictions - de nombreux acteurs de l'époque exerçant tous leurs des fonctions médicales ou politiques, - incapable, semble-t-il, d'arbitrer quant à l'indemnisation massive des hémophiles et des polytransfusés contaminés (les estimations se situent à plusieurs milliards de francs), le gouvernement doit aujourd'hui répondre au plus vite à de multiples et graves questions d'ordre financier.

Les services du premier ministre ont-ils pu, à partir de 1984, comme nous l'a révélé le professeur Jacques Roux (le Monde du 15 octobre), ancien directeur général de la santé, prélever de l'argent sur un chapitre officiellement affecté à la prévention générale, celle du sida en particulier ? Si oui, à quelles fins ? Comment ont été utilisés, de 1982 à 1989, les importantes sommes bloquées sur un mystérieux compte bancaire alimenté par le marché noir de produits de sang, et dont l'existence est décrite dans un rapport de l'IGAS datant de 1985, que l'on avait tout fait pour garder secret ? Les deux nouveaux rapports demandés à l'IGAS et à l'inspection générale des finances, apporteront-ils de véritables réponses à ces questions ?

JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI

Une lettre de M. François Mercereau directeur du cabinet de M. Bianco

A la suite de nos informations concernant les freins opposés en 1985 et 1986 par le gouvernement au dépistage du sida (le Monde du 19 octobre), nous avons reçu le texte suivant que M. François Mercereau, directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, nous demande de publier au titre du droit de réponse :

Il est faux d'affirmer que « pour des raisons économiques et dans un souci protectionniste, le gouvernement a freiné en 1985 et 1986 le dépistage du virus du sida ».

En effet, le test de dépistage du sida, dès qu'il a été mis en place, était disponible dans les hôpitaux et dans les centres de transfusion sanguine.

La question du remboursement ne se posait que pour les laboratoires d'analyses privés qui

se plaignaient « de l'exclusivité » des hôpitaux.

4) La solution retenue ne réservait pas le remboursement à la technique Pasteur, puisque la nomenclature des actes de biologie permettait la prise en charge des techniques d'immunofluorescence.

5) La décision qui ne portait, il faut le répéter, que sur les modalités de remboursement pour les seuls laboratoires privés a été prise après concertation, entre tous les ministères concernés.

5) Je m'élève contre toute tournure de phrase laissant entendre que j'étais en désaccord avec M^{me} Duloix.

Aucune des précisions apportées par M. François Mercereau ne contredit à notre sens les informations que nous avons publiées. Nous malmenons par ailleurs toutes nos affirmations.

J.-Y. N. et F. N.

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

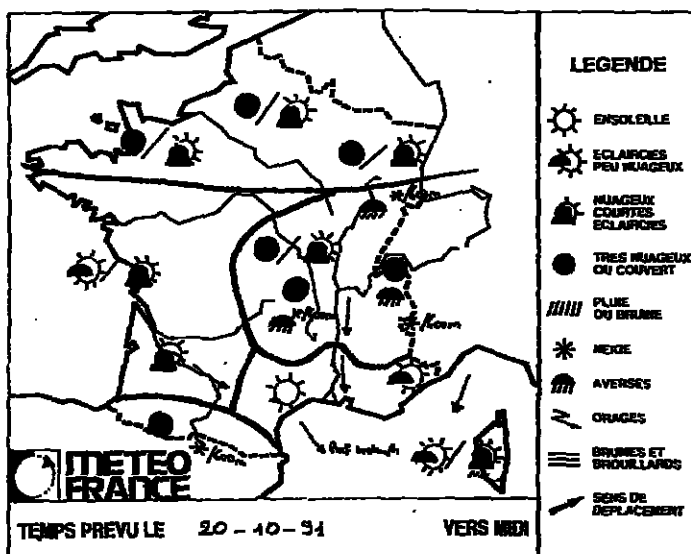
2 catalogues par an
Librairie GUENEGAUD
10, rue de l'Édénou
75008 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Le Monde

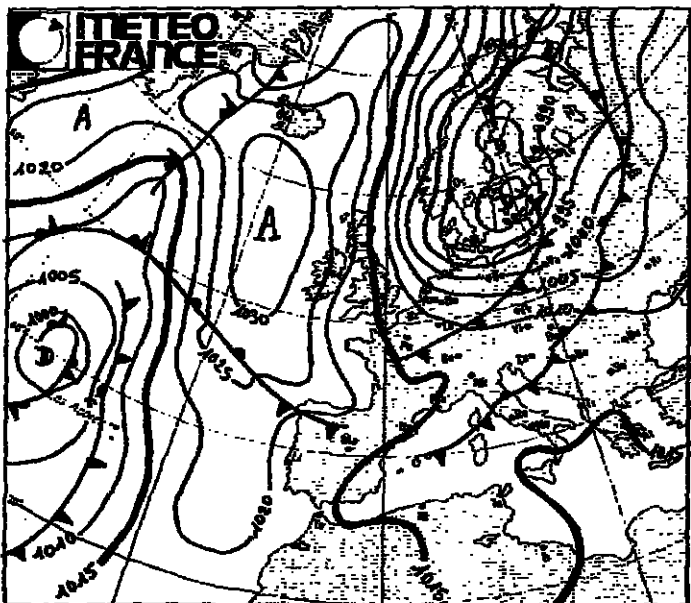
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-87

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 20 octobre 1991
Froid et souvent gris
Fort mistral et tramontane



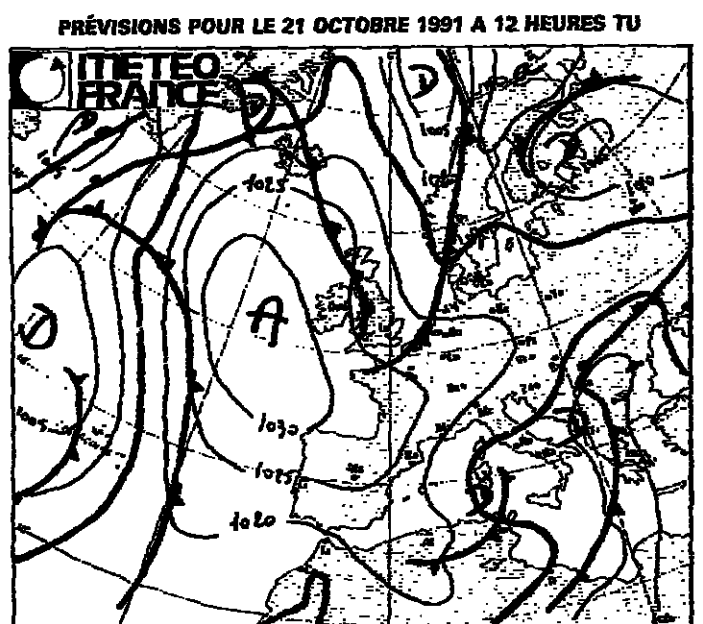
SITUATION LE 19 OCTOBRE 1991 À 0 HEURE TU



Lundi 21 octobre : averse dans le Sud-Est. Sur les régions alpines, la neige sera modérée une grande partie de la journée. Des averses parfois fortes de pluie ou de neige au-dessus de 500 mètres seront fréquentes le matin, plus éparpillées l'après-midi où elles alternent avec quelques éclaircies.

Sur le littoral méditerranéen, passages nuageux mais belles éclaircies.

Sur le reste du pays, les brouillards ou la grêle de nuit de la nuit, mais l'après-midi, un début d'amélioration se fera sentir. Le soleil fera de brèves apparitions, hormis sur le Nord-Ouest où il sera absent de la journée.



PRÉVISIONS POUR LE 21 OCTOBRE 1991 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-10-1991 à 18 heures TU et le 19-10-1991 à 6 heures TU												
le 19-10-91												
FRANCE												
AJACCIO	22	15	N		TOULOUSE	12	10	C	LOS ANGELES	24	15	D
BIARRITZ	18	14	N		TOURNAI	14	4	B	LUXEMBOURG	6	4	P
BORDOIX	15	9	A	F	POINTE-A-P	28	23	D	MADRID	13	13	C
ÉTRANGER												
BREST	13	7	D						MARSEILLE	23	11	N
CANN	9	6	D		ALGER	20	16	P	MEXICO			
CHERBOURG	10	6	C		AMSTERDAM	10	7	A	MILAN	18	13	N
CLERMONT	11	5	C		ATHENS	21	27	N	MONTREAL	14	4	D
DJAN	11	5	C		BANGKOK	27	23	N	MOSCOW	13	11	C
GENÈVE	14	6	P		BARCELONE	21	17	N	NAGANO	16	16	C
GRANDVILLE	14	6	P		BERLIN	9	9	D	NEW YORK	23	11	N
LAKE	9	6	N		BELGRADE	12	8	B	OSLO	10	8	D
LAGUARDS	17	7	C		BELLEUSE	10	6	N	PALMA-DE-MAJ	22	16	N
LAGUARDS	19	14	N		BELLEVILLE	10	6	N	PEKIN	6	6	D
MAGNELLIE	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	RE-REINCHOND	36	23	N
MANCY	9	6	P		BELLEVILLE	12	8	B	ROME	23	19	D
MANTRES	14	6	P		BELLEVILLE	12	8	B	SARAJEVO	21	20	D
LYON	12	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	SINGAPOUR	25	19	D
MASSILLIE	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	STOCKHOLM	9	7	P
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	SYDNEY	23	19	D
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	TOKYO	23	19	N
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	TUNIS	28	22	N
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	VARSOVIE	10	10	C
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	VERONA	17	15	N
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B	VIENNE	12	10	C
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL	13	7	C		BELLEVILLE	12	8	B				
MONTREUIL</												

مركز الفن

CULTURE

THÉÂTRE

Yannis Kokkos entre Troie et Mycène

Le scénographe d'Antoine Vitez et de Jacques Lassalle présente à la Comédie-Française « Iphigénie » de Racine

Antoine Vitez avait choisi de monter Iphigénie dans la scénographie de Yannis Kokkos, en coproduction avec le Théâtre national de Strasbourg - Jacques Lassalle en était alors directeur, - où le spectacle a été créé. Yannis Kokkos a repris le projet. Il prépare à l'Opéra Bastille son Boris Godounov déjà mis en scène à Bologne. Et pour Cardiff, Tristan et Isolde. Comme il nous l'a expliqué, il ne sera plus scénographe que de lui-même.

« Par le dessin, dit Yannis Kokkos, j'ai toujours voulu capter l'espace de la scène. Un espace que j'imagine habité par les acteurs mythiques de ce temps, grecs et étranges. C'est-à-dire, je l'ai dit, des auteurs anglo-saxons, ou bien d'Europe centrale. Plus que sa clarté, l'obscurité de la Grèce m'a manqué. L'auteur le plus proche de nous est Kafka. C'est vrai. Nous nous retrouvons dans sa sensibilité, dans les rapports qu'il instaure entre l'individu et l'État, dans son univers labyrinthique... »

« Mon travail est nourri de cette obscurité, de cette lumière violette qui ne révèle pas les choses, mais les modifie, les rend plus mystérieuses. Et moi, je voudrais élucider ce mystère. Autre chose : la Grèce que j'aime fait la jonction entre l'Orient et l'Occident. Entre Mycène et Troie, elle est le carrefour où naît la civilisation. Si on parle théâtre, on voit qu'Eschyle, le premier tragique, a exprimé dans les Perses, je ne dirais pas l'admiration bête envers l'ennemi et son éloge, mais un appel à la compréhension, comme l'a fait Césaire avec les Nègres. C'est ça, la civilisation : le contraire de la haine. »

« Si je cherche mes influences, je les trouve au cinéma : chez Paradjanov, qui regarde sa Géorgie en poète enfantin et anonyme, ou Pasolini, qui a rêvé le Quattrocento à partir d'une vision magnétique de l'Orient. Dans ces regards, il y a la réalité et l'illus-

oire. Il y a une histoire personnelle et un rêve collectif, une démarche qui rappelle la culture byzantine, où se sont unis la Grèce et l'Orient, et c'est ça qui m'intéresse. Mon travail va dans deux directions : Vers l'ascétisme avec Jacques Lassalle, vers le baroque avec l'Opéra, avec Vitez aussi, qui m'a apporté son extrême rigueur réaliste et le goût du langage. »

« J'aimais imaginer des acteurs dans un espace, j'ai appris à aimer les mots : j'en suis arrivé logiquement à la mise en scène. L'expérience de l'école de Chaillot a été déterminante. Vitez m'avait confié une classe, j'ai travaillé avec les élèves sur la façon, dont, à partir d'un tableau, on peut raconter des choses purement théâtrales. Nous avons pris la Déposition du Christ de Tintoret, la Ronde de nuit et nous sommes arrivés à prolonger l'image sur une situation théâtrale autonome. Un peu sur le modèle d'Asia Djebar, romancière tunisienne qui, dans son livre Les Femmes d'Alger entre elles, est partie du tableau de Delacroix, se l'est approprié pour redonner quelque chose de très intime sur sa propre culture. »

Relier le contemporain à une mémoire très ancienne

« Le travail à l'école a été comme une illumination. Il a provoqué en moi le désir d'aller plus loin. Le théâtre, pour moi, est une façon de relier le contemporain et une mémoire très ancienne. Une façon de passer par les acteurs pour exprimer des émotions très secrètes. Des acteurs précis. Quand j'ai fait les décors du Souffle de l'ange, j'avais les traits d'Audrey Hepburn, j'imaginais Didier Sandre au milieu de la mer, Robin Remond devant Mogador... J'ai besoin de penser à une présence particulière, à la dégradation d'un corps dans l'espace, d'une voix. »

« Ma première mise en scène a été la Princesse blanche, un rêve vieux de deux mille ans, que j'ai mis dix ans à réaliser. Le texte m'avait brûlé

quand j'en avais lu en grec. J'étais obsédé par l'image de deux visages ensemble, celui d'Edith Piaf et celui de Mirella Freni. Je ne pouvais pas continuer, mais Franco Quadri qui dirigeait le Festival de Gibellina - la ville détruite par un tremblement de terre - m'a demandé l'Oreste de Xenakis. Je suis arrivé en fin d'après-midi, j'ai reçu un choc. Les gens portaient les vêtements de leurs parents morts, ils avaient retrouvé des attitudes anciennes, une façon de marcher, de laisser pendre leur veste sur l'épaule... Sur les ruines du village, il y avait mille personnes, qui allaient interpréter la terrible famille des Atrides sur les débris de leur propre maison. Ils n'étaient pas acteurs, Agamemnon, c'était le gref-

« A Bologne, j'ai fait les décors de Don Carlos pour André Serban. Et là, j'ai reçu un extraordinaire cadeau : Boris Godounov. Je suis plus tête brûlée qu'on ne le pense puisque j'ai accepté. Les conditions de travail sont sensiblement les mêmes qu'au théâtre, si l'on excepte la rapidité du travail, mais ça ne me gêne pas beaucoup. Je prépare très longtemps, et la première fois qu'on entend l'orchestre, le spectacle prend une telle dimension fantastique. »

« J'ai accepté Iphigénie pour des raisons très précises. Je devais faire les décors avec Antoine. Nous devions commencer à travailler le jour même de sa mort. Nous n'avons jamais parlé, sinon je ne l'aurais pas fait, j'en aurais pas été capable. J'ai réuni une sorte de petite troupe à l'intérieur de la grande troupe. Nous avons travaillé à partir de Poussin, parce qu'il se situe à la frontière de l'incarnation et de la dissolution. Le jeu doit se situer à cette même frontière entre une gestuelle très travaillée et l'émotion la plus directe. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Comédie-Française, à 20 h 30 depuis le 17 octobre, en alternance.

LECTURE

Un entretien avec M^{me} Evelyn Pisier

« La fureur de lire » est un travail de longue haleine nous déclare le directeur du livre au ministère de la culture

La troisième « Fureur de lire » battait son plein en France ce week-end. Ses deux premières éditions avaient rencontré un incontestable succès. Atomisée en une multitude d'initiatives, des plus modestes aux plus ambitieuses, la fête du livre tente de promouvoir une « pratique » culturelle menacée. Ce caractère festif, spectaculaire et public, lié à une activité essentiellement privée, ne pouvait que croiser les critiques virulentes à l'égard de ce que Marc Fumaroli a appelé « l'État culturel » (voir le Monde des 6 et 26 septembre). M^{me} Evelyn Pisier, directrice du livre au ministère de la culture, nous a donné son sentiment sur cette fête.

« La fureur de lire » antenne sa troisième année. Quels enseignements tirez-vous des deux premières éditions ?

« Avant de parler de bilan, je parlerais volontiers de sens. On est dans une atmosphère polémique. Dans le débat sur l'action du ministère de la culture et de la direction du livre, on peut se poser certaines questions, et bien entendu elles se posent aussi à propos de « La fureur de lire ». Il faut d'abord prévenir les confusions. Certains considèrent que c'est une fête sans lendemain ou bien, plus grave, qu'elle n'est destinée qu'à faire oublier ce que l'État ne fait pas. En fait, c'est exactement le contraire : « La fureur » est un travail de longue haleine, sur toute l'année, avec les porteurs de projets, qui sont liés d'une manière ou d'une autre avec les métiers du livre. Il s'agit de faire la promotion du livre et de la lecture et de mettre en valeur les métiers du livre. »

« Cet aspect promotionnel et un peu spectaculaire lié à la

lecture ne vous dérange-t-il pas ?

« Non seulement cela ne me gêne pas, mais je considère que l'État est dans son rôle en faisant la promotion d'une activité dont on dit précisément qu'elle est en péril. Grâce à cette fête, l'État donne à voir ce qui est fait socialement, or on sait bien à notre époque que ce qui n'est pas vu a forcément moins d'existence. Le sens du service public, c'est d'apporter un soutien là où l'initiative privée serait impuissante. Je ne crois pas à l'État culturel mais je crois vraiment au service public. Donc, accorder un soutien promotionnel, pas seulement au produit livre, mais aussi à l'activité de lecture et aux métiers qui les accompagnent, me paraît aller complètement dans le sens de la mission de l'État. »

« Cela dit, je suis heureuse qu'il y ait débat. La critique peut être constructive, ne serait-ce que pour corriger ici ou là. Mais il est triste de constater que le livre et la lecture servent d'alibi à des règlements de comptes politiques. S'il y a une cause qui ne devrait pas être politisée, c'est bien celle-là. Ce dérapage conduirait à oublier la distinction entre l'administratif et le politique. »

« La distinction est-elle si claire ? Le ministère de la culture n'a-t-il pas totalement une ligne, une action politique à défendre et à promouvoir à travers son administration ?

« C'est exact. N'empêche qu'en France on a des mots pauvres, et dans ce débat sur la politique on ne sait pas toujours ce qu'on dit. Quand on parle de politique publique, on entend très souvent « politique », politisation, et il y a quelque chose de malsain à perdre le sens et le contenu de cette notion. »

« Par ailleurs, quand les adver-

saire de « La fureur de lire » s'impriment, ils donnent l'impression que c'est une fête massive, homogénéisante. En fait, elle est dirigée vers des publics très différenciés, et il y a là une source de pluralisme. En aucun cas ces manifestations ne sont là pour entraîner l'illusion que la lecture est donnée sans effort. »

« N'entraînent-elles pas cependant cette illusion, que le mot « fureur » renforce ?

« Non, je ne crois pas. Si l'on veut bien se renseigner et regarder de plus près, on se rend compte que, cette année, les initiatives de « La fureur » n'ont jamais été autant tournées vers l'idée de qualité, d'effort. Encore une fois, les publics sont différenciés, et il y a toute une série de manifestations qui ne se situent pas à la même hauteur. »

« Je veux bien qu'il y ait un débat sur le label. A vrai dire le mot « fureur » ne me plaît pas spécialement. Mais j'assume en revanche la notion de fête. La fête semble relever des principes démocratiques les plus sains. Elle appartient depuis la III^e République à l'espace public, qui est celui du citoyen. »

« Peut-on mesurer les effets de ces manifestations ? Doit-on en attendre une modification en profondeur de l'attitude face à la lecture ?

« Le livre et la lecture ne se prêtent pas bien à l'évaluation. On s'est aperçu cependant que les libraires vendent davantage et que les inscriptions augmentent notablement dans les bibliothèques qui organisent des animations. Si on ne parlait pas sur une modification de la place de la lecture dans les pratiques culturelles, on ne ferait rien. Mais il est d'autant plus difficile de mesurer cette modification que l'on est sur une attitude défensive. »

Propos recueillis par PATRICK KÉCHICHIAN

Les mots, l'amour, la chair

Cohen, dit par François Chattot et Clotilde Mollet
Joyce, dit par Hélène Vincent
Quand la littérature réchauffe les planches

DES BABOUBINS ET DES HOMMES
de Bobigny
MOLLY BLOOM
d'Angers

On se méfie souvent des spectacles de théâtre « volés » à la littérature, manie trop systématique et souvent décevante que ne justifie pas toujours la rareté des textes contemporains. Mais Des babouins et des hommes, lu par Jean-Louis Houderin, qui s'était déjà taillé un beau succès avec le Monde d'Albert Cohen, c'est miraculeux. Il est arrivé à une telle coïncidence avec l'écriture qu'il donne à tous l'envie de le lire et de le relire. Il en exprime, en grande intelligence, toute la fantaisie et le goût quelquefois provocant de la caricature. La verve joyeuse, parfaitement originale avec laquelle sont racontées les relations tumultueuses des hommes et des femmes. Au travers de la voix de l'homme, on entend le plus éloquent et amoureux éloge de la femme.

Des babouins et des hommes doit son nom à l'un des dix manuels de la séduction consignes dans Belle du seigneur, où Cohen s'en prend sans ménagement aux hommes dont l'inconduite sentimentale rappelle parfois celle du primate aux fesses rouges. Le spectacle est réalisé avec une grande économie de moyens. Pas de décor, pas de lumières - c'est peut-être dommage car on pourra constater un léger déficit poétique, et deux acteurs seulement. Mais c'est François Chattot et Clotilde Mollet, jeune femme au visage incroyablement expressif, égale-

ment premier prix de violon. Elle s'accompagne pendant tout le spectacle.

Lui est bien ce « Don Juan de la société des nations », comme on l'a dit de Cohen et de son héros, Solal. Grand, séduisant, mutin, Chattot est tout cela.

De son côté, à Angers, on rend un superbe hommage à Joyce, irlandais le plus fou. Dramaturge, Yves Premier. Mise en scène, Jean-Michel Dupuis. Interprète, Hélène Vincent, qui a trouvé là l'un de ses plus grands rôles.

Hélène Vincent est Molly Bloom, l'épouse modèle, la plus forte, voix de femme, parce qu'elle est directe, impudique, provocante. Après qu'en mille pages Joyce a montré le parcours emprunté à l'Ulysse d'un parfait et imparfait Dublinois, Molly, sa femme, donne sa propre version d'une vie tout entière consacrée à l'observation des hommes.

Économique de moyens ici aussi. Pas de décor, mais des lumières très soignées de Gaëlle de Malglaive qui créent par petites touches une ambiance tantôt légère tantôt sombre, à l'unisson d'une mise en scène rigoureuse, au plus près de l'efficacité du texte, opposant une grande simplicité à la grande difficulté de rendre vivant le monologue.

Hommes et femmes, là comme chez Cohen, sont montrés avec une irrésistible drôlerie et une précision chirurgicale, une présence, une chair franchement appétissantes. De ces deux extraits d'auteurs incomparables surgissent deux spectacles cousins, très différents et pourtant si semblables dans leur achèvement.

« Des Babouins et des hommes » : M. C. 93. Bobigny. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 17 novembre. Tél. : 48-31-11-45. « Molly Bloom » : Nouveau Théâtre d'Angers. Centre culturel Jean Vilar. Jusqu'au 28 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures (seul le 27). Centre d'animation Jean-Vilar. Tél. : 41-88-90-08.

MODE

Jean-Paul Gaultier : au bonheur des dames

C'est aux Tuileries que, cette saison, Jean-Paul Gaultier a planté son chapiteau. Deux mille cartons d'invitation en forme de jumeaux ; un podium couvert de gazon ; des arceaux de toile à rayures transparentes et le défilé a commencé comme un concours d'élégance. Conséquences, pompadours, coiffures, les mannequins font des mines : revêtus les robes. Qui, ce sont les Parisiennes de Gaultier. Une veste noire, un pantalon blanc, des espadrilles à semelles compensées, des gants noirs pour la touche de couleur. On reconnaît immédiatement l'allure, mélange de gouaille et de chic, guill-guill à l'histoire de la mode, aux pouds fins de siècle comme aux silhouettes des années 50, taille d'abeille, pantalon cigarette et mules en ébène.

Comme il fleurait une boutonnière, Jean-Paul Gaultier s'amuse, ajoute encore et toujours de la fantaisie là où la plus grande excentri-

cité obtient la plus grande rigueur, là où un superbe costume pantalon de garbardin et sa blouse transparente - hommage à Yves Saint-Laurent - rencontrent, dans un corset espigolé et baroqué, des Madames Ross en paillettes de soie fleurie ou à pois, des petits marquis disco, des égrises de garçonniers, avant le quart d'heure érotique du déshabillage. Surgies d'une photo de Carlo Mollino, voici les bottines de fétichisme, les gajoles, les gaines entières. C'est de Paris dans un magasin de nouveautés, Jean-Paul Gaultier court entre les rayons de blanc et le comptoir de la corseterie, rembourse les soutiens-gorge emboutis et tire les combinés-culottes, met les dessous dessous et l'inverse. Mais rien n'est carice, voyez-vous, c'est une recherche, c'est tourner autour du corps, jouer sur l'offert et l'entreouvert, le fluide et le rigide, le collant et l'ample, avec un ton léger, heureux.

L. B.

John Galiano : le plaisir

John Galiano n'a pas manqué à la tradition de se faire désirer pendant plus d'une heure, d'attiser l'attente en faisant jouer la lumière et en envoyant la musique sur un podium vide, comme si l'on assistait à un défilé d'invisibles fantômes venus d'un château écossais. Et c'était presque des fantômes qui se sont enfin matérialisés, venus de quelque maison close. Plutôt les survivantes d'un séisme, surprises en pleine nuit, tirées de leur voluptés, égarées, languides, la démarche mal assurée, traînant la grâce de leurs boucles défilées, d'une larme de rimel sur leur joue pâle. A la hâte, sur les impalpables voiles transparentes, déchirés, elles ont enfilé des redingotes d'incroyables à haut col, qui semblent faites de papier craquant multicolore, de soie raide, brochée, baroquée, ou gris souris laissant deviner la doublure écossaise, ou d'un austère prince-de-galles, le même que pour les pantalons collants à taille basse, les mini-jupes. Certaines ont pourtant pris le temps de se coiffer

d'introuvables chapeaux Mario-Antoinette, immenses, ornés de fleurs et de bouillonnés. Des bouillonnés, il y en a partout, sur les longues chemises en lambeaux, les fourreaux rapés, les crinolines à longue traîne de dentelle blanche. Ils entourent les seins, le rebondi des fesses, se posent sur les caracos, les peignoirs alanguis, les gaines, les bas grillés, les corsets blancs lacés d'un fin cordon noir...

John Galiano habille d'un ébouriffant spectacle des lingerie comme toute scène, chemises de soie maron glacé, beige rosé, des fourreaux noirs très montants, qui dessinent des corps de rêve. Comme des gosses comblés, les spectateurs ont tout de suite oublié l'attente. Il ont fait un trompe aux mannequins, belles comme des poupées perverses, au garçon blond apparu le temps d'un éclair dans l'encoignure de la cabine.

C. G.



Le Paris qui ose de Thierry Mugler.

Thierry Mugler : rodéo-parade

Il était une fois la salle Wagram : un public secoué par chacune des apparitions sur le podium. Défilé-choc, pointu comme ses talons clous, violent comme ses créatures sanglées dans des jeans en vinyle peu de vache. Et ça claque, et ça brille dans un tourbillon d'images empruntées au Far West, à Las Vegas, aux années 40 : lèvres rouges, jungle des Women de Cukor, cheveux roulottés à la Maria Montez, ses cow-boys en chap's de paillettes ou en jupe scelle de cheval se dressent sur leur monture, dignes de l'ouest et boots à franges de fouet, harnachement clouté d'or.

Avec un extraordinaire sens de l'image, Thierry Mugler multiplie les défis visuels et techniques : les crinolines de fer forgé, les rutilants bustiers Harley Davidson, pur chrome, sont les moments forts d'une mode retranchée dans ses extravagances de cabaret de fin de monde comme dans un refuge, un abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces têtes de mort pailletées aux yeux de

strass, ce travesti en bas résille, qui tremble dans une sublime parodie de Joan Crawford, toutes ces épaules de coucou, ces desperados noués, lacés, forment les Hell's Angels d'une Amérique interdite, puritaine. Il y a du David Lynch et du Dennis Hopper dans l'air, mais c'est un Parisien qui regarde et qui griffe. Et loin de ses dernières collections, davantage inspirées de la vidéo ou de la bande dessinée, Thierry Mugler joue ici le théâtre « camp », plus tragique, plus douloureux et plus noir. Le voici qui sème des bombes dans les diligences - remake de *Everyday is a Holiday* - une Mae West en dentelle mauve, furie de saloon en guêpière grillagée, tire sur la foule bien-pensante avec des pistolets de strass, des collants à pépites d'or, dans un carambolage de *most tourés* en démission (rayonnant, Ivana Trump, ex-épouse du milliardaire new-yorkais, apparaît le visage baïonné, les hanches corsetées dans une jupe lamelle). Thierry Mugler triomphe dans un hommage au Paris qui ose et s'enivre.

L. B.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

SPECTACLES

SAMEDI 19 - DIMANCHE 20 OCTOBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Tartuffe (1925), de Friedrich Wilhelm Murnau, 15 h ; Thérèse (1986), de Alain Cavalier, 17 h ; Lawrence d'Arabie (1952, v.o.), de David Lean, 19 h.

DIMANCHE

Profession : reporter (1974), de Michelangelo Antonioni, 15 h ; Justine (1968, v.o. s.t.f.), de George Cukor, 17 h 30 ; Hattori (1982, v.o. s.t.f.), de Howard Hawks, 20 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

La Cinéma-thèque, l'INA et le musée du Jeu de Paume : Trois Tristes Tigres (1967-1970), de Raul Ruiz, 18 h ; la Ville des pirates (1953), de Raul Ruiz, 20 h.

DIMANCHE

La Cinéma-thèque, l'INA et le musée du Jeu de Paume : la Vocation suspendue (1977), de Raul Ruiz, 18 h ; l'Hypothèse du tableau volé (1978), de Raul Ruiz, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Homage à la Warner Bros : Char- ches d'or (1935, v.o. s.t.f.), de Busby Berkeley, 14 h 30 ; Little Caesar (1931, v.o. s.t.f.), de Mervyn LaRoff, 17 h 30 ; Arsenic et Vieilles Dentelles (1944, v.o. s.t.f.), de Frank Capra, 20 h 30.

DIMANCHE

Homage à la Warner Bros : Casablanca (1947, v.o. s.t.f.), de Michael Curtiz, 14 h 30 ; la Garce (1949, v.o. s.t.f.), de King Vidor, 17 h 30 ; l'Esclave libre (1957, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus- tache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

SAMEDI

L'Empire des médias : Histoire de la presse : Presse, Pouvoir et Société (1981) de Philippe Princes, 14 h 30 ; le Rôle de la critique de télévision : Mes- sages de presse : Eclair journal, la Rue de papier (1937) de Jean-Claude Ber- nard, 125 rue Montmartre (1989) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; Presse de pro- vince : Judith Trépoivre (1978) de Patrice Chéreau, 20 h 30.

DIMANCHE

L'Empire des médias : Faire un journal : Faire la Monde (1968) de Christian Mor- tier, Numéro zéro (1977) de Raymond Depardon, 14 h 30 ; Dessinateurs de presse : Massacres (1982) d'Yvan Builer, Tim et de Gaudin (1982) d'Yvan Builer, 18 h 30 ; la Presse dans les années 50 : Actualités Gaumont, les Dents longues (1952) de Daniel Gelin, 18 h 30 ; Techniques de presse : la Monde du Plomb (1982) de H. Lachiz, G. Goldman, P. de Saint-Hilaire, Ho- rraze (1980) de Claire Clouzot, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A. v.o.), Cinoches, 6 (48-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (no-zé-land, v.o.), Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.), Rax, 2 (42-38-83-93) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Haute-Faule, 6 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AY CAMELA (I. Esp., v.o.), Latina, 4 (42-78-47-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 OCTOBRE

« La peinture italienne de Léonard de Vinci au Caravage », 11 heures, Musée du Louvre, porte Jauriat (P.-Y. Jassat).

« Visite de l'Opéra Bastille » (dans l'ordre des arrivées), 11 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Paris et son histoire).

« Une originale création de l'archi- tecture Dubaut », 14 h 30, 82, avenue Desferrière-Rochereau (S. Roj- ker).

« Les hôtels Renaissance du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de- Ville, sortie rue Lobau (D. Bouchard).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, au haut des marches, à gauche (Tour- nisme culturelle).

« L'École des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Clugny », 15 heures, 17, rue Malherbe (P.-Y. Jassat).

« De Watteau à David, les amours des deux », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

« Pianos préparés par Arman, Bayus, Del, Lavier », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

« La cathédrale Notre-Dame. His- toire et symboles de l'architecture et de la sculpture gothiques », 14 h 30, devant le portail central (Arts et cetera).

« La peinture flamande du quin- zième siècle au Louvre », 14 h 30, entrée des groupes, passage Richelieu (M.-G. Lebland).

« L'église et le quartier Saint-Ge- orges », 14 h 30, devant l'église, place Saint-Germain (A. nous deux Paris).

« Tombes célèbres du cimetière de Passy », 14 h 30, 1, rue du Comman- dant Schœffer (J. Pouchot).

« Les petits appartements meublés du Louvre et leurs boisseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XVI et les folles commandes de Marie-Antoinette », 14 h 30, musée Louvre-Rivoli (J. Haudry).

« Les appartements royaux du Lou- vre et la vie quotidienne de la cour »,

BACKDRAFT (A. v.o.) : Forum Ori- zon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, 6 (45-42-41-46) ; Gaumont Par- nasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-54-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).

LA BANDE A PISOU (A. v.f.) : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BARTON FINN (A. v.o.) : Forum Ori- zon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-98-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escuriel, 13 (47-07-28-04) ; Miroir, 14 (45-30-52-43) ; Sept Par- nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger- main-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 4 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BOYZ'N THE HOOD (A. v.o.) : Gau- mont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Miroir, 14 (45-30-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

LA CHAIR (It. v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

CHIENNE DE VIE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Studio 28, 18 (48-06-36-07).

LE CHOIX D'AIMER (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

CITY SLICKERS (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).

LES COMMITMENTS (Américain, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

DANCE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-57-57-47).

LES DOIGTS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

DOUBLE IMPACT (A. v.f.) : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol. v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

L'EXPERIENCE INTERDITE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Rive Gauche, 5 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-18) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-54-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Wapler II, 19 (45-22-47-94).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-57-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopie, 5 (43-25-84-65).

HOMICIDE (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5 (43-57-57-47) ; L'Empire, 14 (45-43-41-63).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-55) ; Miroir, 14 (45-30-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).

LES LAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) ; Epée de Bois, 5 (43-57-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

MISERY (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

MOISSISSIPPI MASALA (A. v.o.) : Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60) ; L'Empire, 14 (45-43-41-63) ; Studio 28, 18 (48-06-36-07).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathé Wapler II, 19 (45-22-47-94).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (L. v.o.) : Espace Saint-Michel, 9 (44-07-20-49).

NAVY SEALS (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galande, 6 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

POINT BREAK (A. v.o.) : UGC Dan- ton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-33-88).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Escuriel, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

RAGE IN HARLEM (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Images d'ailleurs, 5 (45-57-18-09) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 6 (47-70-21-71) ; Paris Club, 10 (47-70-21-71).

RAGSABE (Ind., v.o.) : Utopie, 5 (43-25-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AMANTS DU PONT-NEUF. Film français de Lászlo Carax : Gau- mont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; La Pagode, 7 (47-05-12-18) ; Gau- mont Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-57-57-47) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-54-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-47-94).

CROC-BLANC. Film américain de Randolph Kessler, v.o. : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publi- cis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Las Halles, 1 (40-26-12-12) ; Rax, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Publi- cis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ; UGC Gobelin, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobe- lin, 13 (45-61-94-55) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-54-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).

TERMINATOR 2. (A. v.o.) Film amé- ricain de James Cameron, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Rax, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).

ALICE (A. v.o.), Cinoches, 6 (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (no-zé-land, v.o.), Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rax, 2 (42-38-83-93) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Haute-Faule, 6 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AY CAMELA (I. Esp., v.o.), Latina, 4 (42-78-47-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 OCTOBRE

« La peinture italienne de Léonard de Vinci au Caravage », 11 heures, Musée du Louvre, porte Jauriat (P.-Y. Jassat).

« Visite de l'Opéra Bastille » (dans l'ordre des arrivées), 11 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Paris et son histoire).

« Une originale création de l'archi- tecture Dubaut », 14 h 30, 82, avenue Desferrière-Rochereau (S. Roj- ker).

« Les hôtels Renaissance du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de- Ville, sortie rue Lobau (D. Bouchard).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, au haut des marches, à gauche (Tour- nisme culturelle).

« L'École des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Clugny », 15 heures, 17, rue Malherbe (P.-Y. Jassat).

« De Watteau à David, les amours des deux », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

« Pianos préparés par Arman, Bayus, Del, Lavier », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

« La cathédrale Notre-Dame. His- toire et symboles de l'architecture et de la sculpture gothiques », 14 h 30, devant le portail central (Arts et cetera).

« La peinture flamande du quin- zième siècle au Louvre », 14 h 30, entrée des groupes, passage Richelieu (M.-G. Lebland).

« L'église et le quartier Saint-Ge- orges », 14 h 30, devant l'église, place Saint-Germain (A. nous deux Paris).

« Tombes célèbres du cimetière de Passy », 14 h 30, 1, rue du Comman- dant Schœffer (J. Pouchot).

« Les petits appartements meublés du Louvre et leurs boisseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XVI et les folles commandes de Marie-Antoinette », 14 h 30, musée Louvre-Rivoli (J. Haudry).

« Les appartements royaux du Lou- vre et la vie quotidienne de la cour »,

20 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Conservatoire de Paris).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

« L'infirmerie Marie-Thérèse et la fon- taine souterraine », 14 h 30, 82, avenue Desferrière-Rochereau (S. Roj- ker).

« Les hôtels Renaissance du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de- Ville, sortie rue Lobau (D. Bouchard).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, au haut des marches, à gauche (Tour- nisme culturelle).

« L'École des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Clugny », 15 heures, 17, rue Malherbe (P.-Y. Jassat).

« De Watteau à David, les amours des deux », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

« Pianos préparés par Arman, Bayus, Del, Lavier », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

« La cathédrale Notre-Dame. His- toire et symboles de l'architecture et de la sculpture gothiques », 14 h 30, devant le portail central (Arts et cetera).

« La peinture flamande du quin- zième siècle au Louvre », 14 h 30, entrée des groupes, passage Richelieu (M.-G. Lebland).

« L'église et le quartier Saint-Ge- orges », 14 h 30, devant l'église, place Saint-Germain (A. nous deux Paris).

« Tombes célèbres du cimetière de Passy », 14 h 30, 1, rue du Comman- dant Schœffer (J. Pouchot).

« Les petits appartements meublés du Louvre et leurs boisseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XVI et les folles commandes de Marie-Antoinette », 14 h 30, musée Louvre-Rivoli (J. Haudry).

« Les appartements royaux du Lou- vre et la vie quotidienne de la cour »,

20 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Conservatoire de Paris).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

Handwritten note in a box at the top right: "M. Jean-Louis Giral".

ÉCONOMIE

La réunion des ministres de l'agriculture de la CEE

La France ne s'oppose plus à la réforme de la politique agricole commune

BILLET

La « bonne action » du CNPF

La boucle est bouclée. M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a formulé vendredi 18 octobre devant l'Association des journalistes de l'information sociale (A.J.I.S.) une proposition qui s'inscrit parfaitement dans la logique patronale : baisser les charges patronales pour les salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. « Cela nous inciterait à conserver ce personnel », a expliqué le numéro deux de l'organisation patronale. En attendant des décisions gouvernementales, M. Giral a l'intention de faire des suggestions lors des négociations sur le financement de l'UNEDIC, qui gère l'assurance-chômage. Le CNPF propose donc que les recettes utilisées pour l'embauche de jeunes soient étendues aux plus âgés, si ce n'est - et la différence est de taille - qu'il ne s'agit pas seulement de créer des emplois mais d'en conserver. La suggestion est doublement inquiétante.

D'abord parce qu'elle encouragerait un phénomène de substitution. Les baisses de charges comportent toujours le risque de déplacer de l'emploi. Entre deux personnes de compétence comparable, une entreprise aura naturellement tendance à choisir celle qui lui coûte le moins cher. Après avoir subi ces dernières années les conséquences des dispositions favorables aux jeunes, les plus de cinquante-cinq ans vont-ils concurrencer à leur tour les salariés d'âge moyen ? En outre, des incitations, telles que les contrats de retour à l'emploi (CRE), existent déjà pour le recrutement de chômeurs âgés. Au passage, quel serait l'intérêt - et la signification - d'une réduction de cotisations patronales pour les cadres dirigeants en fin de carrière ? Ensuite parce que la proposition de M. Giral sous-entend que conserver un salarié âgé est une « bonne action ». Les plus de cinquante-cinq ans seraient scindés en deux groupes. D'un côté ceux que l'on accepte de conserver, mais à condition que leur maintien fasse l'objet d'une aide. De l'autre côté, ceux qui sont « excédentaires » et qu'il faudra placer en préretraite, car, dans l'esprit de M. Giral, il n'est pas question d'échanger un allègement de charges contre une réduction du nombre de FNE ou des mesures d'attente. Le maintien des salariés proches de la retraite pose de réels problèmes. Pour autant, la réflexion systématique de « baisse des charges » du CNPF est synonyme de facilité. Avant de s'engager dans cette voie, mieux vaudrait d'abord songer à agir sur l'organisation du travail ou la retraite progressive, par exemple.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lors de la réunion que les ministres de l'agriculture des Douze tiendront lundi 21 et mardi 22 octobre à Luxembourg, M. Louis Mermaz devrait exposer ses idées sur les voies et moyens d'une réforme de la politique agricole commune (PAC). La Commission européenne, quant à elle, présentera au Conseil la version élaborée du projet dont elle avait soumis les lignes directrices aux gouvernements membres avant l'été (le Monde du 3 juillet). Malgré la colère paysanne, la France semble désormais accepter de s'engager sur la voie de la réforme communautaire, plutôt que d'attendre que les difficiles négociations du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui butent sur l'obstacle agricole, aient abouti.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant
La France, abandonnant un immobilisme qui à la longue devenait intenable, semble avoir arrêté une stratégie quant à la manière de faire évoluer la politique agricole commune et de l'insérer dans le système international de production et d'échanges.

Persone ne le conteste : après avoir rendu de grands services, l'Europe verte, telle qu'elle a été conçue voici trente ans, est en crise. Les aménagements importants apportés au cours des dernières années à son fonctionnement (contingentement de la production laitière, mise en place d'un système de « stabilisateurs » impliquant des baisses de prix en

cas de hausse rapide de la production) n'ont pas suffi pour l'assainir. La situation actuelle est caractérisée, pour les principales productions (céréales, lait, oléagineux, viandes), par un déséquilibre de l'offre par rapport à la demande, qui entraîne des charges de plus en plus insupportables pour le budget européen sans améliorer, loin s'en faut, le revenu des agriculteurs.

Des aspects traumatisants

La France, principal producteur de la CEE, gros exportateur de produits de base, notamment de céréales, est particulièrement touchée du doigt, y compris par certains des Douze, qui lui font grief de faire obstacle, par son refus de tout compromis, à la conclusion de l'Uruguay Round, et donc à une relance des échanges internationaux.

De fait, ces enquêtes mensuelles effectuées par l'INSEE auprès des industriels montrent qu'une reprise est en train de se dessiner, lentement mais à peu près certainement : depuis le printemps, les réponses qui sont faites à l'institut confirment un léger mais continu regain d'optimisme, regain qui s'est d'abord traduit dans les perspectives personnelles, puis s'est étendu aux perspectives générales qui dépeignent le climat ambiant.

La reprise, qui devrait se confirmer progressivement, est le fait de la production automobile et des biens d'équipement ménager, qui ont fortement progressé en juillet-août (+3,2 % par rapport à juin), de même que les industries de consommation (+3,5 %).

moment, de différer l'examen du projet de réforme de la Commission, dont certains aspects (comme les fortes baisses de prix) risquent d'être traumatisants. Tout en répétant que la réforme ne devait en rien être subordonnée à la négociation du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), on faisait comprendre qu'il était plus sage d'attendre que celle-ci soit passée avant de réfléchir à l'avenir de l'Europe verte. L'anathème lancé par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) contre le projet bruxellois, repris par l'opposition, n'aidait évidemment pas le gouvernement à quitter cette attitude pusillanime. Au moment de faire des choix stratégiques, il s'est retrouvé bien seul, sans pouvoir compter sur des professionnels qui prétendent pourtant cogérer l'agriculture. Il ne lui restait plus alors, à-on pu penser un instant à Paris, qu'à manœuvrer pour essayer de conclure l'Uruguay Round sans trop de casse.

C'était là un comportement qui convenait parfaitement à ceux des Douze qui n'appréciaient pas le projet de la Commission, tels les Pays-Bas, actuellement à la présidence des travaux de la CEE. Bruxelles préconise des baisses sensibles des prix agricoles largement compensées par des versements directs aux agriculteurs. La maîtrise de la production serait en outre assurée par des programmes quasi obligatoires de gel des terres, modulés chaque année en fonction de l'évolution de la demande.

Le projet de la Commission prévoit encore des mesures d'accompagnement en faveur de la production extensive ainsi que de la défense de l'environnement. Une telle réforme ne peut être complètement indolore. En supportant le coût, d'une part, s'agissant des grandes cultures,

les fermes de plus de cinquante hectares, d'autre part, les exploitations d'élevage intensif. Les agricultures « productivistes » du nord de l'Europe pourraient figurer parmi les plus touchées, ce qui ne plaît ni aux Néerlandais, ni aux Danois, ni aux Anglais.

Les principales victimes

Pour ceux-ci, l'option GATT est préférable. Que veulent les Américains et les autres grands pays producteurs ? Essentiellement obtenir de la Communauté une limitation sensible de ses exportations de céréales. Les Français en seraient les principales victimes. L'Uruguay Round ainsi achevé à la satisfaction générale (sauf de Paris), on rebattrait les cartes de la réforme de la PAC, en mettant probablement l'accent sur une limitation quantitative généralisée de la production. Lors de la réunion informelle des ministres du commerce extérieur des Douze, le week-end dernier à La Haye, la présidente néerlandaise a peut-être voulu faciliter une telle évolution : selon elle, tout le monde (y compris donc la France) serait prêt à faire preuve d'une certaine souplesse pour surmonter les divergences agricoles au GATT, et, dans cet esprit, à reconnaître une marge de manœuvre à la Commission. On sait que M. Dominique Strauss-Kahn a contesté cette interprétation des débats, et en tout cas de sa position.

Les Français ont apparemment compris qu'il valait mieux une réforme négociée à l'intérieur de la CEE qu'une réforme imposée de l'extérieur. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que les suggestions de M. Mermaz s'inscrivent dans la ligne des propositions de la Commission, quitte à demander des

amendements importants. On peut, par exemple, s'attendre qu'il insiste pour qu'un nombre plus important d'exploitations que ne le prévoit la Commission bénéficie d'une compensation intégrale des baisses des prix.

Même si les deux opérations ne sont pas liées, un engagement déterminé des Douze en vue de réformer la PAC ne peut que faciliter leur tâche au GATT. Encore faut-il que cet engagement soit crédible, ce qui jusqu'ici n'était pas le cas. L'aménagement des mécanismes de soutien de la PAC proposé par la Commission ne peut que gêner les Américains : il rapproche le système communautaire de celui en vigueur aux États-Unis, et les prive de leurs arguments contre les prix trop élevés dans la CEE. Entreprendre la réforme de la PAC ne signifie pas que les Douze pourront conclure l'Uruguay Round sans consentir des concessions agricoles, y compris en ce qui concerne le niveau de leurs exportations, mais ils sont en droit d'espérer qu'elles seront alors plus limitées et assorties plus facilement d'engagements réciproques de la part des autres pays producteurs.

Sur le plan politique, il restera à M. Mermaz à convaincre que la réforme, telle qu'elle s'annonce, est probablement la meilleure des solutions pour l'agriculture française. Les réactions, encore discrètes mais positives, recueillies par la Commission au-delà des états-majors professionnels parisiens, et cela malgré l'ambiance de révolte régnant dans les campagnes, laissent penser que ce n'est pas un exercice hors de portée.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Léger signe de reprise

La production industrielle française a progressé durant l'été

La production industrielle en France a progressé durant l'été, ce qui est une bonne surprise. L'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 a atteint après correction des variations saisonnières - 114,1 en juillet-août après 113,2 en juin, soit une hausse de 0,8 % en un mois.

L'évolution sur un an est peu significative dans la mesure où la production industrielle avait beaucoup progressé en juillet-août 1990 par rapport à juin. Plus significatif est le renouveau du mouvement de reprise de la production nationale décrit par les comptes trimestriels de l'INSEE : après avoir reculé au quatrième trimestre 1990, puis avoir stagné au premier trimestre 1991, le PIB (produit intérieur brut) a recommencé à progresser au deuxième trimestre (+0,8 % soit à un rythme annuel de plus de 3 %). Ce redémarrage du PIB en France - plus précoce qu'on ne le pensait jusqu'ici - ne peut s'expliquer que par une reprise de la production industrielle qui s'est produite dès le deuxième trimestre et s'est poursuivie depuis.

On peut donc penser que l'ensemble de l'économie française a

TRANSPORTS

Les « boîtes noires » confirmeraient l'hypothèse d'une erreur humaine dans la catastrophe de Melun

Le décapotement des « boîtes noires », les bandes enregistrées des deux trains entrés en collision, le 17 octobre, en gare de Melun, semble confirmer l'hypothèse d'une erreur commise par le mécanicien du train de marchandises.

La bande de ce train fait apparaître que le mécanicien a bien vu le signal orange lui indiquant que le feu suivant qu'il rencontrait à 1 500 mètres serait rouge. Il a actionné le frein et fait tomber la vitesse de 86 km/h à 65 km/h. Il n'a plus touché au frein jusqu'à la hauteur du feu rouge où il a déclenché le freinage d'urgence, qui a eu pour effet de réduire la vitesse à 50 km/h au moment de l'impact.

150 mètres plus loin. Le comportement du conducteur confirme que les feux fonctionnaient normalement et que les freins répondaient aux sollicitations. En l'absence du principal témoin, qui figure parmi les seize victimes de la catastrophe, il sera particulièrement difficile d'aller plus avant dans l'explication de l'accident et d'établir pourquoi le conducteur a obtenu en partie seulement au signal orange.

L'enregistreur du train de voyageurs ne fait apparaître aucune anomalie. Alors qu'il était autorisé à rouler à 60 km/h, son conducteur se contentait d'une vitesse de 38 km/h.

AL. F.

EN BREF

■ Perturbations en vue dans les transports jeudi 24 octobre. - Le trafic de la RATP et de la SNCF risque d'être perturbé, jeudi 24 octobre, par la journée nationale d'action à laquelle FO et la CGT appellent dans tous secteurs d'activité : la majorité des syndicats de la RATP appelle ce jour-là à « une grande journée de grève et d'action ». Il s'agit de la CGT, de FO-encadrement et du SAT (autonomes traction) qui affirment avoir reçu le renfort de la CFDT, de plusieurs indépendants et autonomes, soit la grande majorité du personnel et la quasi-totalité des conducteurs. A la SNCF, la CFDT, la CGT et FO ont déposé un préavis de grève des contrôleurs (agents commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 heures au vendredi 25 à 8 heures.

■ Fonction publique : M. Pêcheur chargé d'une « mission de la dernière chance ». - M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a confié vendredi 18 octobre une « mission de la dernière chance » à M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique, afin de tenter de parvenir à un accord salarial avec les syndicats de fonctionnaires. M. Pêcheur doit prendre contact avec les syndicats afin de parvenir à une reprise des négociations, suspendues le 17 octobre, en vue d'un accord qui écarte « tout retour à l'indexation sur les prix ».

■ Démission du président de l'ANPE. - M. Jean Bonnaud a annoncé, vendredi 18 octobre, qu'il se démettait de la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) qu'il occupait depuis le mois de janvier. Par cette décision, l'ancien président de la CFTC entend protester contre les conditions du remplacement de M. Jean Marimbert, directeur général de l'ANPE, annoncé, la veille au soir, par M. Martine Aubry, ministre du travail (le Monde du 19 octobre).

■ La Trésorerie désigne un délégué en France. - La Trésorerie, l'office de privatisation des entreprises de l'ex-RDA, a désigné un délégué en France, M. Henri Monod, dont le rôle sera d'encourager les contacts avec les milieux industriels et financiers français. Un quart des investissements étrangers en Allemagne sont français. Ils ont pour origine les grandes entreprises et les gouvernements allemand et français voudraient encourager les PME à investir dans l'est de l'Allemagne.

[Né le 7 février 1924, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Henri Monod est président du conseil de surveillance de la filiale française du groupe allemand Hoechst et vice-président du conseil d'administration de l'Union patronale de la région Ile-de-France]

Incidents entre paysans et forces de l'ordre dans plusieurs départements

Plusieurs incidents dus à la grogne paysanne ont marqué la journée du vendredi 18 octobre. A Moissac, en Tarn-et-Garonne, près de trois cents agriculteurs ont obligé les organisateurs à annuler un dîner organisé dans le cloître de l'abbaye par l'Association du patrimoine culinaire et des arts de la table et auquel devait participer le ministre du Tourisme, M. Jean-Michel Baylet.

A Privas, dans l'Ardeche, il a fallu que les forces de l'ordre interviennent pour déloger une cinquantaine d'agriculteurs qui occupaient les locaux de la direction départementale de l'agriculture. Enfin à Nevers, la ville dont M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, est maire, des éleveurs ont mis le feu à des boîtes de paille disposées devant la mairie et il a fallu que les policiers locaux et les gendarmes dispersent les manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes.

Menaces sur l'emploi à Mondeville (Calvados)

Des sidérurgistes saccagent des bureaux de la SMN

Plusieurs centaines d'ouvriers de la Société métallurgique de Normandie (SMN) ont saccagé, vendredi 18 octobre à Mondeville près de Caen (Calvados), les bureaux de la direction de cette filiale d'Unimetal-Normandie, elle-même filiale d'Usinor-Sacilor. La colère des sidérurgistes a éclaté à la suite du compte-rendu fait par les délégués CGT et CFDT de leur rencontre, la veille à Paris, avec M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor. Ce dernier a, selon les syndicalistes, pratiquement confirmé la fermeture du site de Mondeville, qui emploie 1 300 salariés. Inquiets de ces menaces de fermeture, les sidérurgistes de la SMN avaient déjà, le 7 octobre dernier, émis le PDG d'Unimetal-Normandie durant près de vingt-cinq heures (le Monde du 9 octobre).

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

EMPLOI

AUTOMOBILE

Léger recul du marché européen en septembre

En recul de 1,5 % avec 902 000 voitures particulières immatriculées, le marché automobile européen a souffert, en septembre, de l'essoufflement de la « locomotive » allemande. Calculé sur dix-sept pays, le marché européen reste cependant globalement positif pour les neuf premiers mois de l'année avec une hausse de 1,8 % des immatriculations par rapport aux trois premiers trimestres de 1990. Les conséquences du ralentissement allemand (les ventes ont augmenté de 0,1 % en septembre) ont été toutefois atténuées par le réveil des marchés espagnols (+11 %) et français (+2,7 %), la stabilité du marché italien (depuis le début de l'année) ainsi que les légers réajustements

trés en Grande-Bretagne et en Suède.

Renault est le constructeur français qui tire le mieux son épingle du jeu avec une part de 9,8 % du marché européen en neuf mois, contre 9,6 % l'an dernier. Avec 11,7 %, PSA, en revanche, perd 1 point de pénétration et est devancé par les groupes VAG (15,9 %), Ford (12,7 %) et General Motors (12 %).

CHOMAGE

Augmentation en août dans la CEE

Le chômage dans la CEE s'est inscrit à 8,8 % de la population active en août, augmentant de 0,1 point par rapport à juillet (8,9 %). Ces chiffres, publiés par Eurostat - office des statistiques de la CEE - sont corrigés des variations saisonnières : ils montrent une augmentation de 0,5 point du taux de chômage en un an chez les

Douze (8,4 % de la population active en août 1990).

La dégradation de l'emploi a été particulièrement forte au Royaume-Uni (+2,7 points en un an), en Irlande (2,2 points) et en France (0,8 point).

INFLATION

Net ralentissement au Canada

Les prix de détail au Canada ont baissé en septembre, du fait notamment des produits alimentaires. L'indice du coût de la vie calculé sur la base 100 en 1986 s'est inscrit le mois dernier à 126,7 contre 126,9 en août, soit un recul de 0,2 % en un mois. En un an (septembre 1990) comparé à septembre 1989, le taux d'inflation revient à 5,4 % contre 5,8 % en juillet et août. La hausse annuelle enregistrée en septembre repasse ainsi la barre des 5,5 % pour la première fois depuis le début de 1991.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Italie, un emprunteur très attendu

Cela fait près de six mois que l'Italie n'a plus sollicité le marché international des capitaux. C'est une longue absence pour un pays dont les besoins d'emprunt sont énormes. Ces derniers, à intervalle régulier, s'élèvent à l'automne par de grandes émissions, audacieuses et réussies. Sa réserve actuelle est vraisemblablement due à la sévérité des sociétés américaines d'évaluation de crédit, en particulier de Moody's qui, au printemps, a abaissé d'un cran la note attribuée à la dette italienne. Sans cette sanction, le Trésor public de Rome aurait probablement déjà lancé de nouvelles euro-obligations, soit en dollars soit en euros.

Pour l'instant, il se procure les ressources dont il a besoin uniquement sur son propre marché national qu'il a d'ailleurs développé de façon systématique afin d'attirer sur place, à domicile, les investisseurs étrangers. Ceux-ci n'ont guère été influencés par la décision de Moody's qui était généralement attendue. Les économistes avaient depuis longtemps multiplié leurs études, mettant en évidence les difficultés du pays et dénonçant l'ampleur de ses déficits. De fait, l'Italie a beau être un peu moins bien notée qu'auparavant, sa signature n'en demeure pas moins très appréciée partout dans le monde. Il reste que les étrangers qui tiennent à acquiescer des fonds d'Etat sont parfois découragés de le faire par des difficultés d'ordre fiscal. Une retenue est normalement prélevée à la source sur les revenus des placements faits en Italie. Les autorités transalpines viennent certes de prendre des mesures pour que les non-résidents puissent récupérer le montant du précompte. Mais la procédure est lourde et le remboursement dépend de la conclusion de conventions de double imposition avec le pays d'origine des investisseurs.

Les problèmes de ce genre ne se posent normalement pas sur l'euro-marché où, par définition, aucun impôt anticipé ne vient grever la rémunération des titres. Cela explique pourquoi tant de spécialistes espèrent que l'Italie ne tardera pas trop à émettre de nouvelles euro-obligations. On ne dispose d'aucune confirmation

officielle à ce sujet, mais les experts les plus écoutés, comme ceux de Morgan Guaranty Trust Company, par exemple, estiment que d'ici la fin de l'année, le Trésor romain pourrait directement, ou par l'intermédiaire d'établissements publics, lancer cette année encore des emprunts internationaux pour un volume équivalant à trois milliards.

Nombres émissions françaises

Pour ce qui est des débiteurs français, ils ont été nombreux ces derniers jours. Deux d'entre eux ont lancé pratiquement en même temps des obligations en dollars pour des montants importants et pour des durées proches de l'ordre de dix ans. En dépit de leur similitude, les deux transactions ne sont pas entrées en concurrence car elles se sont faites dans des compartiments différents. Elles ont toutes deux été fort bien accueillies. Celle du Crédit foncier de France est une euro-emission de 500 millions de dollars qui viendra à échéance au début de 2002, et dont les titres, rémunérés au taux de 8 % l'an, étaient offerts à un prix calculé de façon à rapporter aux investisseurs quelque 49 points de base (au centime de point de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat américains de référence. Elle était placée sous la direction conjointe de deux grandes eurobanques, l'une d'origine américaine J. P. Morgan et l'autre d'origine française, Paribas, qui s'est chargée de la conclusion des contrats d'échange qui souhaitent passer l'emprunteur. Ces contrats permettent au Crédit foncier de disposer de fonds, en dollars certes, mais également en francs français et en francs suisses, à des conditions très avantageuses. Les francs suisses par exemple ne lui coûtent que 7,25 % l'an, l'opération était très importante car c'est la première fois que le Crédit foncier offrait des titres en souscription publique sur un marché étranger sans bénéficier de la garantie de l'Etat.

Elf-Aquitaine est le débiteur de l'autre émission en dollars qui porte sur 300 millions et qui s'est effectuée à New-York, sur le marché national américain. Le taux

d'intérêt facial de cet emprunt, organisé par la maison américaine Goldman Sachs, est également de 8 %, mais il est servi semestriellement, comme il est de coutume outre-Atlantique. Les titres étaient proposés aux investisseurs de façon à leur rapporter quelque 60 points de base de plus que les bons du Trésor de dix ans de durée. Un des grands mérites de cet emprunt a été de permettre à Elf-Aquitaine d'élargir le cercle de ses investisseurs, de mieux se faire connaître dans les milieux financiers américains. Pour une entreprise pétrolière de cette envergure, il est très utile de diversifier le plus possible ses sources de financement. Certains autres débiteurs français, dont les besoins de fonds sont beaucoup plus faibles, sont également tentés par la solution d'un emprunt aux Etats-Unis qui, pensent-ils, pourrait contribuer à accroître leur notoriété sur le plan international. Nombreux sont ceux qui doutent du bénéfice réel qu'ils y trouveraient, car on ne remarque guère à New-York que les opérations de grande taille.

Parmi les autres émissions françaises de ces derniers jours, l'attention a notamment été retenue par un euro-emprunt de 30 milliards de yens lancé pour une durée de sept ans pour le compte du Crédit national par une banque japonaise, Mizutani Tokyo Kobe. Les titres, munis de coupons de 6,125 % l'an, ont été pour l'essentiel acquis par des investisseurs européens et leur placement a été facilité par une baisse générale des taux de rendement au Japon. En francs suisses, le Crédit local proposait par l'intermédiaire de Paribas un coupon de 7,25 % l'an, pour une durée de cinq ans et son émission se déroula de façon satisfaisante compte tenu des grandes difficultés dont souffre présentement le marché helvétique, toujours confronté à une forte inflation. En francs français, sous la conduite du CCF (Crédit commercial de France), la SNCF a remporté un vif succès à l'étranger en offrant des euro-obligations de sept ans de durée, dont la rémunération ne sera servie qu'à l'échéance, au moment du remboursement du capital.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Sans changements

Les marchés des changes n'ont enregistré que des variations peu significatives cette semaine, le dollar poussant une petite pointe à près de 1,71 de Deutschmark avant de revenir en arrière en fin de semaine. Même le yen, qui s'était nettement affaibli la semaine précédente, est resté stable, malgré les propos pessimistes de M. Kiichi Miyazawa, candidat au poste de premier ministre, qui s'inquiète de la faiblesse de l'économie japonaise.

L'annonce d'une inflation plus forte que prévu aux Etats-Unis (0,4 % en septembre contre 0,2 % les trois mois précédents), si elle a jeté un froid sur le marché des obligations, où le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans a nettement augmenté, flôtant les 8 %, a plutôt joué en faveur de la devise américaine. La Réserve fédérale devait se montrer

plus réservée à l'égard d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme. Les opérateurs estiment donc que le cours de 1,69 DM constitue le seuil de soutien pour le billet vert. Notons que la confiance dans l'économie américaine est tombée à son plus bas niveau depuis un an et demi, 29,6 % seulement des hommes d'affaires prévoyant une hausse de leur chiffre d'affaires dans les six prochains mois, et 23,6 % estimant que la reprise est prochaine.

Dans le système monétaire européen (SME), le franc a commencé par bien résister à la diminution des taux directeurs de la Banque de France - largement anticipée, le cours du mark à Paris se maintenant à 3,4070 francs, pour, toutefois, flôter les 3,41 francs vendredi soir, sur des rumeurs, fantasmées, de départ prochain de M^{me} Cresson. La Banque de

France n'est pas intervenue, se réservant de le faire au seuil d'alerte de 3,4110 francs : de toute façon, les transactions étaient faibles. La peseta a continué de céder du terrain, sur des rumeurs d'abaissement du taux d'intervention de la Banque d'Espagne.

Enfin, selon M. Boris Eltsine, 350 tonnes d'or amériennes ont été transférées à l'étranger au cours des six derniers mois. A Bangkok, l'export Grogory Yavinski avait provoqué une surprise, affirmant que les réserves d'or de l'URSS s'élevaient à 240 tonnes, plus 150 tonnes déposées à l'étranger en gage. F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 11 OCTOBRE AU 18 OCTOBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	Dmark	Franc français	Florin	Lira
New-York	1,7090	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Paris	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Zurich	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Frankfurt	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Bruxelles	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Amsterdam	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Milan	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936
Tokyo	1,7100	100	166,63	333,33	1,7100	100	200	1,936

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 octobre, 4,4476 F contre 4,4456 F le vendredi 11 octobre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La France se donne un peu d'air

C'est fait ! Avec de l'avance sur le calendrier, la Banque de France a abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, les ramenant à 9 % à 8,75 % pour les dépôts à 30 jours, à 8,5 % à 90 jours, à 8,25 % à 180 jours, et à 8 % à 360 jours. Les pensions à 7-10 jours, l'élargissement à 1 point du « chenal » balisé par ces taux restant sans changement. Certains diront que cette décision est méritoire au moment où les confidences s'écroulent avec une discussion du budget qui pourrait réserver des surprises désagréables à M. Pierre Bérégovoy. Mais le ministre, traditionnellement soucieux d'alléger la charge des frais financiers des entreprises, a dû, de concert avec la Banque de France, profiter de la déflation pour donner un peu d'air à la politique monétaire française, et surtout, à notre économie, qui en a bien besoin. Il est certain que l'annonce, en début de semaine, d'une hausse des prix en France de seulement 0,2 % en septembre, 0,6 % sur un an, avec un écart d'inflation de 1,3 % avec l'Allemagne au profit de notre pays, a facilité les choses, notamment aux yeux des milieux financiers internationaux, en particulier les fameux « gnomes de Zurich » chez M. Harold Wilson, l'ancien premier ministre britannique.

Un autre facteur a été pris en compte, celui du ralentissement du rythme de croissance de la masse monétaire M3 en France, qui traduit effectivement le coup de frein à l'économie. Ce rythme, en moyenne trimestrielle, a été de 1,1 % en juillet 1991, contre 1,3 % en juillet 1990, et 1,5 % en juillet 1989. Or, en 1990, c'est-à-dire en base de la fourchette fixée par l'UEM, soit 5 % à 7 % : on est loin des croissances de 7 % pour M3 enregistrées les années précédentes. Cette fourchette, il est vrai, tenait compte d'une croissance du produit intérieur brut (PIB), estimée à 5,4 % en valeur, révisée depuis à 4,2 %. De même, la progression des crédits à l'économie, qui était encore de 11 % en 1990, est revenue à 9,5 % au premier trimestre 1991, et s'inscrit actuellement sur une pente de 8,4 % avec des inflexions significatives : la croissance du crédit aux particuliers tombe à 5,6 %, tandis que celle des crédits aux entreprises bondit à 16,4 %, les difficultés ou le resserrement des trésoreries conduisant ces entreprises à tirer davantage sur leurs lignes de crédit auprès des banques. Cette « réduction du taux de croissance des crédits monétaires » figurait d'ailleurs dans le communiqué de la Banque de France annonçant l'abaissement de ses taux directeurs.

Cet abaissement n'a guère influencé les marchés financiers où il était « éphémère » depuis le début de la semaine, et inscrit dans les cours et les taux. Sur le MATIF, l'échéance de décembre était montée à près de 107,60 contre 107,18 à la

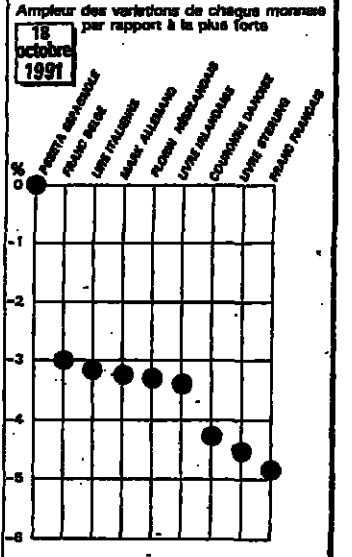
fin de la semaine dernière, mais, sur des ventes bénéficiaires, elle a clôturé vendredi à 107,46. Quant au rendement de l'OTAT dix ans, il est revenu de 9,82 % à 9,73 %, 9,75 %, avec des achats étrangers assez nombreux de titres d'Etat, notamment à trente ans. Des ventes bénéficiaires, avons-nous dit : certains opérateurs anticipaient une réduction d'un demi-point, d'où la hausse du MATIF, et d'autres opérateurs ont trouvé cela excessif. A 8,75 %, 9,75 %, la Banque de France a, certes, accompli un nouveau pas après les abaissements de mars 1991 et de novembre 1990, mais maintenant il va lui falloir attendre pour continuer. A 9,25 % environ, le taux français à trois mois est légèrement en dessous de celui de la zone mark (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) et un repli ultérieur ne serait pas étonnant pour le statut du franc (voir la rubrique Devises et or). La Banque de France devra peut-être attendre un assouplissement de la politique monétaire allemande l'an prochain, qui pourrait intervenir au premier semestre si les augmentations de salaires se limitent à 5 %, contre 7 % en 1990, et si le rythme d'inflation décroît suffisamment.

Diminution du taux de base des banques

Fermement invitées par M. Pierre Bérégovoy à abaisser leur taux de base (TBB), les banques françaises se sont exécutées, le ramenant de 10,25 % à 10 %, d'autant plus facilement qu'elles étaient restées sourdes aux exhortations ministérielles en mars dernier lors de la diminution du taux d'appel d'offres de la Banque de France. Depuis la dernière diminution du taux de base (de 10,50 % à 10,25 %), en novembre, après la réduction des taux directeurs de la Banque centrale, ces banques estiment que le coût de leurs ressources, loin de décliner, avait augmenté, notamment en raison de la tension sur le franc. La baisse du TBB aura un impact limité sur l'économie française. La part des crédits indexés sur le TBB, soit 300 milliards, ne représente plus que 17 % à 18 % de la masse globale, s'appliquant aux PME, au profit des crédits indexés sur le taux interbancaire. De toute façon, il faudrait une baisse des taux de 2 à 3 points pour agir vraiment sur l'économie, et il n'en est pas question, mais un quart de point est toujours bon à prendre.

Sur le marché obligataire, la pousse sur les cours du MATIF et la baisse des rendements ont rendu les professionnels nettement plus optimistes, dans l'attente que les investisseurs se tournent un peu plus vers le long terme, après disparition du phénomène d'« inversion » (le long plus cher que le court). En conséquence, le Crédit national a levé 2 milliards de francs sans aucune difficulté, sous la houlette de la BNP

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN



* Taux calculés par rapport aux cours hebdomadaires de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Le réveil de l'aluminium

Début octobre, les prix de l'aluminium au London Metal Exchange (LME) avaient touché leur plus bas niveau de l'année, à 1 171 dollars la tonne (moins de 6 800 francs), le marché souffrant d'un ralentissement de la consommation coincé avec une offre toujours trop importante. La semaine écoulée a vu les cours se redresser assez nettement à plus de 1 237 dollars la tonne, gagnant 82 dollars dans la seule séance du 16 octobre, puis encore 13 dollars le lendemain. A l'origine de ce redressement : l'annonce par le second producteur mondial (hors URSS), le canadien Alcan d'une réduction de 8,5 % de son activité en 1990, soit une baisse annuelle de 143 500 tonnes. Fin septembre, l'Américain Alcoa, numéro un occidental de l'aluminium, avait annoncé son intention de ne pas diminuer ses capacités de production, suggérant simplement de ne pas ouvrir dans les prochains mois de nouvelles capacités d'électrolyse.

Cette position avait contribué à déprimer les cotations, la faiblesse de la reprise mondiale pénalisant ce métal de la croissance. La décision d'Alcan (qui porte sur cinq usines) a donc soulagé les opérateurs, d'autant qu'elle s'inscrit maintenant dans un mouvement assez général de baisse

de la production. C'est en réalité Pechiney qui a montré la voie en décidant en début de semaine de réduire de 22 250 tonnes sa production dans une unité hollandaise. Les « coupes » fermes portent déjà sur 612 150 tonnes, soit 4,1 % de l'offre mondiale hors l'Union soviétique. Hormis Alcan, les diminutions les plus importantes viendront de Reynolds (-121 000 tonnes), Austria Metall (-83 000 tonnes), Hungalu (-73 000 tonnes), Alusuisse (-40 000 tonnes).

D'autres nouvelles sont venues soutenir le marché. Une grève illimitée a démarré le 17 octobre à la fonderie australienne de Boyne (groupe Comalco), dans le Queensland, une unité qui produit annuellement entre 230 000 et 240 000 tonnes de métal. La compagnie argentine Aluar s'est de son côté engagée à diminuer de 9 % sa production, qui atteint chaque année quelque 171 000 tonnes.

De l'avis des professionnels, l'ajustement entrepris ne saurait suffire pour rééquilibrer le marché. Il faudrait encore retirer des prévisions de production au moins 200 000 tonnes. Car si les industries avaient poursuivi sur leur lancée, avec l'ouverture projetée l'an prochain de nouvelles unités au Canada et en France (Pechiney Dunkerque), les capacités effectives de production risqueraient en 1993 de s'accroître d'un million de tonnes supplémentaires, pour s'élever à 15,5 millions de tonnes. Une rumeur circulait vendredi sur le marché, selon laquelle Alcan pourrait suivre à son tour le mouvement de maîtrise de la production, ainsi que les Suédois. On espérait une initiative comparable de la part du groupe allemand VAW qui, au cours actuel de l'aluminium, est probablement celui qui perd le plus d'argent.

L'interrogation majeure porte maintenant sur l'ampleur des exportations d'aluminium de l'URSS vers l'Occident. Celles-ci se sont nettement amplifiées depuis le début de l'année, portant les stocks du LME à un niveau quasi-record de 742 000 tonnes (-14 000 tonnes la semaine précédente). Parce que Moscou conserve jalousement son or, « l'alou » est devenu une singulière monnaie d'échange. Un fournisseur indien de chaussures s'est récemment fait payer en métal par ses clients soviétiques. De même qu'un éditeur transalpin de livres scolaires. Les ventes russes,

qui représentaient le mois dernier quelque 20 000 tonnes par semaine, sont cependant retombées à 10 000 tonnes hebdomadaires. La déprime du marché était, dans ce contexte, logique, les grands producteurs ayant fonctionné jusqu'en juillet au moins à 99 % de leurs capacités. L'ajustement se profile, mais les consommateurs continuent de s'approvisionner petit peu par petit peu. C'est seulement quand les annonces de réduction de production auront porté leurs fruits que les utilisateurs reviendront peut-être à l'achat. L'heure reste à l'attente. Au siège de Pechiney, rue Balzac à Paris, le coq d'aluminium ne crie pas encore victoire. Mais le marché est réveillé.

ERIC FOTTORINO

CREDIT

Le Danemark baisse ses taux d'intérêt

COPENHAGUE

Vendredi 18 octobre, juste après la fermeture des marchés boursiers, la Banque nationale du Danemark a annoncé qu'elle abaisserait, à partir de lundi prochain, son taux d'intérêt de prêt aux banques, qui passera de 10 % à 9,5 %, et son taux d'escompte, qui sera réduit de 9,5 % à 9 %. On s'attend que les banques privées suivent le même chemin.

La direction de la Banque nationale a expliqué que ces mesures avaient été prises à la suite d'une forte augmentation des ventes de valeurs, notamment des obligations à l'étranger. Elles ont été bien accueillies par les milieux d'affaires et surtout par les syndicats. Ceux-ci espèrent que - si modestes soient-elles - elles aideront à la relance des affaires, notamment de la construction, qui continue à stagner de façon inquiétante, et qu'elles permettront de freiner l'augmentation du chômage, qui demeure le souci constant du gouvernement et s'approche, cet automne, de 300 000 sans-emploi.

CAMILLE OLSEN

PRODUITS	COURS DU 18-10
Café (Arabica)	1 364 (+ 11)
Trois mois	Libres/tonne
Aluminium (Londres)	1 227 (+ 86)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	7 448 (+ 97)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	288 (+ 8,5)
Décembre	Libres/tonne
Café (Londres)	843 (+ 30)
Novembre	Libres/tonne
Cacao (New-York)	1 281 (- 65)
Décembre	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	357 (+ 10)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	251 (+ 2)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	179,48 (+)
Décembre	Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

FRANÇOIS RENARD

Le douzième sommet franco-italien de Viterbe

Paris et Rome ont la même volonté de réussir le conseil européen de Maastricht

Le douzième sommet franco-italien qui s'est tenu les 17 et 18 octobre à Viterbe, au nord de Rome, a consacré sinon une parfaite identité de vues entre les deux pays, du moins la volonté politique commune, dûment affichée, de faire du conseil européen qui se tiendra les 9 et 10 décembre à Maastricht un succès complet, c'est-à-dire notamment d'y transformer la Communauté en une union politique.

VITERBE

de notre envoyée spéciale

Des « divergences » à propos des politiques étrangère et de sécurité communes étaient apparues ces

dernières semaines : le 4 octobre, l'Italie et la Grande-Bretagne s'étaient mises d'accord sur un texte partant certes d'une « défense européenne », mais fortement ancrée à l'OTAN. Dix jours plus tard, la France et l'Allemagne relançaient l'idée que l'UEO (Union de l'Europe occidentale) doit être l'organe de la Communauté pour la mise en œuvre d'une politique de défense européenne et proposaient la création à terme d'un corps d'armée européenne. Initiative, précisait Paris et Bonn, parfaitement « complémentaire » de l'OTAN.

A Viterbe, cité papale où, exaspérés par les atermoiements des cardinaux lors du conclave de 1271, les habitants de la ville les enfermèrent pour les décider à se choisir un chef, le « malentendu » franco-italien a été, en revanche, rapidement expédié, chaque partie affectant de ne retenir que les côtés positifs de l'initiative de l'autre. La France n'a donc voulu voir dans l'initiative italo-britannique que le premier pas vers la direction.

Au cours d'une conférence de presse particulièrement délicate à la villa Lante, chef-d'œuvre de la Renaissance, le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, déclarait qu'il estimait « politiquement très utile tout ce qui peut renforcer les relations de l'Allemagne avec les autres pays, notamment lorsqu'il s'agit de la France ». Réaffirmant que « personne ne songe à remettre en question l'alliance atlantique », il ajoutait : « Il n'est pas absolument impossible de trouver des formules communes ».

De son côté, M. Mitterrand réaffirmait en notant que « l'Italie se trouve en situation de rapprocher les points de vue ». « Il est indéniable, poursuivait-il, que la politique italienne a toujours été favorable à une union politique forte, mais aussi à la notion d'une défense commune (...). La défense européenne et l'OTAN doivent être articulées. Les discussions porteront sur ce sera mis l'accent. Il y a la thèse maximaliste et la thèse minimaliste ; le débat est ouvert ».

La liaison Lyon-Turin

A l'évidence, le message de Viterbe - « l'Europe n'a pas d'autre issue que de réussir Maastricht » - s'adressait, par-delà le sommet franco-italien, à tous les autres partenaires européens : le président français, tout en disant son « optimisme », l'a affirmé avec force : « L'Europe ne peut s'arrêter en chemin », en raison du « travail accompli » et de la « conscience qu'ont prise les Douze de leur propre existence », mais surtout de la

« responsabilité qu'ils doivent assumer auprès des pays de l'Est, libérés politiquement mais entravés par une crise économique grave », et dont les Douze représentent l'expérience ».

Sur les autres dossiers communautaires, notamment celui des conditions du passage à la troisième phase de l'union monétaire et celui, plus litigieux encore, de la compétence des pouvoirs du Parlement européen - que l'Italie, à l'instar de l'Allemagne, aimerait voir renforcée - rien n'a été vraiment réglé. M. Andreotti a simplement noté, avec un *a priori* favorable, la proposition française de réunion deux fois par an en « congrès informel » du Parlement européen et des Parlements nationaux, sur le modèle de la réunion qui s'est tenue à Rome en décembre dernier.

Enfin, seul dossier bilatéral en cours de règlement évoqué à Viterbe : celui du projet de liaison ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin, entré dans une deuxième phase d'étude. Le projet, a annoncé le ministre français des transports, M. Paul Quilès, présent à Viterbe, pourrait être réalisé à l'horizon 2000. Son coût se chiffre, pour l'instant, à 16 milliards de francs, dont 11 à 13 pour le percement d'un tunnel de 34 kilomètres sous le Mont-Cenis.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Pour des raisons humanitaires »

Le Djihad islamique accepte qu'un des otages américains détenu au Liban rencontre son épouse

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP), de tendance pro-iranienne, a accepté, vendredi 18 octobre, qu'une rencontre ait lieu, sous le patronage de l'ONU, entre l'un des deux Américains qu'il détient depuis le mois de janvier 1987, M. Jesse Turner, et son épouse. Le JILP a rendu publique la photocopie d'une lettre manuscrite en anglais de M. Turner ainsi qu'un bref communiqué dactylographié en arabe.

Le JILP affirme que sa décision répond « aux demandes répétées et à l'insistance » de son otage et a été prise « pour des raisons humanitaires ». M. Turner, quarante-quatre ans, professeur de mathématiques, précise dans sa lettre que la rencontre avec sa femme durera une heure seulement, mais insiste sur la nécessité de sa venue « le plus tôt possible » à Beyrouth. « Après cela, tout ira bien », conclut-il.

L'initiative du JILP intervient au moment même où l'assistant du secrétaire général de l'ONU chargé du règlement de l'affaire des otages, M. Giandomenico Picco, se trouve à Damas. Selon des sources sûres, celui-ci aurait rencontré mardi, dans la vallée de la Bekaa sous contrôle syrien, des représentants des preneurs d'otages. - (AFP)

Pour des stages en unité

Soviétiques et Français échangeront de jeunes officiers

A l'issue d'une visite de cinq jours en France, qui lui a notamment permis de se rendre à l'intérieur d'un poste de tir des missiles nucléaires entrés dans le plateau d'Albion, le chef d'état-major général des forces armées soviétiques, le général Vladimir Lobov, est revenu avec son homologue français, l'amiral Jacques Lanxade, d'instaurer des échanges de jeunes officiers entre les deux pays. Le principe en a été acquis. Des discussions à venir détermineront les modalités.

A la différence de ce qui se passe pour d'autres pays, où ces échanges se font au niveau des écoles militaires, il devrait s'agir, selon l'amiral Lanxade, de « l'immersion dans des unités opérationnelles », pendant une période de deux à trois mois, d'officiers du grade de capitaine. C'est une « première » qui permettra à des jeunes cadres de former dans des régiments, sur des bases aériennes

ou à bord de bâtiments. Interrogé par la presse, vendredi 18 octobre à Nancy, où il a assisté à une présentation de la « division aéronavale » qui dépend de la Force d'action rapide (FAR), le général Lobov s'est refusé à préciser quel serait le nombre de changes nucléaires, stratégiques et tactiques nécessaires pour créer en Union soviétique une force de dissuasion dite « suffisante ».

En revanche, le chef d'état-major soviétique s'est montré réservé à propos de la perspective d'instaurer des « gardes républicaines » au sein de chacune des Républiques de la future Union. Il a affirmé que les Républiques, soumises dans l'avenir au jeu éventuel de l'alternance politique, étaient de plus en plus conscientes de la création de telles gardes et il a estimé que toutes les Républiques, en réalité, se considéraient comme membres de l'Union pour la défense de leur territoire.

fin à son programme nucléaire militaire. Pyongyang a, en effet, posé comme condition à une inspection de ses installations le retrait des armements nucléaires américains du Sud. - (AFP)

■ **ETATS-UNIS** : condamnation d'un ancien secrétaire adjoint à la marine. - Un ancien secrétaire adjoint à la marine, M. Melvin Paisley, a été condamné vendredi 18 octobre à quatre ans de prison pour son rôle dans un scandale portant sur l'acquisition du matériel militaire. Des responsables du ministère de la Justice ont déclaré qu'il s'agissait de la plus lourde condamnation rendue jusqu'à présent dans le cadre de l'enquête, ouverte voici cinq ans, sur ce scandale qui porte sur plusieurs milliards de dollars de matériel militaire. M. Paisley, ancien cadre de la firme Boeing, avait plaidé coupable. - (Reuters)

■ **ZAIRE** : nouvelle crise politique. - Une nouvelle crise politique, qui risque d'entraîner des débordements populaires, s'est ouverte au Zaïre vendredi 18 octobre, quarante-huit heures après la prestation de serment du gouvernement. Le porte-parole de la présidence de la République a en effet accusé le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, de gouverner « dans l'illégalité », pour avoir refusé de jurer obéissance « à la Constitution » du Zaïre lors de sa prestation de serment. - (AFP)

DEVANT NOTRE SÉPAREMENT
CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

Après les incidents de la manifestation du 17 octobre

M. Bruno Durioux reprend les négociations avec les infirmières

Alors que le ministre de la santé, M. Bruno Durioux, reprenait, samedi 19 octobre, les négociations avec les représentants des infirmières, la Coordination nationale infirmière a annoncé son intention de porter plainte après les « violences policières » du jeudi 17 octobre, qui ont provoqué de vives réactions, y compris dans les milieux politiques.

L'intervention des gendarmes mobiles, jeudi 17 octobre, contre les infirmières (le Monde du 19 octobre) a durci le mouvement. Des actions de protestation ont eu lieu, vendredi 18 octobre, dans plusieurs hôpitaux d'Ile-de-France avec des arrêts de travail de l'ensemble des personnels, et les établissements se préparent à une manifestation, le 22 octobre.

La Coordination nationale infirmière (CNI) a annoncé son intention de porter plainte contre la police. « Une élève infirmière de Bichat a eu le tympan perforé par un canon à eau et un infirmier a eu un traumatisme crânien avec perte de connaissance », a affirmé M. Eric Rabette, porte-parole de la CNI, en ajoutant que cinq autres personnes au moins avaient été blessées légèrement et que trois d'entre elles avaient dû être hospitalisées quelques heures à l'hôpital Laennec.

Après ces incidents, touchant une profession qui bénéficie d'un large soutien de la population, les réactions ont été vives et multiples. M. Philippe Marchand a précisé sa version des faits devant une délégation d'infirmières reçue, vendredi, à la préfecture d'Alsace. Les infirmières ont voulu se rendre à l'hôpital, sans autorisation, a déclaré en substance, le ministre de l'Intérieur.

Devant leur insistance, a souligné M. Marchand, « il a été fait usage d'un moyen lanceur d'eau. Aucune charge des forces de l'ordre n'a eu lieu et seize grenades lacrymogènes ont été tirées ».

Samedi à 15 heures, M. Bruno Durioux devait ouvrir de nouvelles négociations avec les différentes organisations syndicales et professionnelles. La Coordination devait

être présente. M. Cresson avait demandé au ministre de la santé de « reprendre immédiatement » les négociations en annonçant qu'elle recevrait également, de son côté, les représentants des infirmières.

Le ministre de la santé s'est déclaré, pour sa part, en mesure « de proposer un premier train de dispositions destinées à améliorer les conditions de travail » des infirmières, portant principalement sur le travail de nuit, des dimanches et jours fériés. Alors que la Coordination réclamait avant tout une augmentation des effectifs et des salaires, ces propositions suffiraient-elles à renouer le dialogue ?

M. La.

Polémique entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la santé

En réponse à M. Bruno Durioux, ministre délégué à la santé, qui lui avait demandé jeudi 17 octobre, de faire « toute la lumière sur les circonstances exactes » des incidents survenus lors de la manifestation du 17 octobre, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a indiqué, vendredi 18 octobre : « Ce ne sont pas les infirmières, mais des personnes, qui me feront déclencher une enquête. L'essentiel pour les infirmières est que les négociations se poursuivent et que M. Durioux, car c'est son rôle, les fasse aboutir ».

Dans un communiqué, le Parti socialiste s'est étonné, vendredi 18 octobre, « du comportement des forces de police envers les manifestants » et a jugé « particulièrement regrettable » les incidents survenus au cours de cette manifestation. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a également déploré l'utilisation de grenades lacrymogènes et de canons à eau, et l'absence de dialogue dans ce conflit. M. Yves Roudy, ancien ministre socialiste des droits de la femme, s'est déclaré « inquiet » pour le premier ministre, « car son ministre de la santé contribue à lui faire une mauvaise réputation qu'elle ne mérite pas ».

La durée de prescription de l'Halcion sera limitée à quinze jours

Sur proposition des commissions nationales de pharmacovigilance et d'autorisation de mise sur le marché, M. Bruno Durioux, ministre délégué chargé de la santé, a décidé, vendredi 18 octobre, de limiter à deux semaines la durée de prescription de l'Halcion, un somnifère hypnotique fabriqué par les laboratoires Upjohn.

Cette mesure, qui prend en compte la position exprimée le 16 octobre par le comité des spécialités pharmaceutiques de la CEE (le Monde du 19 octobre), s'accompagnera également d'une réduction du contenu du conditionnement. Le libellé de l'information du corps médical et du public sera revu et adapté. L'indication thérapeutique sera limitée aux troubles sévères du sommeil et il sera en particulier recommandé aux patients de ne prendre le médicament qu'immédiatement avant le coucher.

Ces mesures font suite à la décision prise le 4 octobre par les autorités sanitaires britanniques d'interdire la commercialisation de ce somnifère en raison de ses nombreux effets secondaires (pertes de mémoire et syndrome dépressif).

Le Sénat péruvien a levé l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia

Le Sénat péruvien a levé, samedi 19 octobre, l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia, ouvrant la voie au procès de celui-ci pour corruption. Le vote du Sénat, par 38 voix contre 17, fait suite à un an d'enquête et deux heures de débats très houleux. En sa qualité d'ancien chef de l'Etat (1985-1990), M. Garcia est sénateur à vie. Accusé d'avoir détourné 500 000 dollars de fonds gouvernementaux, il ne pouvait être traduit en justice qu'après la levée de son immunité par ses pairs. - (AP)

Nouveau à La Villette
LE PALAIS D'ASIE
Le plus grand restaurant chinois de Paris (500 places).
7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin.
Banquets, réceptions, repas d'affaires.
131, rue de Flandre (métro Crimée).
Tél. : 40-35-25-15 - 40-35-35-36.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde
Voyage avec Colomb
NUMÉRO HORS SÉRIE
Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a trente ans, la répression de la manifestation algérienne à Paris... 2

ÉTRANGER

L'accord sur la conférence de paix au Proche-Orient et la normalisation des relations entre Israël et l'URSS... 3-4
La guerre civile en Yougoslavie... 5

POLITIQUE

L'évolution de la Nouvelle-Calédonie
M. Cresson prend l'engagement solennel de poursuivre la politique de M. Rocard... 7
Un entretien avec M. Guy Konopnicki
Du communisme à l'écologie... 8
La préparation des élections régionales
M. Carignon sera candidat à la présidence de la région Rhône-Alpes... 8
Livres politiques
La rubrique d'André Laurens... 8

HEURES LOCALES

Les départements sourient aux Japonais • Nouvelles missions pour l'Association des maires de France • Projet de statut pour les 550 000 élus 9 à 12

SOCIÉTÉ

Prisons
Une journée nationale pour gommer les « effets destructeurs »... 13

CULTURE

Yannis Kokkos, metteur en scène
Le scénographe, qui entend désormais se consacrer à la mise en scène, présente Iphigénie à la Comédie-Française... 15

ÉCONOMIE

La catastrophe de Melun
Les renseignements donnés par la « boîte noire »... 17
Progression de la production industrielle
Une hausse de 0,8 % en août... 17

Services

Abonnements... 2
Carnet... 14
Marchés financiers... 18-19
Météorologie... 14
Mots croisés... 14
Radio-Télévision... 14
Spectacles... 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 octobre 1991 a été tiré à 496 013 exemplaires.